TOME VIII. N° 22 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 FÉVRIER 1922

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Le stupide dix-neuvième siècle [1]

II

L'aberration romantique au XIXe siècle français et ses conséquences.

Alors qu'aux grandes époques la Cité inspire (si elle ne la suscite) la littérature d'imagination sous toutes ses formes, aux époques de faiblesse mentale, c'est la littérature qui commande la Cité et qui désagrège la politique, en alimentant les rhéteurs. Il y a ainsi une correspondance directe entre le tonus politique d'un siècle et son tonus littéraire, que leurs rapports réciproques soient normaux ou renversés. Le dix-neuvième siècle français ne fait pas exception à cette règle. Ses hommes de lettres, souvent aberrants et aveugles quant aux lois de la maintenance nationale, y jouent un rôle politique de premier plan ; et la puissance de la raison et du bon sens semble être, chez eux, inversement proportionnelle à la richesse, au moins apparente, de la forme. Les deux premiers tiers du siècle sont occupés et même obstrués par le romantisme. Le dernier tiers appartient à une dégénérescence roman-

(1) Voir la *Revue universelle* du 15 décembre 1921.

tique qualifiée tantôt de réalisme et tantôt de naturalisme.

Qu'est-ce que le romantisme?

Je le définirais, psychologiquement, une extravagance, à la fois mentale et verbale, qui confond la notion du beau et celle du laid, en soumettant l'esthétique à la loi de l'énorme et à la surprise du contraste ou de l'antithèse. Sa principale caractéristique est la démesure, car : 1° il met tout au superlatif et ne tient compte que de l'excès, dans toutes les catégories et dans tous les genres, 2° il donne la prédominance au sentiment sur la pensée, à la sensation sur le sentiment, à l'expression verbale et syntaxique sur l'un et l'autre. Il constitue ainsi un faux sublime, auquel la foule se laisse prendre, et qui perturbe le goût public.

Les critiques de la *Revue des Deux Mondes* et de l'Académie, notamment Faguet (qui a un certain pittoresque crasseux, et parfois la chaude couleur de cette crasse) et Brunetière (galopant sur la bourrique paradoxe, à la poursuite de l'esprit qui le fuit) ont défendu cette thèse enfantine qu'il y avait du romantisme chez les classiques. De ce point de vue, un Corneille, un Bossuet, un Pascal seraient les plus échevelés des romantiques. C'est idiot. Le romantisme ne consiste pas dans une certaine impétuosité, intermittente ou chronique, du langage. Il consiste dans le désaccord d'une pensée pauvre et d'une expression riche, et dans la débilité du jugement, qui fait tantôt de la pitié, tantôt de la colère, tantôt du dégoût, tantôt de la mélancolie, la règle forcenée de l'univers et du style. On conçoit qu'un tel déséquilibre mène rapidement à l'insincérité, puisque la comédie de la sensibilité, ou de la sensualité, devient indispensable à quiconque veut émouvoir continûment, sans être ému lui-même, ou au delà de sa propre émotion. En fait, le romantisme, en littérature comme en politique, est l'école du mensonge et de l'hypocrisie. Il n'est pas de plus grand Tartuffe que Victor Hugo. On aurait pu le conjecturer d'après son œuvre, sans rien connaître de sa biographie.

Chateaubriand a donné le branle ; il faut le reconnaître, avec sa somptueuse insincérité et une éloquence assise (disait Alphonse Daudet), qui, même après Rousseau, avait des allures de source jaillissante, de déraidissement de la nature au premier printemps, il a joué de la mer, du clair de lune, de l'éloignement et des tombeaux, avec une magie descriptive que son dernier disciple en date, Pierre Loti,

a imitée et côtoyée, sans jamais l'égaler. Cela tient à ce qu'il y a, en Chateaubriand, une formation classique, une période à la Tite Live, reprise abruptement par une rapide image à la Tacite, et qui joint les plaisirs de l'ellipse à ceux de la redondance. Il n'est rien de plus magnifique, et comme l'a noté justement Maurras, avant Lemaître, rien de plus décevant. Chateaubriand a donné le branle à cette affectation de la lassitude de vivre, jointe à une peur panique de la mort, dont l'agaçant et continuel refrain grince pendant tout le cours du siècle où les hommes se sont le plus entre-tués. Il inaugure le grand cabotinage littéraire. Il est le grand-père de tous les « moi, moi, moi », de tous les moitrinaires, qui se regardent pâlir et vieillir dans leurs miroirs ternis et écaillés.

Personne ne lit plus le *Génie du christianisme*, ni *Atala*, ni *René*, ni (d'ailleurs injustement) la *Vie de Rancé*. Mais on lit encore les *Mémoires d'outre-tombe*, pour la splendeur de leurs cadences ; et l'esprit d'hypocrisie profonde, qui est au fond de Chateaubriand, revit, par mimétisme, chez nombre de nos contemporaines et contemporains. Que ce comédien magnifique ait été pris pour un héros véritable, et que cette erreur ait recommencé pour Hugo, voilà qui justifie (au chapitre de l'inclairvoyance) notre accusation de stupidité, portée contre le siècle « des lumières ». Sainte-Beuve lui-même, qui ne respectait pas beaucoup de gens, paraît avoir hésité, dans son fameux cours sur *Chateaubriand et son groupe littéraire*, devant la vérité crue quant à cette idole. Il n'ose extraire l'abondant comique des « drapés pour la postérité » du mort du Grand-Bé. Il prend son *tædium vitæ* au sérieux. Nous aurons souvent l'occasion de voir que l'absence d'un Molière au dix-neuvième siècle s'est fait cruellement sentir. Pour la plaie durable du romantisme, le meilleur antiseptique eût été le rire. Or, le dur Sainte-Beuve est rarement joyeux et le grand Veuillot n'a jamais su rire. Quarante années de larmoiement, de vague à l'âme et de désolation égocentrique n'ont pas amené la réaction attendue d'un bon vivant, suffisamment armé pour l'observation satirique, et qui eût remis les choses au point par le ridicule. Cette lacune, qui s'est rarement produite dans le pays des fabliaux et des farces rabelaisiennes, est, pour une époque aussi fertile en cabotins du sublime et en faux géants, très caractéristique

et remarquable. Le silence de l'esprit de raillerie et de fronde prouve l'universalité de l'esprit de jobarderie. Jamais pareil amas de bourdes philosophiques, morales et romanesques, ne rencontra, de la part de nos concitoyens, semblable, ni aussi déférente audition. Soit que les années tyranniques de la Terreur et césariennes du premier Empire eussent obnubilé le sens du comique, par la crainte de Fouquier-Tinville, de Fouché et du petit homme surimaginatif de Waterloo et de Sainte-Hélène ; soit que la raison tournebouléе n'eût plus la force de réagir. Il y a un degré dans l'absurde, où il n'est plus senti comme absurde. Rien n'est sérieux, en général, comme un préau de maison de fous.

Comment procède le romantisme? Il démonétise le génie par l'ingéniosité, la force par la truculence, le pathétique par la contorsion. Ce triple travers est moins visible chez Chateaubriand qu'il ne le sera chez Hugo, parce que nous sommes encore à l'aurore du procédé. Mais il existe déjà et il est sensible dans le vieillissement précoce de ce prétendu sublime, qui émut si vivement nos pères et nos grands-pères. Je me rappelle le désappointement que me procura ma première lecture d'*Atala*, qui m'avait été représentée comme un chef-d'œuvre, et dont la redondante poncivité sauta au nez de mes quinze ans, et le trouble que j'éprouvai de ne point vibrer aux *Mémoires d'outre-tombe*, aussi violemment que me l'avaient annoncé mon père et ma mère, mes guides intellectuels habituels. Il faut d'ailleurs considérer que le chateaubriandisme de 1830 fut réveillé par le flaubertisme, qui fait le pont entre le romantisme et le réalisme naturaliste. Chateaubriand fut, en somme, le grand promoteur de ce que j'appellerai la littérature d'attitudes et il la porta d'emblée à son plus haut point d'habileté, par son don musical de la période. Il remplace le plaisir de l'esprit par celui de l'oreille, la réflexion ou l'observation par une sorte de *lamento*, tiré de la courte durée de notre passage sur la terre, de la fragilité des entreprises et de la brièveté des amours. Sentiment perçu par les femmes, avec une véhémence particulière et bien compréhensible, de sorte que, dans ce premier tiers du dix-neuvième siècle, c'est Mme de Staël (la plus insupportable des bas-bleus) qui porte les culottes, avec son ennuyeux et dangereux bouquin sur l'Allemagne, cependant que l'illustre René pousse ses thrènes sur le mode féminin et entraîne des foules d'ad-

miratrices passionnées vers le miroir et les « ossements légers » de Mme de Beaumont. J'avoue préférer aux corbillards empanachés et aux incursions exotiques de Chateaubriand sa manière rude et griffue du fameux morceau sur Bonaparte et les Bourbons. Le dépréciateur lyrique a, en lui, une autre verdeur et vigueur que le bon monsieur et que le voyageur. Psychologiquement, c'est un de ces rêveurs personnels, toujours moroses, toujours mécontents, trop admirés, trop encensés, et qui ne savent pas en somme ce qu'ils veulent, un ambassadeur du dégoût universel dans la lune, un Alceste fouetté par l'ouragan et l'éclipse. Il regrette et il déplore tout le temps, on ne sait pas au juste quoi ; il ne le sait pas lui-même ; mais il le déplore et il le regrette. Ce « chat » — comme disait la trop indulgente Mme de Chateaubriand — devait être d'un contact insupportable, ainsi que ceux qui exigent que l'on s'occupe d'eux et de leurs humeurs sans interruption.

En politique, un écrivain de grande et éloquente embouchure, du caractère de Chateaubriand, ne peut qu'aboutir à la pire confusion ; attendu qu'il souhaite (par hantise du charnier) la décrépitude et la disparition de ce qu'il est censé symboliser et regretter. Il lui faut à tout prix un thème de désespérance et il le puise dans l'effondrement et le piétinement de ses plus chères convictions. Dieu garde les grandes et justes causes de ces amers porteurs de couronnes funèbres !

Il est deux sortes de mélancolie : l'une qui pousse à l'action, et que l'on peut dire héroïque, qui a sa formule dans la bouche du Taciturne, dans sa fameuse maxime sur « ce qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ». C'est la mélancolie de Bonald et de Joseph de Maistre. Elle s'inspire de ce *multa renascentur*, qui est une des plus exactes et profondes lois de la vie. L'autre mélancolie, simplement lyrique, est stérile. Elle donne une gloire d'attitude à celui qui l'éprouve, et dore et orne sa prose ou ses vers. C'est la mélancolie de Chateaubriand. On sent qu'il n'y aurait pour elle de pire disgrâce que d'être privée d'aliment, par la réussite imprévue de ses aspirations vagues.

Le manque de simplicité, le côté « dessus de pendule » que l'on remarque en Chateaubriand, ne lui est point particulier. Il fera partie du bagage romantique et donnera à toute

l'école quelque chose d'apprêté, d'insincère, contre quoi essaieront de réagir, plus tard, Stendhal, Mérimée, Jacquemont, contre quoi réagira efficacement le dévorant génie de Balzac. Le grand mérite, selon nous, de l'auteur de la *Comédie humaine*, aura été de séparer le beau véritable de l'affectation grandiloquente du beau, et aussi de détacher l'auteur de son œuvre, par le dialogue, la peinture des caractères et des sentiments envisagés en eux-mêmes, non plus seulement par rapport à leur peintre. Les récits de Chateaubriand ne sont que des effusions, des transpositions de son obsédante personnalité. Ce personnalisme exagéré, et exaspérant à la longue, est issu de Rousseau, et, par delà le pervers Genevois, de la Réforme.

« Je suis un homme extraordinaire, un individu comme il n'y en a jamais eu, comme il n'y en aura sans doute jamais plus. Quel dommage que je ne sois pas immortel ! » Ces deux phrases implicites reviennent dans mon esprit, chaque fois que j'ouvre un livre de Chateaubriand ou de Hugo, et elles se superposent à ma lecture. Ce fond d'enfantillage enlève au lecteur cette sécurité que donne une page d'un bon auteur du seizième et du dix-septième, au temps que régnait l'humanisme, antidote de l'apitoiement sur sa propre destinée. L'humanisme, qui proportionne les efforts de l'âme humaine (comme son nom l'indique) dans la résistance à la nature, est le contraire du romantisme, qui se dresse brusquement et orgueilleusement devant la nature, pour lui céder tout d'un seul coup. C'est ce qui fait que le romantisme, encore chrétien avec Chateaubriand, devient panthéiste avec Hugo et Michelet. On suit aisément la pente du *Génie du christianisme* à la *Légende des siècles* et à *la Femme*, à *la Bible de l'humanité* et à *la Mer*. Qu'est-ce en somme que la civilisation? C'est, comme l'humanisme, avec lequel elle se confond, l'obstacle de l'être pensant, de la raison équilibrée et réfléchissante, aux forces aveugles de la nature, dont le dépôt en nous est l'instinct. Cet instinct appelle la nature, et celle-ci renforce l'instinct. C'est pourquoi tous les panthéistes aboutissent à la divinisation de l'instinct, à l'apologie de ce qu'il y a en nous de trouble et d'imprécis, bien que moteur. Chateaubriand, c'est le premier élan — tempéré par une nostalgie traditionnelle — pour ce saut dans l'absurde qu'accomplirent magnifiquement, à la façon d'un tour de force réussi, Hugo et Michelet.

Une aberration vigoureuse trouve toujours, pour s'exprimer, un torrent de mots. Le romantisme, bavard comme un enfant menteur, a rapidement séduit un nombreux public, par l'étalage de ces grands sentiments d'abandon et de relâchement, qui sont la caricature de l'héroïsme, et par un vocabulaire truculent. Chateaubriand lui a donné son rythme, Hugo sa flamme sensuelle et Michelet sa dislocation. La syntaxe romantique se caractérise par l'abus des épithètes indéterminées, le fléchissement du verbe et l'exaltation, souvent inopportune, du substantif et de l'adverbe. Qu'on nous comprenne : il ne s'agit pas ici de poser des limites de grammairien ou de pet de loup à la Muse inspiratrice, ou à l'afflux vigoureux des images justes ou profondes. C'est précisément au nom de la force du style et de sa puissance de percussion que nous réclamons pour sa justesse et la pertinence des termes employés. Il est d'ailleurs une expérience que je vous recommande : lisez, à la suite, une page de Chateaubriand, choisie parmi les meilleures (*Mémoires d'outre-tombe*), une de Bossuet, dans les mêmes conditions (*Histoire universelle*), puis un poème de Ronsard, parmi les célèbres, et un de Hugo (*idem*, *idem*), puis une page d'Amyot et une de Michelet, et vous saisirez la différence, que j'essaie de qualifier ici, entre ce que j'appelle la littérature de sincérité et cette littérature d'attitudes, qui est la littérature romantique et qui a submergé le dix-neuvième siècle.

Elle l'a submergé en le flattant, en lui répétant sur tous les tons, en prose et en vers, et du haut de toutes les tribunes, que jusqu'à la grande Révolution, c'est-à-dire jusqu'au début de la période sans précédent, ineffable et incomparable, la nation française avait croupi sous la tyrannie et dans l'erreur, courbée par les moines, les soudards et les favorites. A partir de sa trente-cinquième année, c'est le thème fondamental de Hugo et c'est celui de Michelet et de Quinet, ce dernier aussi foncièrement absurde que Michelet, mais privé de ses dons merveilleux d'écrivain. Le dogme révolutionnaire et le dogme du progrès par la démocratie ont trouvé, immédiatement, dans Hugo et dans Michelet, leurs tailleurs les plus somptueux, ceux qui les ont habillés le plus richement, tailleurs cousant les passementeries, les galons d'or et d'argent, les pampilles emperlées, sur la sombre défroque de la Réforme et la souquenille

sanglante du jacobinisme. Le romantisme est une farandole, conduite par des assembleurs de mots remarquablement doués, qui entraînent à leur suite des rhéteurs et des politiciens. C'est une autre forme de la danse macabre. Il est entré, pour notre malheur, ce romantisme, dans les institutions et dans les lois, ainsi que dans les mœurs. Le code Hugo-Michelet, hélas ! fait suite au code Napoléon. Toutes les grandes folies, politiques et sociales, étagées de 1860 à 1914, sortent de là.

Pourquoi le poison romantique a-t-il si bien pris? Parce que l'ambiance y était. Il en a été de lui comme de la morphine, qui débute par une excitation agréable, par une euphorie, pour aboutir, par un stade de dépression, où il faut augmenter la dose, à un véritable abrutissement. Les violences révolutionnaires avaient sidéré l'élite du pays, coupé, tranché (c'est le cas de le dire) les communications entre la société la plus cultivée et la plus fière et la moyenne bourgeoisie. Les guerres interminables de l'Empire avaient fauché, presque aussitôt, les éléments jeunes et enthousiastes. Ce qui restait se jeta avidement sur ce mouvement romantique, qui avait les apparences du génie et de la nouveauté, sans avoir la réalité du génie, qui est la supériorité et la clarté du jugement. De même, la morphine se propage d'abord dans les éléments, épuisés ou débilités, de cette zone de gens, fort nombreux, qui hésitent entre la santé et la maladie. Je considère Hugo et Michelet comme deux pervertisseurs d'intelligences, d'une nocivité presque égale à celle de Rousseau, et, encore une fois, la torrentielle splendeur de leur forme n'est pas pour me les faire absoudre de leur dangereuse insanité.

A moins qu'il ne fût admis, comme chez les thuriféraires à tout prix de Bonaparte, que l'on ne paie jamais trop cher des dons surprenants, ce qui est encore une conception romantique et très dix-neuvième siècle. Mais, de même que Bonaparte prétendait faire le bonheur du peuple français, en le maintenant en état de guerre et de tueries perpétuelles, de même Hugo et Michelet prétendaient faire le bonheur de l'humanité à l'aide de méthodes intellectuelles (par renversement du sens commun) dont il est démontré aujourd'hui qu'elles mettent le feu à l'univers, aussi sûrement qu'un grand conquérant, et qu'elles conduisent les individus, comme les peuples, à l'abêtissement, au malheur et au suicide.

Chez les disciples de Hugo, par exemple Gautier et Théodore de Banville, le poison romantique est très atténué. Il est plutôt une amusette, un hors-d'œuvre, qu'une nourriture, et il ne prétend plus à l'éducation ni à l'évangélisation des masses populaires. Banville et Gautier permettent d'étudier, sans légitime irritation, les colifichets du romantisme, et de prendre plaisir à ses jeux syntaxiques. Mais « le père » qui est « là-bas dans l'île », a droit à une appréciation d'autant plus rigoureuse (du point de vue intellectuel et social) que le cabotinage était, chez lui, parfaitement lucide et conscient. L'hypocrisie de son existence privée (partagée entre sa femme légitime et sa maîtresse Juliette Drouet, celle-ci installée, pendant l'exil, à cent mètres de celle-là) en est la preuve saisissante. Que signifient tant d'hymnes éperdus à la famille, à l'amour conjugal, paternel et grand-paternel, quand la famille est, en secret, bafouée de cette façon ! Il est toujours extrêmement fâcheux qu'un homme éloquent, distingué par des dons lyriques hors pair, se donne ainsi pour ce qu'il n'est pas et nous joue Tartuffe au naturel, sur un rocher battu par les flots. Je préfère l'existence vadrouillarde, mais franche, de Paul Verlaine, à la fausse auréole vertueuse de Hugo. Soyez salace, si c'est votre penchant, sacreblette ; mais ne vous posez point, pour la postérité, en lauréat du prix Monthyon ! Il en est de même pour l'avarice légendaire de l'auteur des *Châtiments*, qui ne se châtiait guère lui-même. L'avarice avouée peut être excusable et même comique ; au lieu qu'elle est odieuse sous le masque de la générosité éperdue. Harpagon, drapé en Petit Manteau Bleu, est plus odieux qu'Harpagon cru.

La déveine du dix-neuvième siècle français a voulu que son plus grand critique, et un des plus grands critiques de tous les temps, Sainte-Beuve, ait eu précisément la vision troublée (d'abord par l'amitié et l'amour, puis par la haine), quant à l'aberration romantique. Celle qu'il chanta si indiscrètement, et avec une goujaterie qui stupéfie, l'obnubila-t-elle sur ce point? Ou quelque autre raison osbcurcit-elle ses claires lunettes? Toujours est-il que c'est quant à l'absurdité foncière du romantisme (si digne du fouet) qu'il est le moins mastigophore. Dieu sait si sa célèbre malignité, tant reprochée (alors que l'indulgence outrancière est le pire des vices chez un critique), eût pu trouver là l'occasion de s'exercer ! Enfin Sainte-Beuve, admirable et plutarquien quant

aux personnalités et au rattachement des œuvres à ces personnalités, s'occupe plus des sinuosités capricieuses des courants littéraires que de leurs sources et de leurs embouchures.

Il n'en est pas de même de Taine (un enfant si on le compare à Sainte-Beuve) et dont l'influence fut naturellement très supérieure à celle de Sainte-Beuve, en raison même de l'époque où il prédomina. Taine est le type du bonhomme système, et l'initiale lubie avec laquelle il aborde un sujet le domine ensuite jusqu'à sa conclusion. Il plie les textes à sa marotte, sans les altérer le moins du monde (car c'est un consciencieux de l'esprit), mais en écartant ceux qui le gênent et en exaltant ceux qui le corroborent. Sa fameuse critique de la Révolution française (qui fit scandale à l'époque où elle parut) est une critique pittoresque et fort littéraire, mais « conservatrice » et ne s'appuyant guère que sur des raisons sentimentales et morales, alors qu'une critique « réactionnaire » se serait surtout attachée aux erreurs politiques des Droits de l'Homme. Ce qui l'indigne, c'est 1793, non 1789 ; ce sont les moissons, non les semailles. Ma génération a été nourrie de Taine, plus encore peut-être que de Renan ; et l'esprit des *Débats* et de la Conférence Molé, l'esprit centriste, comme l'on dit, s'en est trouvé singulièrement renforcé. Quant à la critique littéraire de Taine, elle est sommaire et abusive, sans ligne d'horizon, fondée sur l'incertitude scientifique, bref telle qu'on pouvait l'attendre d'un homme qui n'a en aucune façon le sentiment du beau. Un laid moyen lui paraît plus utile, donc plus souhaitable, que le beau véritable, et ses hardiesses philosophiques (vertu et vice comparable au sucre et à l'alcool, etc.) sont à pleurer. Le déterminisme de Claude Bernard, d'une part, la philosophie de Spencer et de Stuart Mill de l'autre, ont eu sur lui une fâcheuse influence. On trouve chez Taine, habillés en gens du monde, lavés et pomponnés, les principaux préjugés du siècle, et la lecture de *Thomas Graindorge* nous le montre pourvu de cette fausse fantaisie, qui dérive de Sterne et de Xavier de Maistre. L'inaptitude au rire et à l'ironie transforme peu à peu son œuvre en désert, à mesure qu'on avance dans la vie. Exception faite pour deux ou trois chapitres (notamment quant à Swift) de la *Littérature anglaise*. Une intelligence spéciale, quasi huguenote, brille dans son livre *De l'intelligence*, où cette faculté, aérée et

libératrice entre toutes, prend l'aspect d'un triste sanatorium suisse, avec des cellules numérotées. Néanmoins, il faut lire cet ennuyeux ouvrage, parce qu'il est un remarquable spécimen du ratatinement de l'intelligence, à l'époque où il fut écrit. Certaines prétendues observations sur la formation du langage chez l'enfant sont des modèles de débilité mentale.

Il est vain de relever, comme l'a fait Flaubert, dans *Bouvard et Pécuchet*, les imbéciles conceptions de deux imbéciles. Il est fructueux de relever les sottises notoires des hommes considérés comme les maîtres et docteurs de la pensée d'un temps. Ce sont elles (dans la mesure où elles étonnèrent, captivèrent et se propagèrent) qui donnent l'étiage de la faiblesse générale de ce temps.

La vogue de Renan (assez comparable à celle du chansonnier Béranger, en ce qu'elle opéra dans les mêmes catégories de l'esprit public) en est un autre symptôme. Le scepticisme contradictoire de Renan, fort limité à côté de celui de Montaigne par exemple, apparaît surtout comme un moyen de fuir la grandeur. Montaigne aussi ramène à la toise, mais sa toise (celle du seizième) est beaucoup plus haute. C'est un scepticisme à l'usage des géants. Celui de Renan est à l'usage des nains, de nains déliés et de bossus retors, bien entendu. La fluidité magique de sa langue (où palpite la douceur, la suavité bretonne, du pays où la pluie ne mouille pas) a fait illusion pendant longtemps sur l'inconsistance de ses vues en balancé. C'est la pensée des Danaïdes, qui fuit à mesure qu'elle se remplit. Cette prière perpétuelle à saint Décevant donne, à la longue, des courbatures. *L'Avenir de l'intelligence* nous montre, dans Renan, un gobeur éperdu de tout ce qui se présente sous le signe du rationnel. Il ne songe pas que ce signe peut abriter des bourdes beaucoup plu saisissantes encore que le signe du surnaturel, et que le terre à terre n'est pas une garantie. Cela, c'est l'air des années où il a vécu, cet air confiné, empuanté de miasmes démocratiques et évolutionnistes ; et qui rappelle cette atmosphère de fromage de gruyère, qu'un personnage de Courteline, se trompant de fenêtre, prend pour la première atmosphère du printemps. C'est l'air de la correspondance avec Berthelot, raréfié, pneumatique, étouffant.

D'où vient qu'on relit sans cesse Montaigne et qu'on ne relit pas, ou presque pas, Renan? C'est que Montaigne

pratique le doute dans l'espace à *n* dimensions, et que Renan ne le pratique que sur un seul point, qui est celui du dogme catholique. Le champ visuel du premier est illimité comme la nuit stellaire. Celui du second est étrangement circonscrit. De même l'ironie renanienne, même délicieuse (et telle que d'un éléphant qui ferait des finesses et de la calligraphie avec sa trompe), est une ironie unilatérale. Elle n'est pas universelle, comme celle du grand-père « Que sçai-je? ». Renan, incroyant défini, apparaît comme crédule dans la sphère fluide où baigne son incroyance. Montaigne, incrédule total, sourit de la science comme de la foi et encore mieux que de la foi, sourit de la logique comme de l'illogique. Il aurait (s'il eût vécu au dix-neuvième siècle) souri de l'évolution comme du reste et aussi de ces élections de 1885 dont Renan ne sourit fichtre pas ; car Berthelot et lui y voient, avec le retour des « hobereaux », comme la fin de l'intelligence française !

Mais connaissez vous un petit à-propos de Renan, qui fut joué à la Comédie-Française, pour un anniversaire hugotique, et qui s'appelait, je crois, *1802*? Il y avait là une sorte d'ange laïque (un « onge », comme disait Courbet) qui venait annoncer les merveilles du siècle et notamment la naissance du petit Victor. C'était d'un zozo prodigieux. Notre grand sceptique y apparaissait ainsi qu'un gobeur de toutes les fables qui ont circulé, pendant soixante ans, entre la Sorbonne, la presse, les académies et les collèges électoraux. Or, cette niaiserie n'était pas accidentelle ; elle était essentielle, et l'on sentait, en l'écoutant, qu'au centre de la papillote renanienne, de ces dorures, de ces pétards, de la *Vie de Jésus*, du *Saint Paul*, de l'*Averroës*, il y avait cela : cette conception fausse du progrès et de la paix universelle, accompagnée d'un tonnerre d'artillerie (on en conviendra) au Siècle des Lumières. Tout émue d'avoir interprété cette rare merveille, une jeune actrice (l' « onge », je crois) pleurait dans les coulisses et Renan lui tapotait les mains, pareil à Caliban consolant Ariel, avant de le manger.

Or, de 1875 à 1905 environ, Renan a été dieu, mais parfaitement, le dieu de la troisième République. Je l'ai vu adorer et encenser. J'ai vu se prosterner ses lévites. Quelqu'un qui, à cette époque, aurait écrit ce que j'écris ici, eût passé pour un sacrilège, ou un dément. La renanolâtrie a peut-être dépassé encore, en intensité, la hugolâtrie. Et

l'on se moque des fétiches des nègres ! Il était devenu même populaire, car la vraie forme de la gloire est d'être admiré sans être lu, ce qui supprime les réserves et réticences. Les cochers de fiacre du quartier des Écoles célébraient Renan chez les marchands de vin et de tabac et j'entendis un jour l'un d'eux se féliciter de ce « qu'il en avait bouché un coin au pape » ! Un homme politique connu, à qui je citais le fait, en concluait à la diffusion de la haute culture dans les masses !

Certes, il y a de belles pages, claires et clairvoyantes, d'harmonieux morceaux de bravoure chez Renan, notamment dans la *Réforme intellectuelle et morale* et dans les *Dialogues philosophiques*. Mais sa renommée, son influence ont été supérieures à sa vigueur intellectuelle et se sont appuyées surtout sur ce qu'il y a en lui d'inférieur, qui est la rectitude du jugement. Son imagination est nombreuse et riche ; la tige en est grêle ; d'où ses oscillations perpétuelles. Comme tireur d'inductions, assembleur de vues d'avenir, il ne vaut rien ; et ce qu'il a annoncé, ou ne s'est pas réalisé, ou s'est réalisé au rebours. J'en ai donné ailleurs maints exemples. Cet historien d'Israël n'eut rien d'un prophète. Nous le retrouverons à la philosophie.

Revenant à la littérature pure, nous devons remarquer la méconnaissance, par le siècle, du très bon écrivain d'analyse que fut Stendhal (malheureusement embringué de théories matérialistes et sommaires, à la Condillac et à la Helvétius) et la demi-connaissance de Balzac. Le goût de l'appauvrissement littéraire commence avec la vogue de Paul-Louis Courier, à un pôle, et, à l'autre, avec la diffusion des fades et gracieux romans de Mme Sand. Il se continue avec les foudroyants succès d'Alexandre Dumas père et d'Eugène Süe. Abstraction faite du feuilletonisme, qui introduit la manie de la péripétie continuelle (la suite au prochain numéro), l'immense confusion du goût public commence, qui n'est que le suintement, en littérature et en art, du suffrage universel victorieux. Le frelaté prend le pas sur le naturel et le déclamatoire sur le sincère. En dépit du charme du paysage de ses compositions champêtres Mme Sand est le type de l'écrivain déclamatoire, qui veut, avant tout, montrer son grand cœur et dissimuler comme Hugo, d'autre façon, sous de belles périodes, un tempérament de feu. Elle fut une erreur de la nature, qui lui avait donné la violence du mâle dans un organisme féminin ; et

elle transposa cette erreur en aspirations vagues, en abondante copie. Elle a son couvert mis au grand festin de l'hypocrisie romantique. Mais tout ce que l'on pourrait exprimer à ce sujet est dépassé, de cent coudées, par ce chef-d'œuvre de Maurras, *les Amants de Venise*, analyse et synthèse des amours pathétiques de Mme Sand et de Musset, et qui est un des rares moments de la critique au siècle dénué dont nous nous occupons ici. L'œuvre de Mme Sand offre ceci de particulier que la démarcation du factice et du prédicant (où elle est insupportable) et du sincère (où elle atteint au charme le plus rare) y est très discernable. Quand elle ne sent pas ce qu'elle dit, quand elle est en représentation, elle bavarde à la façon d'un perroquet, ou d'un merle élevé par un socialiste révolutionnaire. Aussitôt qu'elle est elle-même, une dryade avec un encrier à la ceinture, elle se condense et se clarifie.

Qu'on ait pu la rapprocher de Balzac, la comparer à Balzac, c'est un scandale. Elle est tout instinct, et une haute raison brille chez Balzac. Mais Balzac, après un copieux et limoneux entraînement romanesque, combattit de front la plupart des préjugés de son temps, que flattait Mme Sand. Aussi son temps lui fit-il la vie dure. Il n'eut jamais, en dehors d'une élite, que le public de l'étonnement ; et ce grand peintre de la passion féminine passa inaperçu de presque toutes les femmes et amoureuses de son époque. Balzac prosateur est, avec Mistral poète, le génie français authentique du dix-neuvième siècle, si l'on appelle génie le fait d'embrasser, d'exprimer et de dominer les idées et les impressions majeures de tout un cycle littéraire, artistique et scientifique et de plusieurs générations. Ainsi ni Balzac, ni Mistral, ne furent-ils de l'Académie, ne connurent-ils la popularité. La sottise choisie et la sottise diffuse du dix-neuvième siècle les rejetèrent. Balzac rebuta par son insoumission au poncif du progrès perpétuel, Mistral par son ordre sublime ; l'un et l'autre par leur profondeur rythmique, qui fait que les ondes courtes ne les peuvent saisir. Quand la corde lyrique, ou satirique, ou réaliste, qui constitue l'instrument séculaire, la harpe majeure, se trouve détendue d'une certaine façon, elle ne perçoit, ni n'exprime plus certains accords. Les grands esprits naissent encore, mais leurs travaux ne prennent point leur rang et leurs efforts ne portent plus. Si Stendhal passa inaperçu, et Balzac à demi inaperçu, c'est que le cabotinage

romantique, non contrebattu par la critique, avait gâté le goût général. La mauvaise monnaie chassait la bonne.

On s'est efforcé, après coup, de découvrir des mérites divers à Dumas père et à Eugène Süe. Leur seul mérite véritable fut de n'exiger aucune autre attention, chez le lecteur, que l'attente, la curiosité bestiale de ce qui va arriver. L'aventure n'est rien ou presque rien. Ce qui la motive est tout. L'assassinat, l'empoisonnement, la pendaison, le feu, le couteau, la rage, l'amour, la haine, le désir n'ont, chez ces deux romanciers dit populaires, aucune adhérence avec le réel, et en deviennent insignifiants. Ce sont des massacres d'innominés et des catastrophes dans le vide. Il se passe peut-être des choses effroyables dans le monde des triangles et des circonférences ; seulement nous ne les percevons pas. Je n'insiste pas sur la littérature engendrée par *les Trois Mousquetaires* et *les Mystères de Paris*. Elle a trouvé sa véritable expression avec le cinéma, qui frappe les yeux, en effleurant à peine l'esprit.

Quant à ce prodigieux Balzac (auquel ne manqua, pour égaler Shakespeare, qu'un sens poétique et féerique, que je considérerai volontiers comme la fleur de l'esprit humain, comme la pointe de diamant de la personnalité), quant à Balzac, on dirait qu'il a voulu suppléer à tous les manques, à toutes les lacunes de ses contemporains. Il est le gouffre éclairé où se précipitent, pêle-mêle, les observations justes, les considérations judicieuses, les avertissements solennels, les prophéties réalisées. Il bat le rappel du méconnu, en mobilier, comme en philosophie, comme en politique, comme en économie politique. Le bon sens se réfugie chez lui en tumulte et se fait sa place avec une véhémence trouble, qui n'appartient guère en général qu'à l'insanité. Il est le remède de Hugo, de Lamartine, de Mme Sand, mais un remède tellement rude, compact et cru, que les petits estomacs de son temps n'osent point l'avaler : « Oh ! comme il y en a, comme c'est noir ! J'ai peur de vomir. » Il est l'huile de foie de morue qui va porter le soulagement dans les cavernes de la phtisie romantique, une huile où nagent encore d'amers petits morceaux de morue.

Brave Balzac, courageux Balzac, que de fois j'ai songé à lui, à sa jugeote tourangelle, en exil parmi ces nains boursouflés, à sa bonhomie laborieuse, à ses embêtements d'argent, à sa recherche enfiévrée de sa vraie compagne, qui l'a

toujours fui. En voilà un qui eût mieux fait de naître au seizième siècle, dans cette effervescence cordiale, dans ce tumulte harmonieux, parmi ces femmes tragiquement passionnées, cultivées, et si belles, plutôt que dans ce bric-à-brac qu'il chérissait, comme certains chérissent leur diminution et leur mort. Car il aimait pour de bon, le cher garçon, à une époque où l'on feignait les transports de l'amour ; et il aimait jusqu'en Pologne, dans un temps sans chemin de fer ! Voilà qui doit rassurer les cœurs sensibles sur la pérennité de la comédie humaine, écrite par le bon Dieu avant celle de Balzac.

Nous avons eu, au dix-neuvième siècle, un très grand auteur dramatique, fondu de Shakespeare et de Marivaux, Alfred de Musset. Aussi son théâtre n'a-t-il connu la vie de la scène, et une partie du succès qu'il mérite, que longtemps après sa mort. Encore beaucoup de critiques continuent-ils à considérer et traiter ses merveilleuses comédies (quand ils en parlent) à la façon de gracieux badinages. Au lieu que les drames de Hugo, qui soulevèrent tant de colères et d'enthousiasmes, nous apparaissent aujourd'hui comme d'une absurdité équivalente à la platitude de ceux de Ponsard, lesquels étaient censés représenter l'esthétique d'en face. C'est un mauvais signe, pour une période littéraire, quand ses contrariétés et oppositions se confondent dans une même sottise. Hugo, qui avait une vision lyrique et égocentrique de l'univers, manquait totalement, et pour cause, de la conception dramatique et romanesque. Le sujet d'*Hernani*, de *Ruy Blas*, du *Roi s'amuse* est inexistant comme celui des *Travailleurs de la mer* et de *l'Homme qui rit*, et les personnages qui s'y agitent ne sont même pas de fugitives ombres. A défaut d'humanité, l'auteur aurait pu se préoccuper d'une certaine résurrection historique. Il ne s'en soucie même pas, et le décor vaut la trame, qui ne vaut rien. Hugo vivait encore lorsque tomba à plat la reprise du *Roi s'amuse* à la Comédie-Française, où Got jouait, sans la moindre fantaisie et avec le plus grand sérieux le rôle extravagant de Triboulet, le bouffon paternel, pendant de la stupéfiante Sachette, de *Notre-Dame de Paris*. La scène finale, du sac et de la morte, souleva une immense hilarité — j'y assistais — qui fit penser que ces prétendues tragédies, jouées en farce, pourraient retrouver quelque faveur. Elles sont, en effet, un assemblage des verrues de Hugo,

sans aucune de ses qualités. Elles prouvent, de façon saisissante, que le grand moitrinaire et assembleur d'images, superbes mais en surface, a passé ici-bas sans regarder personne d'autre que lui-même. La seule œuvre de longue haleine de lui, où soit développé un thème qui ne soit pas un accident, une calembredaine ou une grimace (*les Misérables*) est directement inspirée de Balzac, et son Jean Valjean n'est qu'une pâle réincarnation de Vautrin.

Trois noms représentent ensuite l'art dramatique, en France, pendant le cours du dix-neuvième siècle : Augier, Dumas fils et Sardou. Le vieillissement précoce de leurs œuvres est un signe de décrépitude initiale. Des trois, le moins caduc est Émile Augier, grâce au filon de bon sens bourgeois qui lui tient lieu de sève et de tuteur. Il est seulement fâcheux que naturellement antipoète (ce qui ne veut pas dire qu'il soit doué brillamment quant à la prose), il ait écrit parfois en vers ; car ceux-ci sont affreux et remplis d'une poussière spéciale, d'une cendre d'alexandrins, qui vous saute au nez et à la gorge. L'étonnant est que personne ne se soit trouvé, dans son entourage, pour le supplier, même à genoux, de renoncer à ces épouvantables machines versifiées, où Pégase, chaussé de pantoufles de feutre, semble projeter, dans le trou de l'infortuné souffleur, de mornes crottins. Les mauvais poètes ajoutent à la laideur d'ici-bas quelque chose de pire que l'ennui. L'aventure douloureuse de *l'Aventurière* prouve qu'Émile Augier visait au pittoresque et aussi, l'excellent homme, à la moralisation ! Mais est-il rien de plus démoralisant que la volonté de la fantaisie dans l'absence de fantaisie, que ce qu'Henri Heine appelait « l'empaillement du clair de lune »?

Dumas fils, plus nerveux et qui se croit cinglant, tend aussi à moraliser, dans un jargon où abondent les tirades et les mots cruels. Par une convention qui a sa marque, il introduit un raisonneur semblable à un robinet qu'on ouvre, et d'où coulent partout des maximes et sentences, puis qu'on referme avec un bon mot. Inutile d'ajouter que, vingt ans après, ces thèmes ont pris des cheveux blancs et bredouillent comme les vieux du répertoire. Mais les préfaces qu'il écrivit pour eux sont pires. Chargé du feuilleton dramatique, au *Soleil*, pendant trois ans, j'ai assisté à un certain nombre de reprises de Dumas fils, me cramponnant à mon fauteuil pour ne pas dormir, me frottant les yeux et refoulant

28

mes bâillements. L'auteur du *Demi-Monde*, de *Monsieur Alphonse*, de *Francillon*, etc., ne se rend pas compte du mauvais service qu'il rend à la vertu (d'un abord déjà assez difficile par la surveillance de soi qu'elle exige) en la faisant, par-dessus le marché, involontairement comique. Si le vice a ainsi tous les avantages, ce n'est plus de jeu. Je ne sais comment s'y prend Dumas fils pour donner aux pires paradoxes l'apparence de la poncivité. C'est un auteur rudimentaire, au fond, et qui, dans la succession bien connue des apparences et des réalités, ne va jamais, comme on dit en escrime, au delà de la seconde intention. Parmi ses personnages, ceux du sexe masculin sont en général des conférenciers, ceux du sexe féminin de petites oies blanches, ou des gourgandines de la plus plate catégorie. Les uns et les autres manquent de psychologie. Enfin la peinture de mœurs elle-même s'en est effacée, à la mode d'un pastel non protégé, par la tranformation lente de ces mêmes mœurs. Le temps est plus dur, en vérité, aux auteurs dramatiques qu'aux romanciers, et les coups qu'il leur porte, du manche de sa faux, ne se contentent pas de les défigurer. Ils les abattent... surtout quand ils ne sont pas bien solides sur leurs jambes de prose ou de vers.

Dumas fils, c'est le bel esprit fol qui se croit, et que l'on croit un sage. Frappé par les contradictions du code napoléonien et de la vie contemporaine, il extrait, de ces heurts, des drames qui passèrent pour généraux, et qui ne sont que circonstanciels. L'homme, que j'ai rencontré, dans ma jeunesse, quelquefois chez des amis communs, était adéquat à l'œuvre, faiseur de mots à l'emporte-pièce, mais d'esprit médiocre et d'une terrible prétention. Il était court, dans tous les sens, comme son théâtre, et il visait, comme nous disions, à épater.

Sardou, au contraire (qui a un peu moins vieilli, parce que moins prétentieux), était le bavard intarissable et bon enfant. Il connaissait vingt anecdotes sur la Révolution française, qui le faisaient passer pour un puits de science, et qu'il avait hâte de placer, dès le potage, jetant des yeux inquiets sur ses émules en conversation. Ces anecdotes étaient trop bien conduites, et d'un imprévu trop prévu, ce qui fait qu'on ne les écoutait guère, et que les amants mondains (qui sont les plus malheureux de tous, parce que les plus épiés) en profitaient pour se faire des petits signes

à la dérobée, tandis que les autres étaient distraitement suspendus aux lèvres ourlées de l'intarissable causeur. Forcé de s'interrompre pour boire, il faisait signe de la main qu'il n'avait pas fini, qu'on ne devait pas le couper : en somme, un cher raseur à cent cinquante représentations. Son théâtre est un bavardage très scénique, qui n'a pas plus de prétentions que les féeries de notre enfance. Mais on s'ébahit tout de même aujourd'hui qu'il ait pu être pris au sérieux, car il ne montre ni un caractère, ni un trait de caractère, ni une crise qui ne soit artificielle ; ni un dialogue qui ne soit plat, et plus que plat. Je citerai notamment, dans *Thermidor*, un récit d'une séance fameuse de la Convention, comparable au gâteau dressé de la fête du jardinier, et qui est un chef-d'œuvre de niaiserie. Or, et c'est ici le point qui nous intéresse, chaque pièce inconsistante de Sardou, comme chaque pièce non moins inconsistante (dans un genre plus tarabiscoté) de Dumas fils, occupait la presse pendant deux mois, un mois avant la première, un mois après. On eût dit d'un événement européen. Mais la contre-partie, c'est qu'à la même époque, ou à peu près, d'authentiques chefs-d'œuvre dramatiques comme *l'Arlésienne* d'Alphonse Daudet, ou *les Corbeaux* d'Henry Becque, ou *la Parisienne* du même auteur tombaient à plat.

Les défenseurs du siècle stupide me diront que *l'Arlésienne* a eu, ensuite, en 1885, sa revanche, et que *les Corbeaux* et *la Parisienne* ont failli avoir la leur. Cela ne rachète pas l'erreur initiale, erreur tenant à l'ambiance, à l'atmosphère médiocre du temps, au recroquevillement de l'esprit et du goût, à l'absence de la critique, et qui s'étend dans toutes les directions, du succès de la littérature fade, ou inexistante, avec Feuillet, au succès de la littérature scatologique, et non moins inexistante (au pôle opposé) avec Zola. Car, à mes yeux, l'apothéose de l'un, qui truque et estompe les sentiments humains, pour flatter l'hypocrite pruderie, vaut l'apothéose de l'autre, qui table et spécule sur le réveil en fanfare du porc endormi en maint lecteur. Je mets dans le même sac (au point de vue littéraire) la bibliothèque rose pour adultes et la bibliothèque verte, en un mot les bibliothèques sans sincérité, que cette absence de sincérité soit située en deçà ou au delà de la bienséance. Tartuffe, avec sa haire et sa discipline, m'écœure et m'irrite autant que Job, sur son fumier et son tesson ; et l'écueil de la pruderie

littéraire est précisément de susciter, par réaction, l'excès inverse, l'insurrection des satyres tristes.

Un grand débat est présentement institué autour de Flaubert, de son œuvre et de sa correspondance. Flaubert a excité contre lui la pruderie agressive dont je viens de parler, avec son meilleur ouvrage, *Madame Bovary*. Une réaction en sens contraire a fait ensuite de lui un écrivain de génie et un penseur de premier plan. Ceux qui prétendent cela sont au même niveau intellectuel que le procureur qui requérait contre la gracieuse et fragile Emma à l'arsenic. Il n'est rien de plus vide que *la Tentation de saint Antoine*, qui est un *Faust* à l'usage des écoles primaires ; et la documentation de *Salammbô* (mère de toutes les documentations rococo subséquentes) alourdit inutilement un médiocre sujet d'opéra-comique. Qu'est-ce que Flaubert? Un grand naïf, traversé par des aperceptions soudaines du comique humain et des sottises de la société. Elle est d'Oscar Wilde (railleur puissant et méconnu, un des maîtres de l'ironie contemporaine, le malheureux !) cette remarque que le premier vestige humain aperçu par Robinson dans son île était un pied. « Quel symbole ! » disait-il plaisamment. Au risque de paraître sacrilège (car il y a des dévots de saint Croisset), je dirai que ce même vestige m'apparaît dans cette île déserte qu'est la philosophie flaubertienne, appelée depuis bovarysme. Pour trouver de la philosophie dans Flaubert, il faut la loupe (ou mieux, le durillon translucide) du papa Renouvier, ce Kant du pauvre, qui en dénichait jusque dans Victor Hugo ! Après tout, en s'appliquant, on peut découvrir le sens métaphysique dans un caillou.

Le style, tant célébré de Flaubert, est une sorte de rigide mosaïque, verbale et syntaxique, composée avec une application, une géhenne évidentes, partie pour l'œil, partie, et surtout, pour l'oreille, pour le « gueuloir » comme il disait. Car il essayait sa phrase, non en la méditant, comme il se doit, mais en la parlant. Prenez la phrase de Chateaubriand, enfermez-la dans un cachot, laissez-la durcir et sécher à l'abri de l'air et de la lumière, ajoutez-y quelques épithètes, donnez lui, ici et là, un coup de pouce blagueur, et vous avez la phrase de Flaubert, la phrase pensum.

Mais le succès de Flaubert, venu progressivement et jusqu'aux illettrés, tient à ceci que toutes les bourdes et rêveries du siècle habitaient ce bourreau de soi-même. On en

trouve l'exposé complet dans sa correspondance et il était superflu qu'il prît la peine de leur faire un sort dans *Bouvard et Pécuchet;* car il est à la fois Bouvard et Pécuchet. Certains écrivains demeurent, toute leur vie, des enfants, et qui se font gloire de leur puérilisme exalté, baladeur, lyrique, ou recroquevillé et tremblant, et qui affichent le cynique égoïsme des enfants. Flaubert, lui, est demeuré un jeune homme... C'est un potache prolongé que l'ermite de ce sinistre petit pavillon de Croisset, où il passa sa maussade existence, une plume à la main, et rêvassant. Il ne manquait plus à l'imbécile doctrine littéraire du romantisme, puis du Parnasse, que ce grotesque diverticule de la douleur, de la torture, de l'angoisse, nécessaires et indispensables à la conception et réaction romanesque, poétique et littéraire. La vérité, sur ce point, est rude, mais salutaire. Sujet à des crises d'épilepsie, Flaubert prenait du bromure et vivait ainsi, pendant des semaines entières, dans une demi-somnolence, où il avait du mal à retrouver ses pensées et ses mots. Il est à plaindre, non à imiter ; car l'œuvre d'art doit être un plaisir, une purgation de l'âme et du corps, et (même tragique) conçue dans la joie. Flaubert a littéralement abruti Maupassant, sous couleur de le former et de le perfectionner. D'abord, un écrivain se perfectionne lui-même, ou il ne se perfectionne pas du tout. Chaque homme, touché par les Muses, porte en soi les formes et vêtements, rythmiques et syntaxiques, de ses conceptions ; et ses phrases et mots lui viennent avec ses impressions et ses images. Sinon, qu'il aille se promener ! L'art est un élan, un besoin de la nature intérieure, repris par une certaine application, que ressaisit et domine à son tour l'impulsion créatrice, jusqu'à l'achèvement.

J'ai vu cela de près : mon père était un improvisateur merveilleux, un Latin ailé, un esprit d'oc en langue d'oïl, pétri de soleil et de lumière, qui riait en pleurs, comme Villon, sentait tout, devinait le reste, et exprimait tout, en se jouant. Il avait naturellement, en lui, ce nombre, cette harmonie, qui naissent et meurent avec les véritables maîtres, le don de création spontanée. Or, adorant Flaubert (qui était excellent, jovial, tonitruant et rond au possible) et plongé dans son temps sinistre, et troublé, malgré tout, par ce qu'il entendait et voyait, il s'assujettit bien souvent à une revision, à un limage inutiles, selon moi, de son premier jet. Il crut, ou feignit de croire, à l'école du ren-

fermé, pour faire plaisir à Flaubert et à Goncourt, et ne pas mécontenter ce frigide crétin de Leconte de Lisle, ou ce serrurier d'art de Heredia ; alors que toute sa nature et le génie félibréen, qui était en lui, l'emportaient bien au delà de ces niaiseries. Je pense que, dans ses premiers romans, sa liberté d'allures s'en trouva légèrement entravée, jusqu'au moment où, avec *Sapho* et *l'Immortel*, il envoya promener ces principes de construction, ou d'élaboration, faux d'ailleurs et arbitraires, et n'écouta plus que sa verve merveilleuse, souveraine. J'eus l'occasion, dans les derniers temps de sa vie, de traiter ce grand sujet de la contrainte littéraire avec Mistral et j'eus la joie et la fierté de le trouver entièrement de mon avis.

Le romantisme, ayant divinisé l'instinct et fait de la passion la seule règle de la vie et du style (tout en réduisant celle-là à ses gestes les plus désordonnés, ce qui eût fait frémir Racine, Euripide, et tous les véritables passionnés), il était à prévoir que tous les instincts, et les plus vils, et les plus stériles, y passeraient. Du moment que le laid est beau et que le beau est laid, pourquoi se gêner? La déjection et l'excrément vont réclamer leur droit à la vie littéraire. On ne saurait trop répéter que Zola est l'aboutissement naturel du romantisme, dont il a les principales tares, le verbiage, les répétitions, le procédé, l'égarement feint, et aussi l'hypocrisie. Quand saoulé de ses propres ordures, il voulut faire quelque chose de décent, de lyrique et de chaste, il écrivit ce pastiche de Hugo, *le Rêve*, avec des amoureux qui ont l'air de sortir d'une maison de correction, et un bleu et un rose, censés « mystiques », produits visiblement par la distillation d'un engrais. On n'a pas assez remarqué que *l'Assommoir, le Ventre de Paris* sont construits, comme *Notre-Dame de Paris*, autour d'un site central, qui est non plus une cathédrale, mais un caboulot de faubourg ou une fromagerie des Halles, et qui motive, domine, inspire et meut les personnages. Je l'ai déjà défini quelque part (1), ce naturalisme effroyable, le romantisme de l'égout...

LÉON DAUDET,
de l'Académie Goncourt.

(1) *Les Œuvres dans les hommes,* Nouvelle Librairie nationale.

Les Internationales catholiques

L'IDÉE d'offrir à la société d'après guerre, à la recherche d'apaisement et d'ailleurs tourmentée d'inconnu, le concours de l'influence catholique n'a rien que de rassurant au premier abord. Si l'on fait état de la doctrine que le catholicisme propage, la moralité de ce concours ne fait pas doute ; et, si l'on considère la perfection organique du corps visible et agissant de l'Église, elle nous garantit que les moyens seront à la hauteur du dessein. Il n'est que de s'entendre sur ces moyens. S'agit-il de rappels à la douceur de l'Évangile, d'exhortations au pardon entendu dans le sens du catéchisme, — comme d'ailleurs à la réparation des torts, car le catéchisme en parle aussi, — bref, entreprend-on de ranimer le sens engourdi ou perverti du devoir chrétien, qui est : *instaurare omnia in Christo*? Peu de gens s'inscriront en faux contre des intentions aussi pures. Est-ce qu'on se propose en outre de consolider les gages que l'Église a déjà donnés à la paix sociale par l'enseignement, par les œuvres, par l'esprit dont reste imprégné le pontificat de Léon XIII et auquel ses successeurs sont restés fidèles? C'est encore une ambition légitime, digne d'éloges, et l'opinion ne se divisera que pour en apprécier la fécondité.

Mais peut-être s'agit-il d'autre chose, et l'on serait excusable de le soupçonner, à voir l'insistance avec laquelle certaines écoles se plaisent à faire ressortir, depuis quelque

temps, le caractère *international* de l'Église catholique. Déjà le mot rend un son inquiétant, en ce qu'il paraît enlever un peu de spiritualité à la plus haute des institutions religieuses : à Rome, les théologiens et même les publicistes avertis ont soin de nous dire que l'Église est *super-nationale.* Le fait est encore plus sujet à caution, si l'on considère que, sous le nom d' « internationales catholiques », ou dans un esprit, proclamé, de catholicisme et d'internationalisme mis en valeur l'un par l'autre, commencent à se multiplier les associations, les congrès, les conférences, les comités de propagande ou de presse, qui, s'occupant un peu de tout, laissent à douter que le bien des âmes ou de la société soit la seule fin de leurs entreprises. Heureux encore si nous n'avons point à nous apercevoir, au premier coup d'œil, que ce déploiement d'efforts, au lieu de tendre vers l'ordre, risque de favoriser plutôt le désordre intellectuel et son exploitation à des desseins plus intéressés.

*
* *

Pour faire connaissance avec ces internationales catholiques, — elles ne méritent pas toutes, hâtons-nous de le dire, cette appréciation préjudicielle un peu sévère, — essayons un classement qui permette d'aérer la nomenclature.

Voici d'abord un projet de *Fédération catholique universelle* ou d'*Union internationale de toutes les organisations catholiques existantes*. L'authenticité nous en est garantie par le périodique italien *Fede e ragione*, qui d'ailleurs ne l'approuve pas. Les lignes en sont simples et imposantes. Il ne s'agit, en effet, que d'établir un lien fédératif entre toutes les associations de l'univers qui se réclament d'un but catholique, et un commentateur bienveillant nous donne de l'excellence de ce projet une raison décisive : « Il serait plus facile, dit-il, et par cela même plus naturel, de combiner (*sic*) les organisations déjà formées au sein de chaque nation que les individus. » Si nous passons aux détails, nous voyons que le plan embrasse : l'action parlementaire, l'organisation de la presse, celle de l'enseignement, le groupement des travailleurs, la défense de la femme au foyer et jusqu'au contrôle de la moralité des divertissements publics. Bref, un programme complet de régénération, élaboré par

voie d'accord international, et dont il faudra bien confier les destinées, j'imagine, à un exécutif international. Cette perspective amène un scrupule sous la plume du rédacteur de *Fede e ragione*, qui, se plaçant à un point de vue spécial, d'ailleurs tout à fait respectable, objecte : « Que dire de la situation de la hiérarchie catholique, quand ses membres seront isolés en face d'une section locale d'organisation cosmopolite ? A chacune des dispositions pastorales, celle-ci opposera les ordres émanés d'un centre national, lequel, à son tour, évoquera les instructions reçues de Paris, Berlin, Berne, New-York ou Calcutta (1). » L'objection est saisissante, assurément. Mais on accordera qu'il y en a d'autres.

De son côté, l'auteur d'un article récent du *Monde nouveau* prend sur lui de nous garantir que l'Église désire se mettre « à l'unisson de l'effervescence du monde ». Nous préférons croire qu'elle n'a pas la moindre intention de se mettre à l'unisson de la sienne, lorsqu'il écrit : « Préparons-nous à assister, dans les années qui viennent, au spectacle passionnant de la *nouvelle internationale* catholique, en émulation implacable contre les autres internationales et équipée (*sic*) pour leur disputer la souveraineté. »

Un second groupe d'internationales arbore un drapeau à moins larges plis. Rendons pleine justice aux efforts qui ont été faits, presque en tous pays, par des patrons et des ouvriers catholiques, pour l'apaisement des conflits sociaux, et aux résultats obtenus, plus ou moins, dans le cadre des intérêts locaux, provinciaux, nationaux même. Accordons même qu'à une époque où le bolchevisme s'insinue un peu partout, des hommes de bonne volonté aient pu se demander sincèrement si l'heure n'était pas venue d'opposer à l'internationale de l'anarchie un corps de doctrine et une entente confessionnelle, cautionnés par l'expérience. Mais, indépendamment de la difficulté de donner à un effort de ce genre une forme organique internationale, l'Internationalisme chrétien — précisément pour ne pas ressembler à celui qu'il prétend combattre — doit tenir compte des lois de l'histoire, des enseignements de la guerre, des exigences de l'heure, et ne pas céder à l'esprit de nivellement. Il ne saurait, sans léser la justice même, faire abstraction de la victoire et des responsabilités encourues par les agresseurs

(1) *Fede e ragione* de Florence, 24 janvier 1921.

de 1914. Le moins qu'on puisse exiger de lui, s'il se sent sollicité par un besoin de pardon, c'est qu'il admette progressivement et sous garantie les coupables à la réconciliation fraternelle.

Loin de là, c'est d'Allemagne et d'Europe centrale que part l'initiative de cette réconciliation, et l'on dirait que les catholiques de ces pays viennent de découvrir qu'on la leur doit, sans même attendre qu'on la leur offre. Bien entendu, leur raison, c'est que la sociéte chancelle et que la révolution générale est imminente. Mais, en attendant, dès le mois de mars 1919, le Congrès chrétien social de Lucerne, dont le bureau est constitué par des Allemands et des Autrichiens, s'institue prédicateur de solidarité chrétienne et de détente politique. Même prêche au Congrès de Constance (juin 1921) où prennent la parole M. Erzberger et l'abbé Magnus Jocham, secrétaire de la *Ligue des catholiques allemands pour la paix;* M. Wirth, le chancelier actuel, s'y était fait excuser. De son côté, la *Fédération des syndicats de Cologne*, que dirige M. Stegerwald, et qui avait esquissé l'ambition de jouer un rôle international dès 1908, rétablit liaisons et contacts avec les organisations similaires autrichiennes, hongroises, italiennes et même belges, grâce surtout à des connivences hollandaises. Au fait, La Haye est le siège de la *Fédération des syndicats chrétiens*, qui tient des assises annuelles très fréquentées. En 1920, pour faire échec à l'Internationale *rouge*, les congressistes ont décidé la fondation d'une Internationale *blanche* et d'une revue du même nom, qui paraîtra sous la direction d'un Français, M. Zirnheld, d'un Suisse, M. Scherrer, et d'un Allemand, M. Brauer (1). Nous voilà donc pourvus d'un paratonnerre, dont, au surplus, une des pointes a été limée en Italie, puisque la presse du *Parti populaire* a fait campagne en faveur de cette construction.

Presque en même temps surgit à Budapest un projet d'Internationale *verte*, à la suite des conférences d'un député bavarois bien connu, le docteur Heim. Ce médecin social a observé que le monde bourgeois, du moins dans l'Europe centrale, offre des symptômes d'anémie, et qu'il convient d'infuser à l'organisme de la défense contre le bolchevisme le sang vigoureux campagnard. De là programme de fédération, sur le modèle de la *Ligue des paysans d'Autriche*, de

(1) *Osservatore romano* du 29 septembre 1921.

toutes les associations paysannes du centre, et, s'il se peut, de l'ouest du continent. Mais la *Croix-Blanche pour la paix*, qui a son siège à Graz, affiliée d'ailleurs à la Fédération de *la Haye*, se pique à son tour d'émulation et met sur pied une autre internationale. Celle-là pourrait se réclamer de toutes les couleurs du prisme, puisqu'elle entreprend sérieusement la réconciliation universelle, à base de « catholicisme intégral », par l'usage généralisé de l'*esperanto*. Depuis cette découverte, elle s'intitule *Internacio katolica* et elle attend qu'on s'inscrive.

Un troisième spécimen plus attrayant, d'internationales catholiques, nous est fourni par des intellectuels, des publicistes, des économistes. Comme l'Œuvre de Louvain fondée en 1911, l'*Union catholique d'études internationales*, de Fribourg, se tient sagement à l'écart des illusions et des témérités familières à tant de groupements du même genre. Elle s'occupe utilement de sociologie et rend compte de ses travaux, qui sont beaucoup plus d'exploration scientifique que de propagande. En tout cas, elle a pris soin de n'admettre, parmi ses membres, que des ressortissants d'États représentés à la Société des Nations. Mais l'esprit de propagande, cette plante indéracinable qui a poussé sur le terrain convulsé et à travers les décombres de la guerre, ne se ressent pas des mêmes scrupules en Italie, en Angleterre, et, cela va de soi, en Allemagne. Il ne doute d'ailleurs de rien. Les 9 et 10 septembre derniers, à l'occasion de ses fêtes jubilaires, la *Gioventù cattolica italiana* a jeté les bases d'une *Union internationale de la jeunesse catholique* du monde entier, et son congrès, à ce qu'on nous assure, groupait des Français, des Allemands, des Autrichiens, des Suisses, des Polonais, voire des Japonais et des Mexicains. Nos compatriotes y ont entendu des rapports élogieux sur les organisations de jeunesse ouvrière dues à l'initiative de Kolping, et sur les progrès du *Neues Deutschland*, au sein duquel « se forme à son tour à l'apostolat la jeunesse des collèges et des universités ».

Les contacts inter-universitaires ! Voilà encore une source de réconciliation de l'Allemagne avec tout le monde, qui n'avait pas été exploitée. A Munich, on y pourvoit grâce à la *Ligue pour le travail civilisateur efficace* (*Katolischer Verband für praktische Akademische Kulturarbeit*), et, dans un esprit un peu moins intéressé sans doute, mais qui semble outrer

le besoin d'une embrassade universelle, l'*Inter-University-Magazine*, fondée en Angleterre, convie les professeurs et les étudiants d'Europe et d'Amérique à former une vaste association. Fraternisons, entendons-nous, fédérons-nous.

Mystique, sociologie, échanges « culturels » ou intellectuels — nous n'avons point encore passé en revue les internationales qui se mêlent de politique, du moins à découvert et par système. Nous y voici, grâce à la hardiesse de la fraction avancée du *Parti populaire* italien, au sein de laquelle, à mesure que les idées fusent, s'alignent les formules, les programmes, les projets de statuts, de quoi régenter l'univers, pour peu que l'expérience ait la gracieuseté de s'adapter à la théorie. Déjà le *Corriere d'Italia* nous avait dit, dans son numéro de Pâques 1920 : « L'œuvre des catholiques italiens, outre qu'elle a modifié l'aspect de la vie intérieure de notre pays, apparaît à l'étranger comme une grandiose manifestation idéale et un heureux essai politique auquel on peut prêter la force et la vertu de résoudre les crises nationales et *internationales* que nous traversons. » Cette année, au retour d'un voyage en Allemagne, dom Sturzo, secrétaire général du parti, a exposé à Milan les grandes lignes d'un programme dont la presse bavaroise avait eu la primeur. Le point est de dégager « la force constituée par l'équilibre latent entre la doctrine sociale du christianisme et le principe démocratique ». Pour peu, donc, que les partis catholiques qui, « dans chaque pays, travaillent l'opinion ou exercent une influence parlementaire » se constituent en fédération, sur un programme commun, voilà mis à jour un quatrième type d'internationale, le seul, bien entendu, qui possède le secret d'amender la société en la consolidant. Car, nous sommes conviés à le remarquer, on entend faire ici front, non seulement au socialisme révolutionnaire, mais « à la coalition judéo-bancaire, ou ploutocratique ». Le dessein est certainement admirable, à la condition que la démocratie soit chrétienne, au sens où l'entend dom Sturzo, et que les chrétiens se mettent d'accord avec les démocrates pour donner l'assaut aux banques.

Le sujet a paru, à M. Cavazzoni, député, au retour — lui aussi — d'un voyage en Allemagne, digne d'un rapport à la section milanaise de son parti. Le correspondant romain de *la Croix* (14 octobre 1921) nous donne une analyse méticuleuse de ce rapport qui prévoit : la *mutuelle assistance*

des groupes parlementaires adhérents ; l'échange des *renseignements* entre ces divers groupes, par les soins d'un bureau *ad hoc;* une étude *concertée* des moyens de réaliser dans les divers Parlements les vœux émis par les associations catholiques internationales ; des manifestations *collectives;* enfin la création d'un *Office central* (le siège et le président restent à désigner).

Si nous savons ne pas oublier qu'au-dessus de ces conceptions plane une idée qu'on nous donne pour religieuse, et qu'elle sert un peu de caution au reste, il est d'autant plus intéressant de savoir ce que le Vatican en pense. La réponse se trouve dans le numéro des 26-27 septembre 1921 de l'*Osservatore romano*, et elle a tout à fait l'allure d'une déclaration officielle : « De même qu'aucun lien ne rattache l'action disciplinée des partis à l'action catholique exercée par les organisations confessionnelles, sous l'autorité directe de l'Eglise, de même le Saint-Siège n'a eu et n'a aucun rapport avec l'initiative d'une *internationale populaire* (c'est, en nom, l'Internationale politique de dom Sturzo), ni avec les *voyages à l'étranger* des représentants du parti populaire italien. Ceux-ci agissent, comme ils le déclarent eux-mêmes, suivant leur propre programme, sous leur propre et exclusive responsabilité. » Chacun est libre de ses enthousiasmes, comme de ses illusions, mais du moins ne viendra-t-on plus nous dire que le Saint-Siège encourage, même de loin, l'intrusion d'une sorte de syndicalisme catholique dans la politique intérieure et extérieure des États.

Convient-il de ranger encore parmi les essais d'internationales de type politique une réunion qui a eu lieu à Paris, au début de l'année dernière, sous la présidence de Mgr Schrembs, prélat américain d'origine allemande, et qui avait pour but de mettre en relief, chez nous, l'œuvre hollandaise de M. Steger? Ou encore le récent *Congrès démocratique international* du 12 décembre 1921, organisé sous les auspices de M. Marc Sangnier? La question n'a pas beaucoup d'importance, tant la ligne de partage est indécise entre les internationales qui se réclament et celles qui se défendent d'un but politique proprement dit. Au vrai, on serait plutôt tenté de dire qu'aucune — Louvain et Fribourg exceptés — ne se détourne résolument de ce but, si l'on tient compte que la plupart « font de la politique », même sans en convenir ou sans le vouloir.

*
* *

Car le souci de restaurer le « christianisme intégral » n'est pas, en effet, le plus pressant, quoi qu'ils en disent, des fondateurs et des zélateurs d'internationales catholiques dont nous avons maintenant à nous occuper. Ils font à l'idéal une part juste suffisante pour qu'on ne soit pas autorisé, dès l'abord, à dénoncer leur sens des réalités trop cru. Ce dont ils ne prennent point leur parti, c'est que l'Allemagne ait été vaincue, qu'on puisse dire que cette victoire a satisfait la justice, et que la guerre des nations se termine par des traités, non pas irréprochables sans doute, mais valides. On nous donne ainsi le spectacle de bons catholiques d'Europe centrale et d'anciens pays neutres formant appel des décrets de la Providence à l'Internationalisme, promu semi-divinité à son tour, et nous savons de reste nos contemporains enclins à encenser des idoles.

Le mouvement se dessine dès la première période de la Conférence de la paix, et avant même qu'elle ait abouti à un échange de signatures. Quand le Congrès social de Lucerne se réunit, en mars 1919, il commence par donner des conseils aux plénipotentiaires : il émet des vœux en faveur de l'alimentation de l'Europe centrale et recommande « la modération dans les satisfactions à exiger de l'Allemagne ». Plus tard, à Constance (juin 1921), l'abbé Magnus Jocham, en même temps qu'il fait acclamer — nous dit un compte-rendu probablement fidèle — le nom de M. Marc Sangnier et l'idée de l'*internationale démocratique*, tend la sébile de la commisération pour les vaincus, et en appelle au concours « de tous ceux qui, ayant le courage de rompre avec une tradition funeste de *nationalisme outré* et de *militarisme oppresseur*, ont à cœur l'avènement de la fraternité et de la justice ». Ce langage ne paraît guère s'adresser à la république de l'Équateur, et nous supposons que les Français présents ont mis de la bonne volonté à ne pas comprendre. C'est partout la même note et la même politique. On multiplie les congrès et les conférences, d'abord pour dissiper chez les Allemands la fâcheuse impression d'une sorte de bannissement moral ; ensuite pour leur permettre de renouer d'anciennes relations et leur en procurer de nouvelles ; enfin pour convier les gens assemblés *ad hoc* à conspuer en com-

mun la paix de Versailles et pour amener ceux-là même dont le pays en a été bénéficiaire à convenir qu'elle n'est « ni juste, ni durable ». Un pas de plus, et voici la France représentée, devant ces aréopages, qui à leur tour donnent le ton à une certaine opinion catholique ou catholicisante, comme une nation insatiable, vindicative, « impérialiste » et par la faute de qui le monde actuel n'est pas encore rendu à la félicité.

De cet esprit qui circule à travers la plupart des internationales catholiques en préparation ou en action, nous avons des indices et des preuves. Nous avons même des aveux. C'est un des rapporteurs à la dernière *Semaine des écrivains catholiques* (*les Lettres*, septembre 1921) qui nous dit : « Depuis un an environ, toutes les conversations que j'ai pu avoir avec des personnalités d'outre-Rhin m'ont amené à cette conviction que les Allemands cherchent *coûte que coûte* à utiliser *toute espèce d'internationale catholique* pour reviser le traité de Versailles. » Voilà des conversations fécondes, et, vraiment, leurs premiers résultats donnent envie de les poursuivre. C'est le prince Wladimir Ghika qui, dans un exposé présenté au même Congrès, dénonce avec chaleur et de façon saisissante le plan qu'on ourdit contre nous, et dont, tout catholique qu'il est, ou plutôt parce qu'il l'est, la complicité lui répugne. Le passage est à citer :

Nous avons eu sur ce point l'involontaire dénonciation de l'énorme importance qu'attachent à cette formule et à cette chose (les internationales catholiques) les ennemis d'hier de la Grande Guerre, les violateurs de l'ordre chrétien, ni repentis, ni punis, ni réparateurs consentants de cet ordre. Des *manœuvres incessantes* et des *pressions intenses* s'exercent de leur côté, non seulement pour les faire rentrer par cette *voie détournée* dans la vie des autres peuples et les conseils de l'Europe, encore fermés pour eux, mais pour détruire les effets et même le sens de notre victoire très chrétienne.

Ils appellent de tous leurs vœux et de *toutes leurs intrigues* la formule internationale *trop largement* et trop absolument acceptée. Ils essaient, sans attrition, sans ferme propos, sans restitution ni acquittement de créances de justice, avant d'avoir satisfait et pour *tâcher de ne point satisfaire*, de rompre par là l'excommunication humaine qui les a temporairement frappés. Et derrière cette formule, où déjà tant d'erreurs peuvent se glisser, ils voudraient créer une sorte de droit représentatif par lequel, avec un masque confes-

sionnel, avec un siège en quelque pays prétendu neutre, sous l'influence directe et sur le modèle presque avoué d'une universalité de type protestant et libéral, ils auraient des assises ouvertes d'où ils pourraient *troubler et dominer* la vie nationale de chacun.

Voilà un réquisitoire pensé d'aplomb et formulé de main de maître, et nous souhaitons à la corporation des écrivains catholiques beaucoup de *semaines* qui se terminent par un pareil prône. Il ne perd rien, loin de là, à être rapproché d'un souvenir de M. l'abbé Vercesi, qui nous disait, dans *Vita e pensiero* de Milan, le 20 septembre 1919 :

Pendant le conflit européen, l'honorable Erzberger aurait voulu se présenter à la Conférence de la paix — il estimait qu'elle serait *certainement* favorable aux Empires centraux — à la tête *d'un vaste mouvement catholique international.* Toutes les internationales devaient servir les plans du *germanisme*, sans en excepter l'Internationale catholique. Ce fut une profonde émotion parmi nos coreligionnaires italiens, qui ne pouvaient souffrir à la tête de cette dernière les deux empereurs de Vienne et de Berlin (1).

Nous pouvions nous douter que la politique qu'on veut nous faire prendre aujourd'hui pour de pure solidarité chrétienne comptait un ancêtre, et même plusieurs, parmi les dirigeants de l'ancien Centre allemand, sans parler de Guillaume II lui-même, qui avait aussi des idées sur la façon d'accommoder le catholicisme à la sauce impériale. Mais l'allusion qu'on fait ici à l'Italie justifie quelques réflexions.

*
* *

Quand Léon XIII faisait aux catholiques italiens un devoir de conscience de ne point prendre part aux élections politiques ; quand Pie X tempérait à peine cette prohibition par des autorisations particulières qui ressortissaient à la compétence de l'évêque du lieu, le parti catholique n'existait en Italie qu'à l'état latent. Le nom n'eût pas présenté de sens, la chose se réduisait à une floraison, dans les provinces du Nord surtout, d'associations professionnelles, de coopératives, de banques populaires, issues le plus souvent de l'initiative du clergé, et qui, en tout cas, fonction-

(1) *Documentation catholique* (20 novembre 1919).

naient sous son contrôle. C'était déjà, notons-le bien, une copie d'institutions qui commençaient à prospérer dans diverses parties de l'Europe, mais surtout en Allemagne, et dont les meilleurs modèles étaient fournis par le syndicalisme chrétien de Cologne. Ce n'était pas encore une copie du Centre allemand. Il fallait, pour qu'elle fût essayée, qu'un nouveau pontificat, pour des raisons de guerre et d'après guerre — sur lesquelles il serait oiseux de nous étendre ici — levât l'interdiction portée par ses prédécesseurs, et autorisât, conviât même les catholiques italiens à se constituer en parti politique proprement dit. Ce parti, qui date de 1919, qui s'est développé très rapidement et qui, sous le nom de *populaire*, tient aujourd'hui une place considérable dans la vie parlementaire et même gouvernementale de l'Italie, ne laisse pas de déceler ses origines par l'armature syndicaliste et l'encadrement « clérical ». Les circonstances et son tempérament, en donnant essor à ses ambitions, ont décidé de sa politique.

Nous sommes loin de croire que cette politique vise au rétablissement de l'alliance allemande, alliance qui n'est encore recherchée par personne, du moins sous la forme officielle et concrète qu'elle présentait au temps de la *Triplice*. Au contraire, ceux qui dirigent le parti populaire nous ont dit maintes fois qu'ils n'entendent s'assujettir à aucun système, et qu'ils se réservent le droit d'être éclectiques et empiriques tant qu'il leur plaira. Rien de plus légitime. Il n'empêche qu'ils paraissent se former des rapports du catholicisme avec la politique nationale ou internationale une conception qui ne s'éloigne pas beaucoup de celle de M. Erzberger, au témoignage probablement autorisé de M. l'abbé Vercesi, et que cet apparentement amène de la façon la plus logique, entre le Centre allemand et eux, des rapprochements de méthodes et des échanges d'idées. On dirait même, à certaines heures, que le Nord et le Midi se mettent à une commune besogne, moyennant l'apport, l'un de la technique et de l'expérience, l'autre de l'imagination.

L'Italie contemporaine a trop souffert, pendant plus de quarante ans, du *dissidio* entre le Saint-Siège et les gouvernements qui portaient l'héritage de l'unité nationale, pour ne pas sentir le prix de la détente accomplie sous le pontificat de Benoît XV. Il lui est loisible aujourd'hui de réclamer sa part d' « influence catholique », et elle en use, non seulement

en Orient et en Extrême-Orient, mais dans les provinces mêmes — où cette influence peut pallier les effets d'un irrédentisme retourné — qu'elle vient de s'annexer par le traité de Saint-Germain. Rien de plus naturel que le parti catholique ou *populaire*, précisément en cette qualité, revendique la charge et le mérite de cette collaboration particulière à l'intérêt du pays. Mais son ambition va plus loin. Ce cadre est déjà trop étroit, au moins pour l'avant-garde d'un parti jeune, ambitieux, ardent, et qui, pour mieux essayer ses forces, pousse des pointes de tous côtés. C'est cette fraction, à la tête de laquelle se place dom Sturzo, secrétaire général en titre, quasi-dictateur en fait, qui semble bien avoir repris à son compte l'idée maîtresse d'Erzberger, je veux dire l'utilisation à des fins politiques de l'influence *internationale* du catholicisme. Et voilà comment les grands esprits se rencontrent.

Ils ne se rencontrent point seulement par l'échange à distance des pensées et des projets. Dès l'été de 1920, M. Cavazzoni, député, se rend à La Haye pour représenter le parti populaire au *Congrès international des syndicats chrétiens*, et il y fait une conférence sur l'internationale politique, devant les délégations hollandaises, belges, allemandes, *françaises*, suisses, autrichiennes et hongroises. Puis, il rend, à Berlin, visite au chef du Centre, M. Trimborn, et au chancelier Fehrenbach. Au salut de bienvenue du chancelier, il répond par une allocution dont le *Corriere d'Italia* rend ainsi compte :

Après avoir affirmé de nouveau nos directions chrétiennes-sociales, l'honorable Cavazzoni met en relief que la politique extérieure de l'Italie est foncièrement hostile à tout impérialisme, autant que sympathique à la fraternité des peuples. Il rappelle la motion de notre premier congrès national de Bologne, qui réclame la *revision du traité de Versailles*, en conformité des *principes de justice*, et en vue de procurer la *juste et véritable paix*. Rappelant la grande importance des décisions imminentes de Spa (on était, en effet, à la veille de cette conférence), il forme des vœux, au nom des populaires italiens, pour que ces décisions soient conformes aux principes proclamés par ce parti.

De son côté, M. Fehrenbach déclare prendre acte avec reconnaissance du programme de « fraternisation » (*affratellamento internazionale*) exposé par l'orateur italien, et déclare mettre sa confiance dans l'action concordante du Centre allemand, du parti populaire

et de tous les groupes de l'Europe et du monde (*sic*) pour que, s'inspirant des principes chrétiens et démocratiques, ils puissent réaliser le plus tôt possible la restauration chrétienne de la société.

Le personnage de Molière dirait peut-être « qu'il y a un peu trop de galimatias là dedans, trop de brouillamini », et un autre personnage qui donne, je crois, la réplique à Elmire, et qui dupe à souhait M. Orgon, aurait bien aussi à placer quelque chose, si Molière avait pu se douter que la dévotion d'une certaine marque jetterait un jour le mouchoir à l'internationalisme. Mais le cas ne relève pas seulement de la critique et de la philosophie théâtrales. L'enseignement politique qui s'en dégage est à ne pas perdre de vue.

L'année dernière, c'est dom Sturzo lui-même qui a fait en Allemagne une tournée de conférences publiques et privées. Il est allé, nous dit un de ses biographes, le correspondant romain de *la Croix* (13 octobre 1921), à Berlin, à Munich, à Cologne, à Coblenz, à Duisbourg, à Essen. « Il a conféré longuement avec le chancelier Wirth, avec M. Stegerwald, président du Conseil des ministres de Prusse, avec le nouveau président du cabinet bavarois, avec les dirigeants des organisations ouvrières et agricoles allemandes. » Et c'est à son retour, encore chaud des inspirations recueillies en cours de route, qu'il a prononcé, dans un théâtre de Milan, le discours-programme qui jette les bases de l'*Internationale populaire* ou politique. Le même correspondant ne nous laisse pas ignorer que l'auditoire fut enthousiaste : « Quand dom Sturzo lut, dans la deuxième séance du Congrès, le télégramme du Centre allemand, ce fut, dans tout le théâtre Rossini, du parterre au paradis (*sic*), une *explosion d'applaudissements.* » Et il commente, avec une mélancolie d'ailleurs contenue : « Manifestement les populaires reconnaissent dans le Centre allemand une formation politique *d'un esprit semblable au leur*. Mais ce n'est pas seulement au Centre que vont leurs sympathies : elles enveloppent, en somme, *l'Allemagne tout entière.* »

Nous espérons que le commentateur exagère et que toutes les fractions du parti populaire italien ne partagent pas les sentiments qui se sont donné carrière au théâtre Rossini. En tout cas, nous sommes fixés sur les tendances de l'internationale à forme politique dont M. Cavazzoni et dom Sturzo, d'accord avec MM. Wirth et Stegerwald, préparent l'avè-

nement. Et nous aimerions mieux savoir que, quelques mois plus tôt, des parlementaires catholiques français, présents à Rome à l'occasion de la canonisation de Jeanne d'Arc, se sont abstenus d'engager, dans l'abandon de leur cœur, des conversations qui se rattachaient à cette perspective. Quand l'expérience manque, un peu de flair est utile.

*
* *

Les conclusions de cet exposé sommaire ne semblent pas difficiles à dégager.

Si nous considérons la plupart des internationales catholiques au point de vue des germes qu'elles répandent dans l'opinion, des « rapprochements » qu'elles ont pour but et pour effet d'engendrer, des rancunes qu'elles servent, des programmes enfin qu'il ne dépend heureusement pas d'elles de faire aboutir, nul doute qu'une partie de leur activité s'emploie aux dépens des intérêts et de la réputation de la France. Nous y retrouvons toutes les caractéristiques du « pacifisme » tel que nous l'avons connu pendant la guerre. Nous renouons connaissance, ou peu s'en faut, avec les mêmes physionomies, les mêmes procédés de propagande, les mêmes arguments, la même prétention de ne servir que la cause du juste et du bien. A la contre-épreuve, nous n'avons le moindre indice, la moindre présomption, que les ordres du jour de ces congrès ou la table des matières des tracts qui en émanent, fassent une place à la recherche des torts ou à la question des réparations. C'est même un sujet qu'on se fait une règle de ne pas aborder, par principe, d'aucuns disent par scrupule. Je pense à un mot savoureux qu'un des enquêteurs de l'Internationale catholique place dans la bouche d'un religieux autrichien, le P. Galen : « Ne parlons pas des torts allemands. Cela pourrait compromettre la *cicatrisation des plaies* qui ne se ferment qu'avec difficulté. » Les plaies de qui? Il est donc entendu que les nôtres ne comptent pas.

Ce pacifisme évolué, mais fidèle à ses origines, travaille à diviser les alliés de la veille, et quand nous n'aurions à lui faire grief que de jeter de nouveaux ferments de malentendus entre la France et l'Italie, ce serait assez déjà pour le suspecter. Mais il ne s'en tient pas là. Il est envahissant et tentaculaire. Demandez aux Belges si la propagande catholico-internationaliste n'a pas contribué à rendre plus

aiguë la crise flamingante? Aux Polonais, ce qu'ils pensent des apprêts d'une campagne en Russie par des milices monastiques allemandes? Aux Anglo-Saxons, ce qu'on dit chez eux, ou ce qu'on insinue, de notre pays, sous couleur de prendre la défense de la concorde internationale, comme si les financiers n'y suffisaient pas! Dans le procès que nous avons à soutenir devant le monde, nous et quelques-uns de nos alliés, surgissent à chaque instant des témoins et des experts, ou prétendus tels. Ils accommodent la doctrine chrétienne à leur casuistique et lui font dire que nous avons eu tort de gagner la guerre, ou que, l'ayant gagnée, nous serions de belles âmes à penser et à agir comme si nous l'avions perdue.

C'est une justice à rendre à nos organisations catholiques professionnelles françaises, ou à celles qui se créent pour faire comme tout le monde, je veux dire « travailler à l'union des peuples », qu'elles se tiennent en général avec assez de prudence à l'écart d'un mouvement enveloppant dont les sollicitations cherchent à surprendre la sincérité de leur conscience religieuse. Il y a pourtant des exceptions, nous les avons notées déjà, et nous serions bien aise d'apprendre, par exemple, que la corporation si loyale des cheminots catholiques français se rend compte aujourd'hui des inconvénients que présentent l'affiliation inconditionnelle au *Syndicat international chrétien* et la soumission aux décrets d'un bureau international. L'année dernière, ce syndicat s'est réuni à Lucerne, et l'on annonce qu'il tiendra, cette année, ses assises en Allemagne.

Ce ne sont pas seulement des soucis de délicatesse et de dignité patriotiques qui commandent cette réserve, ni même le sentiment auquel il suffisait autrefois de faire appel pour rallier les Français, j'entends la crainte d'être candides, et, immédiatement après, dupes. La crise dite « religieuse » est heureusement assoupie chez nous. Nous avons eu la sagesse de renouer des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. La nonciature de Paris est rétablie et elle est dirigée avec un tact qui devrait désarmer même ses anciens adversaires. Voilà, certes, des résultats qui ne font pas l'affaire de tout le monde. Mais, s'ils font celle des catholiques, ils seront bien avisés de prendre garde non seulement à ne pas s'enrégimenter dans des formations internationales sans caution religieuse authentique et hiérarchique, mais à ne pas imiter

de trop près les exemples et les méthodes qu'on leur propose en pays voisins. Nous n'avons qu'à constituer, en France, un parti catholique, sur le modèle allemand ou même belge, pour fournir au radicalisme urbain — et surtout rural — un prétexte à raviver le sentiment anticlérical. Que ce parti catholique choisisse et, si l'on peut s'exprimer ainsi, arbore, comme en Italie, un prêtre pour secrétaire général et préposé aux « directives », nous reverrons de belles journées électorales et même parlementaires. L'ombre de M. Ranc sortira du tombeau pour crier : « Ne l'avais-je pas dit ! »

L'année commence sur un deuil profondément ressenti par toute la catholicité. La génération de la guerre, en France du moins, n'a pas toujours été juste pour le pontificat de Benoît XV, et il était peut-être difficile qu'elle le fût, tant de distance sépare les sentiments d'un peuple envahi et luttant pour son existence, de l'équilibre obligatoire de cœur et d'esprit qu'un pape conserve pour être digne de sa lourde charge. Benoît XV a prêché la paix de toutes ses forces. Il a même mis en œuvre toutes les ressources de l'autorité, de l'influence, de la diplomatie de l'Église pour en procurer les effets. Son successeur, nous pouvons en être assurés d'avance, ne tiendra ni un autre langage, ni une autre conduite. Mais ceux qui prétendraient tirer de là un argument en faveur des internationales catholiques, telles que nous les voyons disserter, fonctionner et même conspirer contre la paix signée à Versailles et à Saint-Germain, passent un peu légèrement de la thèse à l'hypothèse. Rien de plus commun que de faire parler l'Église quand elle se réserve. Rien de plus facile, à plus forte raison, que de faire parler un pape, au sortir de ces audiences qu'il a eu la bienveillance de prodiguer, et même d'interpréter des bénédictions que sa charité apostolique ne refuse à personne. Seulement la doctrine de l'Église reste et les papes ne changent que pour se continuer. On est « catholique », quand on se place devant ces hauteurs et quand on s'y tient. On a, par contre, le choix entre plusieurs façons d'être « internationaliste », et, quand on se donne pour tel par raison prétendue catholique, soi-disant pour mieux servir les intérêts de la religion et du bien public, c'est aux risques et périls de l'optant, devant la critique et sous le contrôle de la patrie.

Charles Loiseau.

Le farouche Amar [1]

ACCABLÉE de ce coup imprévu qui ruinait ses derniers espoirs, Mlle P..., retenue à Paris par la grave maladie de son petit garçon, se trouvait à bout de ressources et isolée dans cette grande ville dont la tumultueuse indifférence est si cruelle aux besogneux. Elle connut alors des jours atroces : en un temps où l'assignat de la République était à ce point discrédité que l'on payait 300 livres la visite d'un médecin et 200 livres un paquet de chandelles, son modeste pécule se trouva vite épuisé ; elle adressa à Amar des lettres suppliantes, peignant sa détresse ; Amar ne répondit pas. Son appartement de la rue de la Ville-l'Évêque était sous les scellés, également apposés au domicile de son amie, la citoyenne Durand, à laquelle il avait confié, disait-on, des papiers importants. Il n'y avait donc rien à attendre de lui. Dans cette extrémité, la malheureuse, qui avait espéré l'attendrir, dut s'adresser à quelques compatriotes dauphinois dont elle se procura l'adresse et qui lui conseillèrent d'intenter, pour sortir de peine, une action judiciaire, en qualité de créancière et tutrice naturelle de l'enfant. Elle ne consentit à rien entreprendre sans aviser Amar : elle le conjura de lui épargner cette épreuve, aussi pénible pour elle-même que nuisible à l'avenir de leur fils. Amar, quoiqu'il

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 janvier et 1er février 1922.

eût toute liberté d'écrire, ne donna pas signe de vie.

Elle confia sa peine à un avoué auquel elle donna sa procuration, et elle reprit avec son petit André, bien guéri, le chemin de Grenoble. Elle y était rentrée depuis quelques semaines lorsqu'on lui fit savoir que sa cause venait d'être plaidée et gagnée devant le tribunal du 1er arrondissement de Paris ; Amar était condamné par défaut à lui verser une somme de 4 000 francs, pour dédommagement des dépenses par elle engagées, et à lui payer une rente annuelle de 2 000 francs jusqu'à la majorité de son fils. Il est vraisemblable que, un an auparavant, alors que Amar disposait des septembriseurs de Maillard ou des estafiers de Héron, il ne se serait pas trouvé un tribunal en France pour rendre un tel jugement.

Armée de cette décision Mlle P... eût obtenu facilement saisie des biens que possédait aux environs de Grenoble l'ex-conventionnel. Mais, sans qu'elle l'avouât, la malheureuse aimait encore : on le devine à la délicatesse extrême de ses procédés envers l'homme qui avait causé son infortune. Honteuse de profiter en quelque sorte de sa disgrâce pour l'obliger à remplir son devoir paternel, elle se refusa à faire état du jugement rendu en sa faveur, réalisa le reliquat de son patrimoine, 5000 francs, bien persuadée que, une fois échappé de la tourmente politique, Amar serait inévitablement fasciné par les grâces charmantes de son fils que, naturellement, elle jugeait irrésistibles.

Au château de Ham, le proscrit accumulait une provision de ressentiments et de haines. La Convention l'avait vomi ; les ex-terroristes qui reniaient leur passé, le parti royaliste qui relevait la tête, les muscadins arrogants, le peuple affamé et soumis, les Jacobins muselés, il englobait tout d'un mépris superbe ; sentant peser sur lui la réprobation et la répugnance unanimes, il lui fallait bien mépriser l'humanité tout entière pour garder l'orgueil de soi-même. Peut-être entrevoyait-il la possibilité d'un retour au pouvoir dû à quelque grand bouleversement social ; certaines circonstances semblaient justifier cet espoir : la promiscuité continuelle avec ses collègues, comme lui déchus et dont la colère entretenait la sienne ; l'admiration que témoignait à ces pensionnaires le commandant de la forteresse, maratiste attardé, dont l'appartement était tapissé des portraits de

l'Ami du peuple; le bruit généralement répandu dans la région que la garnison de Saint-Quentin, la ville voisine, manifestait des opinions ultra-révolutionnaires, et, plus que tout cela, les nouvelles venues de Paris et qui montraient la Convention agonisante sous l'animadversion générale. D'ailleurs le régime de la prison n'était pas sévère : on y dansait, on y jouait la comédie ; on obtenait même du commandant sans-culotte de se promener dans la ville. L'été de 1795 se passa pour Amar dans ces conditions acceptables ; en octobre, la Convention, cédant la place au Directoire, et pensant s'amnistier elle-même, laissa pour adieu à l'Histoire une amnistie générale dont les émigrés et les prêtres furent seuls exceptés. Le 30 octobre, Amar et ses co-détenus recouvrèrent la liberté. Il quittait Ham et se rendait directement à Paris ; il réclama immédiatement ses papiers et ses armes, des pistolets et une canne à sabre, qui lui furent rendus, et il prit un appartement rue du Bac.

Il lui faut désormais orienter sa vie ; il a quarante ans ; il ne peut songer à regagner Grenoble : toutes les portes se fermeraient devant lui ; on peut vivre en paria à Paris, non dans la province où l'on a tenu un rang éminent. La plupart de ses anciens collègues de la Convention se sont casés, en dépit de l'opposition des électeurs, dans le Conseil des Anciens et dans le Conseil des Cinq Cents : cinq d'entre eux, par suite d'un tour de passe-passe, se partagent le pouvoir suprême ; ils habitent un palais ; ils ont une cour et des gardes, de rutilants costumes. Amar aurait aimé une place pareille ; n'a-t-il pas été un des maîtres de la Révolution? Ne vaut-il pas un Barras, un Rewbel, un La Revellière? N'aurait-il pas représenté la République avec plus d'éclat et d'autorité que ces parvenus? Non : il est dans les « tarés », et sous sa froideur doucereuse, sous son masque de détachement félin, bouillonne une rage harcelante contre tous ceux-là qui se prélassent dans les hauts emplois et qui, pour s'assurer les faveurs de la contre-révolution qu'ils escomptent, l'ont évincé lâchement comme un associé trop compromettant. Qu'il regrette le temps où il disposait d'une phalange de janissaires ardents à exécuter ses ordres ; comme il les lancerait avec joie contre ces renégats qui tremblaient naguère devant lui et qui le dédaignent maintenant après l'avoir traîtreusement désarmé. Telles sont évidemment les pensées qui le rongent, puisqu'il en arrive à déplorer d'avoir,

avec eux tous, abattu Robespierre. Dans ce Paris sur lequel il a régné, où il n'est plus qu'un vulgaire passant, presque un fugitif, où, chaque soir, des bandes de jeunes muscadins royalistes conspuent et rossent les Jacobins éperdus, l'ancien membre du Comité de Sûreté générale va, errant, en quête de démagogues aigris, partageant son ostracisme et ses déboires. D'abord il se réunit à ses compagnons de Ham, Choudieu, Chasles, chanoine défroqué, à Vadier qui a échappé à la détention, s'étant tapi durant dix mois, et qui, depuis l'amnistie, a repris possession de son logement de la rue Saint-Honoré. Pour causer à l'aise, ils se retrouvent place Favart, au café Chrétien, l'ancien quartier général des *Tape-Dur;* ex-juré au tribunal révolutionnaire, Chrétien demeure « le grand échanson des sans-culottes » ; son établissement abrite, chaque soir, le résidu du personnel de la Terreur, députés montagnards mal résignés à la déchéance, ex-tyrans de sections, inconsolables de leur autorité abolie, ex-agents des comités pleurant leur emploi perdu et les bons coups d'autrefois ; on voit là des municipaux du temps de Chaumette et d'Hébert ; des échappés de l'ancien club des Cordeliers ; des maratistes impénitents ; des survivants des bandes de Maillard et de Héron ; des guillotineurs fameux comme Javogues ; des généraux de fantaisie comme Rossignol ; des fantoches sinistres comme Léonard, dit *Léopard,* Bourdon. Tous mettent en commun leur fiel et s'accordent à considérer le 9 Thermidor comme la date la plus néfaste de l'histoire. De ci-devant tricoteuses se mêlent à leur groupe et chantent des couplets de circonstance, tels que celui-ci, adapté à la jolie mélodie de *Pauvre Jacques :*

...Peuple, il n'est plus cet heureux siècle d'or
Où tu n'avais pas de misère;
Tu n'es plus rien. Dès le Dix Thermidor
Tu manques de tout sur la terre (bis)

et ce rythme mélancolique tirait des larmes à tous les clients du cafetier Chrétien.

Ce qui s'élucubrait là, on le sait par les espions que le Directoire introduisait dans cette société d'énergumènes : on y rêvait la convocation d'un nouveau Corps législatif, composé, cette fois, de « solides », la remise en vigueur de la Constitution de 1793, la résurrection de la sainte Montagne et surtout celle de l'échafaud où « les scélérats » expiraient

leurs forfaits. On n'y parlait que de vengeance, d'hécatombes prochaines, de sang coulant à flots. Le *club* du café Chrétien, de jour en jour, s'organisait, préparant ouvertement la revanche de Thermidor ; il avait des *filiales* comme en avait eu le club des Jacobins au temps de sa grande influence ; il avait ses agents d'action, chargés de prêcher l'indiscipline aux soldats et de se répandre dans les groupes pour inciter à la révolte le peuple de Paris réduit à la famine. Au dehors, les muscadins faisaient rage, chantaient le *Réveil du peuple*, promenaient dans les rues un mannequin déguisé en Jacobin, couvert d'une robe rouge, tenant d'une main un poignard, de l'autre une coupe pleine de sang, et sous le bras un portefeuille dont la serrure était brisée ; allusions transparentes aux exploits des ex-porteurs d'ordres de Vadier et d'Amar ; ils amenaient ce grotesque fantôme sous les fenêtres de Vadier, réclamaient à grands cris les « soixante ans de vertu » et sa bonne, Jeanneton, puis brûlaient leur mannequin aux applaudissements de la foule amusée. Les vitres du café Chrétien subissaient le contre-coup de ces manifestations ; quand l'endroit devenait intenable, le conciliabule terroriste émigrait, soit chez Naï, autre cafetier de la place Favart, soit aux Bains Chinois, sur le boulevard, où les rixes étaient fréquentes, soit au Panthéon, dans l'ancien réfectoire de l'abbaye de Sainte-Geneviève que le traiteur Cardineau avait loué pour y installer sa guinguette et où l'on dansait le décadi. Il fallait que Vadier, toujours gouailleur, gasconnât ; Amar, flegmatique et sournois, était plus avare de ses paroles ; mais elles acquéraient de son laconisme habituel un grand poids : on l'entendit un jour, dans un café de la rue Saint-Honoré, « blâmer hautement le gouvernement directorial et faire son *mea culpa* du 9 Thermidor, se glorifiant d'avoir partagé les travaux de Robespierre ». « Le peuple alors avait du pain », disait-il. C'était là son thème favori : les souffrances qu'endurait patiemment ce peuple, si souvent trompé, ne touchaient pas son cœur dur ; mais il lui témoignait, en toute occasion, la plus poignante compassion, semant ainsi hypocritement la haine et l'envie dont il était bourrelé. S'il y a quelque chose de plus odieux qu'Amar, membre du Comité de Sûreté générale, couvrant de son autorité les brigandages d'une bande de malfaiteurs, c'est Amar, riche, instruit, soucieux de ses aises, égoïste et lésineur au point de refuser l'instruction à son fils, prêchant

aux pauvres la révolte pour que leur colère déchaînée lui procurât la revanche de son avilissement.

Un fou, surexcité par ces perfides apitoiements, résolut d'en finir avec cette société si mal faite : c'était Gracchus Babeuf. Son plan est tracé : égorgement des cinq Directeurs ; « suppression » des députés ; massacre des riches ; partage des biens ; anéantissement du numéraire ; fondation d'une nouvelle Convention, moins bonasse que la défunte ; égalité parfaite ; bonheur commun. Le personnel du nouveau pouvoir est choisi : il se compose de tous ceux qui ont « arsouillé » (1) au temps de la Terreur. Le jour du grand chavirement est fixé : c'est le 12 avril 1796... Et le 10, vendu par un faux frère, Babeuf est arrêté ainsi que ses principaux complices. Par mesure générale, les ex-conventionnels, qui ne font point partie des deux Conseils, sont exilés à dix lieues de Paris ; des mandats d'amener sont lancés contre les plus compromis, dont Vadier et Amar ; on a appris en effet que ce dernier présidait un comité secret d'insurrection dans un second logement qu'il a rue de Cléry. Mais Vadier et Amar sont introuvables. Ils excellent à pousser les naïfs au combat et à se retirer à l'arrière quand la bataille commence. Vadier sera pris, plus tard, à Pamiers, et Amar à Paris même, dans la maison d'un chirurgien où, prétextant une maladie, il s'est hospitalisé sous un faux nom. Tous deux écroués à l'Abbaye seront, avec leurs quarante-sept co-accusés (2), extraits de leurs prisons (3), dans la nuit du 29 août 1796 et transférés à Vendôme où doit se former la Haute Cour de Justice devant laquelle ils paraîtront.

L'instruction fut longue : les débats s'ouvrirent seulement le 20 février 1797, neuf mois après la découverte de la conjuration. Étrange procès : la République, devenue prude, jugeait son détestable passé ; au prétoire des juges, des accusateurs et des jurés, siégeaient des magistrats honorables, appartenant, pour la plupart, à l'honnête bourgeoisie ou même à la petite noblesse de province ; tous étaient d'opinions modérées et sages, gens de bon ton et de probité sûre.

(1) Le mot paraît dater de l'affaire Babeuf (procès de Vendôme, I, 117).

(2) Le nombre des accusés se montait à soixante-cinq ; mais il y avait dix-huit contumaces.

(3) Cinq des accusés, Babeuf, Germain, Buonarotti, Didié et Darthé, avaient été écroués au Temple. (Archives de la Préfecture de police, Écrous du Temple, A B-330.)

Au banc des accusés s'agitait Babeuf et ses anarchistes, troupe tumultueuse et insolente où figuraient, pêle-mêle, d'anciens familiers de Robespierre, tels que le serrurier Didié, le menuisier Duplay et son fils, le Pisan Buonarotti ; l'ancien juré au tribunal révolutionnaire ex-marquis d'Antouelle ; Darthé, un ami de Joseph Lebon, la terreur d'Arras ; d'anciens *Héronistes*, Morel, Dufour et Pillé, qui exposa devant le haut tribunal sa théorie du « démon-gardien ». Héron lui-même manquait ; il était mort depuis près d'un an, à Versailles. Quatre ex-députés à la Convention, Ricord, Laignelot, Vadier et Amar, sont accolés à cette tourbe ; Amar, l'ex-trésorier de France pour la province du Dauphiné, tombé parmi ces avortés de la Révolution et ces sans-culottes en disponibilité. On ne peut tenter un aperçu de ces débats mouvementés, de l'arrogance des inculpés, de la patiente mansuétude des juges, et encore moins de l'effarante prolixité de Babeuf, de Buonarotti et de certains autres, greffant sur la déposition de chaque témoin d'interminables harangues. Le procès en fut prolongé jusqu'au 26 mai... Trois mois ! Encore Amar estimait-il les intérêts des accusés mal sauvegardés ; sa tête n'était pas menacée, il le savait, dès le premier jour, par une phrase de l'accusateur national ; même un châtelain du voisinage, attiré à Vendôme par le désir d'assister à l'une des audiences et qui se trouvait assis parmi les témoins, remarqua l'expression de joie dont s'éclairèrent dès ce moment les visages jusqu'alors « altérés » de Vadier et d'Amar. Celui-ci n'imita point ses loquaces compagnons ; il parla peu ; mais ce qui surprend c'est que, chaque fois qu'il intervient dans les débats, c'est pour critiquer vertement les procédés de l'instruction et réclamer hautement les droits sacrés de la défense. Il a expédié à Fouquier-Tinville des centaines de malheureux qui ont été condamnés à mort sur la seule constatation de leur identité ; mais il exige à présent que toute latitude soit laissée aux accusés de réfuter par d'amples discours les dépositions des témoins. Il a lâché naguère — sur les prisons de Paris ses plus vils espions pour « moutonner » les détenus et dresser les trop fameuses listes des conspirations du Luxembourg et de la *Maison Lazare*, — cent cinquante-six têtes données au bourreau ; mais il s'indigne, maintenant qu'il est pour son compte devant la justice, de voir le tribunal écouter les déclarations des agents de la police et des fonctionnaires du gouvernement. Il fait

le procès aux mouchards patentés, « à ces vils dénonciateurs de profession » dont l'intervention éhontée jette le trouble et le désespoir dans les familles... ». « Quels témoignages peut-on retirer de pareils individus? Sur les délations qui leur sont commandées et payées, vous osez baser un jugement! » Infamie! Il ergote ainsi, d'autant plus impunément que personne ne lui renversa l'argument, l'accusateur national ayant interdit d'évoquer le passé révolutionnaire des accusés. Et quand, après avoir répondu, avec un laconisme sarcastique, aux questions du président, il eut nié toute participation au complot, il termina par une profession de foi dont certains traits valent d'être cités : « ...Ceux qui m'outragent et me persécutent furieusement depuis près de trois ans, dit-il, poursuivent avec les excès de la rage les amis invariables de la liberté et de l'égalité... Il est de mon devoir de défendre... les principes que l'on viole à notre égard, ma conduite que l'on attaque depuis longtemps par des calomnies révoltantes. Si c'est un crime d'avoir été inflexible envers les partisans indomptables du royalisme, envers des prêtres sanguinaires assassinant la liberté, si c'est là le motif secret de l'accusation dirigée contre nous, je m'offre comme une victime expiatoire pour tous ceux dont on demande le sacrifice. Pendant quinze mois j'ai été associé aux travaux du Comité de Sûreté générale... J'ai concouru à exciter le zèle des amis de la Révolution; les prévenus qui sont ici ont été entraînés par la voix de ceux qui étaient chargés de la conduire à son terme. Je parlerai avec la modération d'un homme qui, ayant rempli ses devoirs, étant en butte aux vengeances d'un parti, se retire dans sa conscience pour y jouir du seul bien qui existe sur la terre : le calme et la paix que les efforts des méchants, que les trames de ses ennemis ne sauraient lui ravir... »

Fanfaronnade? Inconscience? Désir de se poser en chef de parti et de ménager l'avenir? On ne sait ; mais cette grandiloquence n'est point, à coup sûr, l'explosion spontanée d'une conscience en révolte contre l'ingratitude humaine ; d'autres accusés, à ce dramatique procès de Vendôme, plaidèrent mieux leur cause, avec plus d'entraînement et de chaleur sincère, rejetant sur le bouillonnement de leur patriotisme l'exagération de leur conduite. Amar, d'ailleurs, ne risquait rien à s'offrir en victime expiatoire, la Haute Cour n'incriminant point la complicité morale mais seulement

la participation effective au complot. Babeuf et Darthé furent condamnés à mort ; sept de leurs affiliés à la déportation ; tous les autres, dont Amar, s'entendirent acquitter.

*
* *

Soit qu'il demeurât détenu pour s'être soustrait à la loi interdisant aux ex-conventionnels inéligibles le séjour de Paris, soit qu'il se cachât pour échapper à cette nouvelle poursuite, durant quatre mois on le perd de vue. Puis, c'est le coup d'État de Fructidor ; la Terreur renaît ; les Jacobins peuvent croire revenus les beaux jours de l'an II, et Amar, profitant de ce tragique renouveau, émerge et revient à Grenoble : il fallait que les honnêtes gens tremblassent pour qu'il osât se montrer.

Pourtant sa ville natale lui pèse ; son orgueil est trop ombrageux pour supporter que les gens dont la maison se faisait honneur d'ouvrir ses portes à M. le Trésorier, se détournent à présent quand ils aperçoivent de loin l'ex-député à la Convention. Quelques heures à peine, le temps d'embrasser son frère Antoine, de mettre sa vieille mère en voiture, et il part avec elle pour Barraux, dans la vallée du Grésivaudan, où il possède une terre.

Barraux est un bourg à neuf lieues de Grenoble, dans un site pittoresque et splendide : un vieux fort sur un pic isolé, la vallée de l'Isère encadrée de collines verdoyantes et, pour fond de décor, la Dent du Nivolet et les montagnes neigeuses de Savoie. Amar séjourna à Barraux jusqu'à la fin de l'automne et reparut, au début de l'hiver, à Grenoble. Mlle P..., informée de sa présence en ville, se hasarda à se présenter chez lui, avec son fils, alors âgé de neuf ans. Au souvenir des visites à la rue de la Ville-l'Évêque, en mars 1795, la pauvre mère tremblait un peu. Quelle surprise ! Amar, cette fois, l'accueillit avec une joie et un attendrissement non dissimulés : il se déclara ravi de son fils, proposa d'entreprendre lui-même son éducation et de l'emmener à Barraux où il devait retourner sans délai, promettant de le reconduire à Mlle P... dès que celle-ci en manifesterait le désir. Elle consentit à la séparation et livra son petit André, heureuse de ce revirement tant désiré et triste à en mourir, pourtant, de quitter ce fils qui lui était plus cher que la vie.

Mlle P..., courageusement, essaya de vivre sans son fils,

comptant les jours et attendant des lettres. Elle n'en reçut aucune. Elle n'osait s'informer, craignant d'importuner et résolue à s'effacer pour ne point paraître défiante des bonnes dispositions d'Amar. Cependant elle voulait savoir comment se portait André ; elle écrivit donc, récrivit, insista. Amar, redoutant qu'elle débarquât un jour à Barraux, répondit enfin : l'enfant se portait bien ; mais il était résolu à le garder et Mlle P... devait se résigner à ne le revoir jamais.

Comme, depuis quelque temps, le bruit s'était répandu dans la région que l'ex-conventionnel allait se marier, la mère, inquiète de la dépendance pénible que cette situation nouvelle imposerait à son fils, consulta un avocat, Me Xavier Durand, qui lui conseilla de présenter au tribunal civil de l'Isère requête tendant à obtenir que son enfant séjournât chez elle au moins pendant une décade. Amar resta inflexible, la loi l'autorisait à conserver son fils et il ne voulait pas s'en séparer. Pourtant, sur une nouvelle sommation, il fut convenu entre les parties que le jeune André serait remis à sa mère « un mois chaque année »; cette convention reçut aussitôt son exécution ; Amar expédia l'enfant qui était fortifié et grandi ; il était bien traité à Barraux ; seulement nul ne s'occupait de son instruction.

C'est sans doute durant ce mois de vacances que fut contracté le mariage d'Amar. Car il est établi qu'il prit femme, sans qu'on puisse préciser ici, par défaut de documentation, ni la date de cette union, ni quelle était celle, jeune fille ou veuve, qui accepta de partager le nom honni de l'ancien terroriste. Il semble, d'ailleurs, que, à compter de son installation à Barraux, Amar s'efforçait de passer inaperçu : il n'avait pas renoncé à toute ambition politique, puisque certains rapports de police signalent des conciliabules secrets, tenus chez lui, des « rassemblements suivis de banquets » auxquels il prenait part. Mais le « tigre des Comités » s'était tapi, guettant les événements, flairant les retours possibles, cachant sa vie et ne rôdant qu'à pas félins et silencieux. Il ne pouvait ignorer les haines vengeresses que lui valait son sanglant passé : au début du Consulat, comme sa présence était signalée à Chambéry, le préfet du département l'engagea à quitter cette ville « où sa présence rappelait de funestes souvenirs ». Une citoyenne Mabille, une veuve de l'échafaud, cherchait « ce coquin infernal ». « Je vous préviens, écrivait-elle au préfet, que je suis prête et

résolue d'exercer sur lui la vengeance de Charlotte Corday, mais d'une manière encore plus évidente, car je veux emporter avec moi sa tête... » Amar refusa de quitter la ville. N'était-il point partout un objet d'horreur? A Barraux même, chez lui, sur ses terres, sa rencontre glaçait jusqu'aux indifférents. Vus dans l'intimité, les Robespierre, les Danton, les Collot, les Fouché recueillaient des sympathies; ils avaient des amis, se montraient sociables, voire affectueux et tendres. Amar, lui, inspirait la répulsion, presque l'effroi. Un militaire en garnison au fort de Barraux le voyait quelquefois chez le général commandant la place qui conviait à ses soirées les notables de l'endroit : le médecin, le commissaire de la municipalité, prêtre apostat, ivrogne et grossier; mais note-t-il, dans ces réunions, nul ne lui causait plus d'aversion que l'ex-conventionnel Amar. « Je ne pouvais pas le supporter. » La tradition s'est perpétuée que les paysans même, malgré leur très confuse idée du rôle qu'avait joué ce bourgeois si froid et si « peu liant », se détournaient de lui avec une sorte d'épouvante... Il vivait presque reclus, avec son frère et sa mère, vieille femme avaricieuse et dure.

A Grenoble, sans nouvelles de Barraux, Mlle P... supportait courageusement son sacrifice; mieux valait, pensait-elle, qu'André fût élevé par un père d'esprit cultivé, possédant de grands biens, tenant aux meilleures familles du pays que par elle-même, pauvre fille que sa situation fausse et sa pauvreté isolaient du monde; du moins son enfant bien-aimé grandirait au bon air de la campagne dans un milieu confortable; comme elle le trouverait changé quand elle le reverrait, l'année de privation écoulée! Elle l'imaginait élégant, formé aux belles manières, connaissant les bons auteurs et ayant le goût des arts. Mais pourquoi donc ne lui écrivait-il jamais?

Un jour, une paysanne se présente chez elle, accompagnée d'un enfant malingre, craintif, décharné, vêtu de haillons sordides. C'est André, méconnaissable! Il pleure; il s'est enfui de Barraux, où il n'a pas à manger, où on le bat, où il est trop malheureux. La mère le console, le serre dans ses bras, pleure avec lui, et s'apprête, d'abord, à le changer de vêtements et de linge. Mais quand elle voit le corps de son fils, émacié, couvert de bleus et de plaies, et, par plaques,

rongé de vermine, elle s'affole, appelle à l'aide, envoie un voisin chercher en hâte un médecin « qui est saisi d'horreur et de pitié à l'aspect de ce dépérissement et de cette maigreur ». Deux autres docteurs sont bientôt convoqués ; un constat est dressé par lequel ils déclarent unanimement que la santé de l'enfant se trouve en péril et que son état de consomption est le résultat de cruelles privations et de longues souffrances.

Le pauvre petit, remonté par les soins maternels et réconforté par les caresses, fit le récit de sa vie misérable : dès le début de son second séjour à Barraux, il n'avait plus été admis, comme précédemment, à la table de famille ; il mangeait avec les domestiques ; on lui interdisait l'entrée de la maison et on l'avait logé dans la soupente d'un ancien poulailler en ruines, au-dessus d'une étable à porcs ; le plancher était en débris, le toit sans tuiles ; l'enfant couchait là sur la paille, sans jamais se dévêtir ni se laver. Un jour qu'il osa prier son père de lui permettre d'user du trousseau apporté de Grenoble, il reçut des gifles et fut jeté dehors ; quand sa grand'mère l'apercevait, rôdant autour de la maison, elle s'armait d'un balai, s'approchait de lui par surprise et le « rouait de coups ». Son oncle Antoine, qui dirigeait les travaux de la ferme, l'envoyait tous les jours aux champs, quelque temps qu'il fît et ne lui laissait pour sa nourriture de la journée qu'un morceau de pain, de celui qu'on boulangeait pour les chiens. On employait l'enfant à étêter les arbres, à curer les fossés ; il rentrait à la nuit, harassé, souvent trempé d'eau et grelottait jusqu'au matin dans ses vêtements mouillés. Un des chevaux de la ferme, rétif et vicieux, tua le garçon de ferme qui le montait : c'est cette bête qu'on obligeait André à enfourcher et qui le jeta bien souvent par terre. Il était si meurtri, si loqueteux, si atrophié et si triste que, lorsqu'il travaillait le long des chemins, les passants s'arrêtaient pour lui faire l'aumône. Il avait fui cet enfer, gagné le village qu'habitait sa nourrice et celle-ci, redoutant de l'héberger pour ne pas s'attirer les ressentiments du seigneur de Barraux, confia le petit à une paysanne se rendant au marché de Grenoble. Ainsi André avait-il retrouvé sa mère.

Une action judiciaire fut aussitôt introduite devant le tribunal civil de l'arrondissement de Grenoble ; par l'organe de ses procureurs, Mlle P... demandait que son fils lui fût

confié et que le père indigne s'entendît condamner à payer une pension suffisante à l'éducation et à l'entretien de l'enfant jusqu'à sa majorité. Amar tenta « d'arranger l'affaire »; il offrit 150 francs par an... On remarqua qu'il ne s'était nullement inquiété de la disparition de sa victime, ni préoccupé de suivre les traces du fugitif. Pour tout le monde, il était évident qu'il avait tout tenté pour se défaire de ce rejeton embarrassant, dont, sans nul doute, il n'avait pas avoué l'existence à sa femme. Le jugement, rendu le 20 septembre 1800, donna pleinement gain de cause à la demanderesse : Amar était condamné à payer à Mlle P..., chargée par le tribunal de la garde de l'enfant, une somme annuelle de 800 francs. Il fit appel ! Sans succès.

Est-ce dépit de cette défaite ou fureur de savoir ses anciens collègues de la Convention se partager les honneurs, les titres et les places de la nouvelle cour qui se formait autour du Consul? Ou bien encore cherchait-il à échapper à quelque Némésis invisible qui le harcelait? Vers cette époque, il quitta Barraux pour une autre propriété qu'il avait à Jarrie, dans la vallée de la Romanche. La maison existe encore, quoique la disposition de ses abords ait été modifiée. Jadis un chemin public, supprimé aujourd'hui, passait au pied même de la terrasse et les paysans intrigués épiaient de cet endroit les allures étranges du châtelain à la mine sombre, au sujet duquel couraient de sinistres légendes. On l'apercevait rarement, et même, durant de longs mois, on ne le vit plus du tout : il fut atteint d'une maladie « qui offrait des caractères singuliers »; l'entrée de sa maison fut interdite à tout autre qu'à ses parents et à son médecin. On le disait en proie à une effrayante agitation et à d'atroces souffrances ; « on l'entendait, la nuit surtout, pousser des cris, de véritables hurlements, et chacun se demandait si ce n'étaient point là les manifestations d'une conscience bourrelée de remords ». Non. Peut-être revoyait-il, en effet, dans ses insomnies torturantes, le grand salon de l'hôtel de Brionne où il avait siégé avec Vadier, David, Voulland, Jagot, et le perpétuel mouvement des espions et des bandits dont ils dirigeaient l'épouvantable cohorte, et l'incessant défilé des malheureux que ses rabatteurs amenaient et qu'il écoulait vers les prisons ou vers l'échafaud. S'il pensait à ces choses, et il ne se peut pas qu'il n'y pensât point, c'était, non pour

s'en repentir, mais pour déplorer son aveuglement de s'y être complu ; elles avaient fait de lui pour jamais un maudit et le privaient des avantages dus à son mérite et à ses hauts services. C'était pour les autres qu'il avait travaillé, pour préparer le triomphe de cet aventurier que la France acclamait maintenant. Vers la même époque où Amar hurlait de rage dans sa maison de Jarrie, son collègue Chasles, compagnon de sa captivité au château de Ham, se trouvait, un matin de décembre 1804, parmi la foule enthousiaste attendant le passage du César que le Pape allait couronner à Notre-Dame ; fuyant ce spectacle abhorré, le républicain emportait son petit garçon auquel il disait en frémissant : « On couronne un empereur ! » A cent lieues de distance, pris du même émoi, Amar fuyait aussi : il mit en vente sa maison de Jarrie, et disparut.

Il y avait de la prudence dans ce plongeon : un nouvel âge commençait et l'atmosphère était insalubre aux Jacobins impénitents : un mot mal interprété, une lettre équivoque, une visite suspecte, un sourire douteux, c'eût été pour eux l'emprisonnement ou la déportation : il n'y avait qu'à se terrer et à se taire. Le fils d'un de ces hommes qui, après avoir exercé la tyrannie, la subissaient à leur tour, décrivit plus tard ce qu'était, en ces premiers temps de l'Empire, la maison de son père, républicain obstiné mais prudemment muet : « Des volets toujours fermés, une sonnette enveloppée de coton, des personnes qui marchaient sur la pointe des pieds, qui se parlaient bas, qui couraient à la porte, qui poussaient lentement un volet, qui l'entre-bâillaient, enfin qui avaient peur (1). » La Terreur, en effet, s'était retournée et les anciens conventionnels qui ne revêtaient pas la livrée impériale pouvaient sur eux-mêmes faire l'épreuve de ce qu'avaient enduré, au temps du Comité de Sûreté générale, les gens qui répugnaient à s'habiller d'une carmagnole et à coiffer le bonnet rouge. Amar mieux que tout autre : sa vie sera désormais semblable à cette demeure où tout est sourd, étouffé, obscur et aphone. Il vit en tapinois, parlant, écrivant, sortant de chez lui le moins possible. Nul indice de ses pensées, de ses occupations. Une telle sourdine est mise à son existence que la police elle-même semble ignorer sa présence à Paris. Sans doute elle le croit défunt : son décès a été

(1) Philarète Chasles, *Mémoires*, I, 12.

annoncé dans l'été de 1803 (1). Peut-être lui-même aura-t-il pris cette précaution afin de demeurer muet et oublié comme un mort.

C'est donc à Paris qu'il s'est enterré, l'endroit du monde où l'on peut le plus facilement dépister les curiosités importunes. Il habite, en 1810, rue Richer, numéro 22 (2). C'est là que, deux ans plus tard, il perdra sa femme et sa douleur s'épanche en une longue lettre dont il convient de citer, malgré leurs circonlocutions, de longs extraits, car c'est là le seul document, émanant d'Amar lui-même, qui permette, non point de pénétrer son âme, mais d'entrevoir les complications de cet inextricable dédale. Amar s'adresse à son frère auquel il annonce, avec plus d'un mois de retard, le deuil qui l'a frappé :

Paris, 30 mai 1812. A la poste le 31.

Depuis trente-huit jours, mon cher frère, un crêpe funèbre est jeté sur le reste de ma carrière.

Le 22 avril dernier, ma chère, ma tendre épouse, a expiré dans mes bras à 8 heures du soir. J'ai perdu l'amie la plus zélée, la plus chère à mon cœur, ma consolation, mon appui, l'espoir de ma vie entière.

Dieu prendra pitié de ma douleur profonde ; il me pardonnera mes gémissements, mes larmes. Lui seul peut me consoler puisque c'est lui qui me frappe ; et que de toutes les adversités que j'ai subies, c'est la plus douloureuse qu'il m'a réservée.

Dès le premier moment où j'ai été prévenu de la perte cruelle que j'allais faire, je ne lui ai rien demandé pour ma satisfaction personnelle ; mais toute sa miséricorde pour cette chère créature que j'ai tant aimée.

Non, elle n'est point morte ; elle est dans le séjour de la lumière où le bien et la vérité règnent sans mélange ; où elle était appelée par notre nature ; dont le mensonge et l'injustice, qui n'approchèrent jamais d'elle, ne la détourneront pas.

...Depuis longtemps la pensée consolante de la Providence de Dieu et de la vie future était la base de sa croyance que ses dispositions heureuses ne servirent qu'à fortifier, incapable de haine parce

(1) 3 juillet 1803. « Amar vient de mourir dans sa résidence près de Grenoble. Pendant les guerres d'Italie, il avait voulu faire mouvoir ses partisans ; mais la surveillance exercée sur eux les avait contenus. Depuis cette époque, il n'était survenu aucune plainte contre lui. » AULARD, *Paris sous le Consulat*, IV, 213.

(2) Archives de l'étude de Me Cottenet, notaire à Paris.

qu'elle ne savait qu'aimer... elle espérait n'être point confondue avec les méchants, les pervers... elle pensait encore que ce que l'on nomme la mort, parmi nous, était le commencement de la *vie réelle* et un bienfait de la Providence pour les êtres vertueux, tandis que les âmes putréfiées par le crime avaient tout à redouter au moment de ce passage...

Amar poursuit en relatant, dans les termes d'une mysticité inattendue, les circonstances du décès : « le ciel », « cette terre de désolation », « le séjour des bienheureux qu'elle allait habiter et où je retrouverai près d'elle le bonheur... ». Un ascète, un moine, un saint ne s'exprimeraient pas de façon plus édifiante. Certes toute douleur est vénérable et porte en elle son secret ; chacun pleure suivant sa nature et l'investigation sur de tels objets risquerait d'être sacrilège ; mais la forme même de ces périodes hiératiques, cette petite écriture si serrée, si nette, si soignée, si correctement alignée par toute la largeur de la page, ces renvois soigneusement numérotés, correspondant à des notes explicatives placées au bas du feuillet et séparées du texte lui-même par un double trait impeccablement tracé à la règle, tout cela sent si peu l'abandon, encore moins l'émotion, mais révèle, au contraire, une si déconcertante maîtrise, une si méticuleuse impassibilité, qu'on en arrive à suspecter la sincérité de ces phrases posément contournées.

Ému jusqu'au fond des entrailles, continue Amar, ne pouvant plus retenir mes sanglots, je m'abandonnai à toute ma douleur. Ma chère épouse... emporte la conviction intime de mon respect religieux pour sa mémoire, nos engagements inviolables... la certitude d'être pour le reste de ma vie l'objet le plus cher de mes invocations ; celui vers léquel je soupirerai jusqu'à ce que mon

Le reste de la lettre manque (1). Trois ans plus tard, à soixante ans, Amar se remariait. Le 6 mai 1815 était dressé, par-devant Me Camusat, notaire à Paris, le contrat de son union avec Mlle Louise-Françoise Colmant, célibataire majeure, fille de Pierre-Ferdinant Colmant, rentier, et de dame Jeanne Demasse, son épouse, habitant rue de Vaugirard. Ce

(1) Le feuillet subsistant porte cette annotation : « cette lettre est écrite par Amar, député à la Convention nationale ; elle m'a été remise par Mme de Tardivy (ou Pardivy), sa nièce, qui a voulu conserver le deuxième feuillet. » Signature illisible. Communication de M. Pierre Bessand-Massenet.

contrat stipulait la séparation de biens et la donation réciproque entre les époux, de tous leurs biens, meubles et immeubles, sans énumération (1). L'ex-conventionnel qui, sans doute, avait quitté la rue Richer après le décès de sa première femme, habitait la maison portant alors le numéro 22 de la rue Cassette. Il occupait là, au troisième étage, un appartement dont les fenêtres ouvraient sur d'immenses « jardins », évidemment ceux du couvent des Carmes, où, sous l'herbe d'un puits comblé, blanchissaient les ossements des 115 ecclésiastiques massacrés en septembre 1792. Amar rêvait devant cet horizon tragique : car c'était un contemplatif. Son ancien collègue, l'ex-conventionnel Chasles, qui habitait à l'Estrapade, lui envoyait souvent son fils, le jeune Philarète, qui consigna en des pages bien connues, presque fameuses, le récit de ces visites. Elles dataient de la Restauration, d'une époque très voisine par conséquent du second mariage d'Amar. Celui-ci recevait volontiers le jeune Philarète Chasles qui comptait alors quinze ans et cet adolescent, fort instruit par son père des choses de la Révolution, regardait avec ébahissement celui qui avait été « le Tigre des Comités ». Il n'en revenait pas que cet homme, si doux et mélancolique, eût pu jouer un rôle de premier plan dans les tragédies de l'an II. « Cette grande figure pâle, ces cheveux blonds blanchissant, cette tête penchée qui semblait suspendue entre la rêverie et le calcul, cet œil bleu, effacé et mystique, sans rayonnement extérieur, replongeant, pour ainsi dire, tous ses rayons en dedans, laissaient dans l'âme et dans l'esprit une impression indécise et vague qui n'était pas sans solennité et sans terreur. »

Amar avait conservé ses goûts d'élégance ; « ses anciennes habitudes de trésorier du roi et d'homme du monde avaient laissé des traces évidentes dans son langage et dans ses mœurs ». Ses vêtements, comme autrefois de couleur claire, dans les beaux jours un habit chocolat et un superbe gilet de bazin blanc, s'ajustaient « aux manchettes les mieux brodées et au jabot le mieux plissé ; un gros diamant étincelait à l'un des doigts de la main gauche, et il le faisait jouer

(1) « Toutefois le futur époux se réserve de disposer du tiers de ses biens par testament ou donation entre vifs au profit de qui lui semblera et de créer ou de constituer une rente viagère de 4 à 600 francs sans retenue ; mais si ces conditions n'avaient pas lieu, la future épouse recueillera sans réserve l'universalité des biens. » (Archives de l'étude de Me Cottenet, notaire.)

avec une certaine coquetterie qui sentait son financier. » Dans son cabinet simple et d'une propreté minutieuse, un grand Christ noir était suspendu au mur; Amar méditait en présence de cette image. Il produisait sur son jeune visiteur l'effet « d'un solitaire timide »; ses émotions ne se manifestaient que « par une certaine dilatation de la prunelle et par une légère et subite rougeur ». Jamais il ne se fâchait, jamais il ne contredisait, il parlait presque à voix basse.

Un jour, Philarète Chasles le trouva arpentant sa cellule à grands pas, voûté, songeur, les bras derrière le dos. Amar s'arrêta, regarda l'enfant avec un singulier sourire de commisération, lui posa sur les épaules ses deux mains fines aux ongles roses, et, le regardant fixement : « Pauvre petit, dit-il, pauvre âme! » Puis, étant allé fermer mystérieusement la porte dont il poussa le verrou, il le fit asseoir devant un gros livre ouvert sur son pupitre : « Allons, lisez. » C'était la *Jérusalem nouvelle* de Swedenborg, « le plus mystique des livres mystiques ». Amar mettant sa main étendue sur le volume : « Voici le grand livre, jeune homme, voici le maître. La génération présente ne le comprend pas. Heureux nos enfants s'ils l'écoutent. C'est lui qui a dirigé ma vie; c'est le seul explicateur des mystères chrétiens..., c'est le grand révolutionnaire. »

Alors le farouche Amar se jeta dans un large fauteuil et resta longtemps silencieux, comme en extase : le Christ d'ébène étendait ses bras en face de lui sur la muraille. Philarète lisait à haute voix la description des anges du troisième ciel et de leur vie bienheureuse, telle que Swedenborg l'a vue et étudiée de ses propres yeux. « Ah! soupira Amar en se levant de son fauteuil d'un mouvement brusque qui ne lui était pas ordinaire; voilà ce que les hommes seraient devenus si nous avions été jusqu'au bout, si nous avions osé... Mais, ajouta-t-il en baissant la voix d'un ton de conviction, froide à faire trembler, nous n'en avons pas assez fait... et j'en demande bien pardon à Dieu! »

Si la littérature n'a pas faussé les souvenirs de Philarète Chasles, si ces paroles sont exactement rapportées, Amar était fou, on n'en peut douter. Celui qui s'était servi de Maillard et de Héron, des prisons et du tribunal de Fouquier-Tinville pour procurer à ses contemporains les délices séraphiques; celui qui faisait des visions de Swedenborg le guide

de sa vie politique, avait manifestement perdu la raison. Ce serait une explication. Mais n'est-il point téméraire de se prononcer? A-t-on le droit de juger d'après le peu que l'on sait? Quelques dates, une dizaine de discours, des faits sans cohésion et qui nous sont présentés peut-être avec partialité, cela suffit-il à explorer la profondeur d'une âme et à en découvrir le secret? N'est-ce point un leurre de s'appliquer à réveiller la pensée des morts et à scruter leur conscience éteinte? Peut-on seulement imaginer ce qu'éprouvait un homme tel que celui-ci quand, de son troisième étage de la rue Cassette, il voyait, en juin 1815, flotter à toutes les fenêtres des maisons environnantes, au clocher des églises, au faîte des monuments, le drapeau blanc de la vieille France à laquelle il avait porté de si rudes coups sans parvenir à la tuer; quand les cloches unissaient leurs voix majestueuses ou grêles pour célébrer la rentrée du roi, quand, du fond des rues, montaient des chants royalistes et les échos de l'allégresse populaire, quels étaient ses impressions, ses retours sur sa vie passée? Quelles angoisses au souvenir de ses cruautés inutiles, de tout le sang, de toutes les larmes qu'il avait fait verser, sans autre résultat que d'assurer plus éclatante la restauration du vieux monde qu'il prétendait abolir. Quelle sera maintenant la fin de son existence manquée? Les Bourbons vont sans doute user de représailles et s'ils ont la faiblesse d'observer pieusement le pardon inscrit au testament du roi martyr, l'ancien membre du Comité échappera-t-il aux vengeances particulières qui le guettent depuis vingt ans? Les orphelins qu'il a faits ont maintenant l'âge d'homme et il ne se trouverait pas en France une cour d'assises pour condamner celui qui tuerait Amar.

Eh bien! non; rien ne menace. Quand, au début de 1816, est votée la loi qui exile les régicides, Amar n'est pas inquiété; elle frappe seulement ceux d'entre eux qui, lors du retour de Bonaparte, ont accepté les constitutions de l'Empire; beaucoup ont été invités à donner leur adhésion et l'ont fait, croyant acquérir ainsi des droits à la quiétude. Amar, lui, n'a rien signé, nul ne l'ayant sollicité, peut-être. Quel gouvernement ne serait déshonoré de compter ce réprouvé au nombre de ses partisans? Il n'aura donc même pas les honneurs de la proscription; il est à ce point dégradé et honni que non seulement la Restauration le juge inoffensif, mais qu'elle tient à le conserver comme un spécimen

précieux de l'aversion et du mépris que peut accumuler sur soi l'un des grands hommes de la Révolution. Les mouchards chargés d'enquêter sur les anciens conventionnels le considèrent eux-mêmes comme ne valant pas d'être signalé ; les rares notes qu'on retrouve aux dossiers de la police sont insignifiantes : « Le farouche Amar demeure rue Cassette : il n'a point signé l'acte additionnel ; il n'a exercé aucune fonction depuis la Révolution ; il vit fort retiré, voit fort peu de monde ; il reçoit quelquefois M. Dandeleux, graveur... » Il n'a pas un ami ; il semble qu'il ne connaisse personne ; son fils auquel, depuis bien longtemps, il a cessé de s'intéresser, est maintenant âgé de vingt-huit ans ; il occupe un emploi dans l'Administration des Forêts ; Mlle P... vit toujours à Grenoble ; mais Amar ne songe plus ni à l'une ni à l'autre ; toute sa fortune passera à la femme qu'il vient d'épouser. Et, dans cet oubli noir et ce délaissement absolu, il mourut le 23 décembre 1816, à neuf heures du soir, presque clandestinement. Pas trace d'un service funèbre à Saint-Sulpice, paroisse de son quartier ; son beau-père, M. Colmant, et un horloger de la rue de Vaugirard déclarèrent à la mairie du onzième arrondissement le décès « d'André Amar ex-législateur, ex-trésorier de France » ; sauf ces deux témoins, personne ne dut suivre le corps jusqu'au cimetière, car l'événement passa à ce point inaperçu que trois mois plus tard seulement les journaux annonçaient la fin de l'ex-conventionnel (1).

G. Lenôtre.

(1) *Le Constitutionnel*, 4 mars 1817 : « Tous les journaux répètent les uns après les autres que l'ex-conventionnel Amar *vient* de mourir à Paris. Quelques-uns en prennent occasion pour lui faire charitablement un petit extrait d'oraison funèbre. Nous nous bornerons à rappeler que la nouvelle est un peu vieille, elle a bientôt trois mois de date. »

Politique allemande, Politique rhénane.

Pas de paix durable sans une politique allemande ; pas de politique allemande sans une politique rhénane : tels sont les deux axiomes que je voudrais analyser dans la réalité des faits.

I

Par politique allemande, il faut entendre une action tendant à modifier, dans un sens déterminé, la vie intérieure du peuple allemand.

Pourquoi faut-il la modifier? Dans quelle mesure l'a-t-elle été par les Alliés? par les Allemands?

Je ne referai point le parallèle classique, entre la forêt marécageuse de Germanie et les plaines encadrées de l'Occident, — entre le culte de la Loi et le culte du Chef, la notion de *res publica* et la notion d'*homme lige*, — entre l'image de la Cité et la silhouette du Burg ; — entre une vie sociale, spontanée, variée et inventive, dominée, comme l'a dit von Bülow, par les « besoins psychiques » et une vie grégaire, passive, disciplinée et imitative — dominée, comme l'a reconnu von Bülow, par les « besoins matériels » ; — entre

une civilisation chrétienne, sensible aux réalités de l'esprit, qui a fourni à l'Europe les rêveurs de paix éternelle, et une civilisation païenne, docile aux réalités de la vie, qui a fourni au monde les théoriciens de la guerre éternelle ; — entre l'évolution sédimentaire des sociétés occidentales et l'histoire cataclysmique des peuples allemands, — entre le sens romain de la Loi et la religion germaine de la Force.

Je ne rapprocherai pas davantage les jugements latins éternellement vrais, *æternum discordans*, *adversus hostem*, *æterna duplicitas*, des mots allemands, douloureusement vrais : le culte du poing, la joie de la destruction.

Il est impossible cependant de ne point rappeler la formule de von Bülow : « C'est dans l'ouest et dans le sud de l'Allemagne qu'a été formé l'esprit allemand ; c'est en Prusse qu'a été formé l'État allemand. » Quel mot lumineux, dont les pages qui suivent ne seront que le long commentaire. Par-dessus les Alpes et le Rhin, depuis deux mille ans, sont passés en Germanie : la loi romaine et le christianisme gaulois, l'image de la cathédrale et la règle de l'abbaye, le latin de Charlemagne, et les chansons de gestes, la lumière de la Renaissance et le français de Louis XIV, le décor du dix-huitième siècle et la politique de ses philosophes.

De l'étranger, encore, mais cette fois et du Nord et de l'Orient, ces peuples, qui ne formaient point une nation, ont reçu l'armature d'un État. Et quel État !

Celui dont un de ses maîtres, l'historien Treitschke, écrivait : « Dans les sables des Marches ne naquit jamais aucun saint. Dans les rudes cours des Margraves ascaniens, on n'entendait point chanter des *Minnesänger*. Les moines diligents s'efforçaient davantage de conquérir la réputation d'habiles agriculteurs, que de gagner les lauriers de l'artiste et du savant. Les bourgeois des villes menaient l'existence la plus grossière, au milieu de leurs rudes travaux... Les riches forces spirituelles de l'Église romaine, dans ce peuple d'hérétiques avérés, ne purent jamais prendre racine. Là, ne chanta aucun Tasse, aucun Calderon. Ici, ne peignit aucun Ribera, aucun Murillo. Presque aucun de ces ventres paresseux de moines allemands ne rivalisa avec le zèle scientifique des dignes Pères de Saint-Maur (1). »

(1) *Deutsche Geschichte*, t. I, p. 20, 25.

Cet État est celui dont les Allemands du Sud disent qu'il n'exige de ses sujets que trois vertus : payer les impôts, servir en caserne, et clore le bec ; — celui dont Bismarck résumait le réalisme sec et dur, rigide et grossier, dans la formule célèbre : « Voyez-vous, la Prusse, c'est comme un gilet de flanelle, c'est désagréable d'abord, ça gratte, mais c'est chaud et cela tient bien à la peau » ; — celui dont Tocqueville écrivait que sa durée lui apparaissait comme la plus sérieuse objection contre l'existence d'une divinité providentielle.

Or, cet État a imposé au peuple allemand une armature politique, après avoir, par une déformation mentale, préparé les esprits à la subir passivement.

*
* *

Cette déformation est l'œuvre des historiens, mobilisés au lendemain de la fondation de l'Université de Berlin, dès le 10 janvier 1819, par Stein. Depuis la mort de Napoléon Ier jusqu'à l'avènement de Guillaume II, ce bataillon de grenadiers scientifiques, dirigé par les Niebuhr, Rank, Sybel, Mommsen, Treitschke, a effectué une triple tâche : prussienne, belliqueuse et gallophobe.

Ils ont écrit l'histoire du point de vue prussien ; recherché les faits qui pouvaient servir l'influence prussienne ; soutenu les thèses qui devaient préparer l'hégémonie prussienne. Simultanément, ils ont prêché le culte des hommes représentatifs et l'existence d'individualités ethniques, le fatalisme des évolutions collectives et la prépondérance des facteurs économiques. Chacun de ces rêves n'était qu'un argument en faveur de la mission allemande du peuple prussien, « noyau nécessaire de la future cristallisation germanique ». Seul de tous les Allemands, il possède, grâce à sa dynastie, une administration, des écoles, une armée. Les Hohenzollern seront les Capétiens des temps nouveaux.

Mais les nations sont nées de la guerre. Le sang est un ciment nécessaire. La victoire reste une sanction légitime. L'unité sortira de la bataille. Et ces universitaires de répéter avec Herwigh : « Assez d'amour comme cela : essayons maintenant de la haine. » Et les historiens de la Prusse n'écrivirent que des chants de haine.

Pendant longtemps, la France les inspira tous. Il ne s'agis-

sait pas seulement d'une revanche contre Louis XIV et Napoléon Ier. Les raisons de cette gallophobie étaient plus profondes. « Les Allemands, a dit Heine, sont plus rancuneux que les peuples d'origine romaine. Cela vient de ce qu'ils sont idéalistes jusque dans la haine. Nous haïssons chez nos ennemis ce qu'il y a de plus essentiel, de plus intime : la pensée. » Ces caporaux de l'histoire haïssaient, dans la pensée française, un obstacle à l'influence prussienne. L'opposition entre les deux cultures leur apparaissait comme irréductible, sur tous les terrains et sous toutes les formes : les idées de la Révolution et la féodalité des Hohenzollern, une libre atmosphère et un caporalisme rigide, le culte de l'esprit et la religion de la chair, un individualisme inventif et une force grégaire.

Plus encore que les philosophes, adversaires du romantisme religieux, les David Strauss, Buchner, Moleschott, — ces historiens ont complété l'œuvre politique des Hohenzollern par une action intellectuelle marquée des mêmes caractères : unitaire, belliqueux et matérialiste. Deux armatures, mentale et politique, furent ainsi solidement forgées, au prix d'un demi-siècle d'efforts. Elles ont rendu possible une troisième : l'armature économique.

*
* *

L'État prussien, en réalisant son objectif politique, bouleversa la vie matérielle du peuple allemand. L'unité coïncide avec l'usine. L'industrie naît de la victoire ; elle lui doit des débouchés, plus encore que des capitaux ou des minerais. La Prusse, en créant la nation, donne à cet essor un cadre, frontières et administrations, des rouages, rails et fils. Cet État, maître de la vie politique du peuple unifié, devient le régulateur de la vie économique. Enfoncé dans les terres polonaises et appuyé sur les terres rhénanes, il était prédisposé à servir d'arbitre dans les conflits qui pourraient mettre aux prises l'Ouest industriel et l'Est agricole.

Mais il y a plus. La mentalité prussienne facilite l'adaptation du tempérament national à la vie industrielle. Cette adaptation est aussi importante que la richesse du sous-sol ou la profondeur des voies d'eau. Or, l'administration, la caserne et l'école prussienne développent cette exacti-

tude laborieuse, la passivité grégaire, le réalisme scientifique, qui ont assuré la prospérité des usines germaniques. Si l'ouvrier allemand excelle dans la fabrication en série ; si l'employé allemand manie mieux qu'un autre la boîte à fiches ; si l'ingénieur allemand réussit supérieurement dans l'espionnage commercial ; si l'industriel allemand subit sans effort la discipline du kartel, cette adaptation est bien plus l'œuvre de la Prusse que celle de la race.

La concordance entre l'évolution morale, politique et économique a été telle que l'essor industriel, conformément au caractère de la civilisation germaine, a revêtu une forme cataclysmique. Les usines poussent comme des champignons. Les maisons jaillissent du sol par blocs entiers. Les courbes des statistiques se redressent avec une vertigineuse rigidité : six ans (de 1893 à 1900) suffisent pour naître, grandir et vaincre. Il y a dans cette poussée quelque chose d'artificiel, de démesuré, d'anormal, de très prussien.

Cette industrie est centralisée à la prussienne. La nature s'y prête. Les richesses minières sont concentrées. Les ports naturels restent rares. Les circonstances l'exigent. Créés tout d'un coup, ces rouages peuvent porter au plus haut point de perfectionnement le travail en série et la production par masses. Cette centralisation existe dans les banques comme dans les industries. Aux *consortium bureaux* répondent les *kartels*. L'État resserre encore l'armature par sa collaboration quotidienne, administrative, ferroviaire et diplomatique et souvent par son contrôle direct. Il pénètre dans les kartels et finit par les dominer.

Cette industrie est conquérante à la prussienne. La nature s'y prête. Elle a dessiné, dans la direction qui convenait, le cours des fleuves profonds. Campées au centre de l'Europe, les usines peuvent combiner leurs attaques, avec autant de sécurité que les armées du roi de Prusse. Un avantage militaire est devenu une supériorité commerciale. Mais il y a plus. L'engrenage de la production en série tourne avec une vitesse croissante, qui appelle un rythme croissant dans les débouchés commerciaux. Cette industrie n'est pas seulement exportatrice, mais conquérante. Elle ne vend pas : elle pénètre. Elle force les douanes : le *dumping*, renforcé par les primes à l'exportation, est une arme de guerre. Ces usines imposent à l'étranger leur participation et disciplinent ses conseils d'administration. Elles interviennent

dans la vie intérieure des États libres. La *Badische* subventionne les campagnes de la presse parisienne, pour le maintien du pantalon rouge dans l'infanterie française.

Cette industrie est belliqueuse à la prussienne. Elle s'est servie de la victoire pour naître. Elle devait se servir de la guerre pour durer. La crise des débouchés entraîne outre-Rhin des répercussions particulièrement profondes. Elle ne provoque pas seulement une extension dans le chômage et une gêne dans le ravitaillement mais encore une panique dans les banques. L'utilisation des dépôts, l'abus du crédit et l'absence de tout amortissement, obligent les capitaines de l'industrie, en cas d'un arrêt prolongé dans les commandes, à recourir, pour forcer les barrières, écouler les produits et rémunérer leurs capitaux, à l'artillerie lourde et aux gaz asphyxiants. C'est ce que firent en juin 1914 les magnats du fer et de l'acier : dans une réunion secrète, ils reconnurent que la ruée des tribus germaniques vers l'Ouest pouvait seule briser des concurrences dangereuses et éviter la faillite financière. Il faut annexer les mines de Briey, noyer les puits de Lens et détruire les tissages du Nord.

Et le Kaiser, maître souverain de la guerre et de la paix, cède d'autant plus volontiers à l'appel d'une industrie dont il est le royal actionnaire, qu'il voit dans la Victoire certaine l'occasion providentielle de redorer son prestige défraîchi et d'enrayer la poussée ouvrière, d'unifier la Prusse qui craque et de resceller l'Empire qui branle.

II

Cette triple armature, morale, politique et industrielle, tend vers la guerre et pour la guerre toutes les forces de l'Allemagne unifiée. Si cette armature reste intacte, la paix reste précaire.

Dans quelle mesure a-t-elle été modifiée par les Alliés, par les Allemands?

La vision de la Germanie prussianisée, matérialiste et industrielle, étendant ses tentacules d'acier, au bruit des marteaux-pilons, sur une Europe asservie, a-t-elle été tou-

jours présente à l'esprit de tous les négociateurs? Une autre image n'a-t-elle point reparu dans bien des esprits : la France napoléonienne, « dont l'âme chantait dans les clairons d'airain », maîtresse du Rhin asservi et de l'Allemagne encerclée, promenant ses armées empanachées, au son des fanfares, à travers l'Europe domestiquée? Cette vision ancienne n'a-t-elle pas chassé l'autre plus récente et moins enracinée? Les Alliés ont-ils une politique allemande précise dans ses objectifs et logique dans ses applications?

Certes, les Alliés ont affaibli l'impérialisme industriel, confisqué colonies et bateaux, liquidé comptoirs et placements à l'étranger, neutralisé les voies d'eau, saisi les potasses d'Alsace, le fer de Lorraine, le charbon de la Sarre. John Maynard Keynes, interprète d'une idéologie économique, a versé des larmes et noirci des pages : les usines allemandes sont mortes. Elles ripostèrent aux Alliés par une démonstration du *dumping* (1920-1921), qui aurait dû rassurer J. M. Keynes sur leur vitalité. L'augmentation des bras, l'accroissement de l'outillage et la hausse des exportations démontrent que cet organisme reste formidable : la pléthore de la houille suffit à compenser toutes les pertes et à permettre tous les espoirs. Certes, l'indemnité est un rude boulet, qui peut gêner les mouvements et ralentir l'essor. Mais est-il solidement rivé?

Les Alliés ont affaibli l'impérialisme moral, non seulement en réduisant les effectifs armés et en neutralisant des terres allemandes, mais surtout en supprimant le service obligatoire. Ils ont fait ce jour-là, sur l'initiative de M. Lloyd George, un acte important de politique allemande. Ils ont brisé un moule, une discipline, un idéal. Mais cette mesure a-t-elle été efficace? Elle ne le sera que dans un demi-siècle, lorsque les associations de vétérans seront dissoutes, faute de vétérans, et si les associations de sports ne deviennent pas des centres d'instruction. Il est plus facile, en Allemagne que partout ailleurs, de camoufler un service obligatoire : l'école n'est qu'une caserne. A l'église, les fillettes font le demi-tour en trois temps, pour faire face vers l'autel ou vers la chaire. Cette interdiction était-elle suffisante? L'armature subsiste. Il fallait la briser à jamais, et pour cela, morceler l'armée professionnelle entre les divers États et grouper ses unités sous des commandements locaux. Sinon, le cadre, vissé de Berlin et par Berlin, survit. Il sera d'autant

plus prussien, que les effectifs seront plus restreints. Et voici que le grand état-major, tout de noir habillé, se réunit dans un bureau d'études économiques, occupe ses loisirs à inventer une nouvelle encre invisible et un chiffre indéchiffrable.

Les Alliés ont affaibli l'impérialisme politique, en faisant payer à la Prusse les frais de la guerre. C'est à ses dépens qu'ont été effectuées, à l'Ouest comme à l'Est, les cessions territoriales, qu'exigeait la justice. Elle est coupée en deux par le couloir de Dantzig. Les deux bras de la pince tchéco-polonaise l'enserrent. Mais cette double pression sera-t-elle simultanée et constante? Il existe, à l'Est, et peut-être ailleurs, des leviers dont Berlin saura jouer, pour dénouer cette étreinte. D'ailleurs, si la Prusse est réduite de 350 à 275 000 kilomètres carrés et de 40 à 34 000 000 d'habitants, elle représente encore 62 pour 100 du territoire (444 000 kilomètres carrés) et 57 pour 100 de la population allemande (60 000 000).

Cette politique allemande est insuffisante : elle n'assure pas la transformation nécessaire aux trois points de vue politique, moral et économique.

* * *

Il fallait d'abord compléter ces dispositions du traité par une action sur le Rhin.

Réaliser l'annexion des terres rhénanes? Pas un Français sensé ne l'a demandé. Réaliser un affranchissement intégral? Le gouvernement français a proposé aux Alliés d'élever l'État tampon, qui rendrait impossible le renouvellement des chocs et le retour de l'invasion. Les deux notes du maréchal Foch (27 novembre 1918 et 10 janvier 1919), le mémoire d'André Tardieu (25 février) figureront au grand livre de l'histoire de France. Cette proposition n'avait, à cette date et sous cette forme, aucune chance d'être acceptée par l'Angleterre. L'autonomie rhénane, complément nécessaire de la neutralisation militaire, eût été accordée, si elle avait été demandée, avant la fin des hostilités, en échange de concessions coloniales, au cours d'un débat sur l'accord préalable, préface de tout congrès, par la France et la Belgique, dans une seule et même note.

Cette politique rhénane complétait la politique allemande timidement esquissée par les Alliés.

Elle affaiblit l'impérialisme politique. La Prusse subit une nouvelle réduction de 38 000 kilomètres carrés et de 5 500 000 habitants. Elle ne représente plus que 248 sur 444 000 kilomètres carrés et 28, sur 60 000 000 d'habitants. Elle ne constitue plus une majorité. Elle n'est plus qu'une minorité au sein d'une république équilibrée. L'Orient cesse de diriger les Allemands. L'Ouest et le Sud deviennent les centres de l'impulsion. L'œuvre de 1866 et de 1871 est détruite. Une autre commence. L'Allemagne n'est plus désaxée. Elle rentre dans le cadre de la civilisation occidentale.

Cette politique rhénane affaiblit l'impérialisme militaire. J'irai même plus loin. L'exécution des clauses du traité reste illusoire, si cet objectif n'est point réalisé. La neutralisation militaire, sans l'autonomie rhénane, est chimérique. Une armée de fonctionnaires prussiens peut, en toute sécurité, dresser la jeunesse, cacher des munitions, grouper les vétérans. Au mois de mars 1921, Berlin expédiait en Rhénanie cent vingt fonctionnaires nouveaux : ils étaient tous des officiers de l'active. Le désarmement militaire, sans l'autonomie rhénane, est inefficace. Un État prussien constituera une barrière opaque, qui masquera aux regards affaiblis d'un Occident discret les préparatifs secrets de l'Orient rapace. Une seconde Bavière serait un observatoire commode. Elle laisserait filtrer la vérité. Le désarmement moral, sans l'autonomie rhénane, est impossible. On oublie trop que ces terres prussianisées ont été l'un des berceaux de l'impérialisme agressif. Dans les cercles protestants rhénans est né le libéralisme national, qui fut prussien, anti-catholique et gallophobe. Hanseman, von der Heydt, de Seybel, ces pionniers d'un sanglant unitarisme, sont des Rhénans. L'Université de Bonn fut une citadelle de l'esprit prussien. Au cours de la guerre, Goerres, un Rhénan, voulait séparer l'Allemagne de la France par une forêt vierge, peuplée d'aurochs farouches. Les deux romancières pangermanistes, Nancy Lambrecht et Clara Viebig, sont nées l'une à Aix-la-Chapelle, l'autre à Trèves. Une contre-offensive intellectuelle est nécessaire. L'autonomie la rend possible.

Elle permet, enfin, d'affaiblir l'impérialisme industriel. Ici encore, on oublie trop le rôle capital joué par la Rhénanie dans la formation de cette arme de guerre. L'industrie conquérante est née de l'union de l'Ouest et de l'Est, sous le sceptre et l'arbitrage des Hohenzollern. Ils surent faire

rémunérer l'un et accepter l'autre. La première banque industrielle fut fondée à Darmstadt. Le premier kartel est d'origine rhénane. Thyssen est Rhénan. Krupp et Stinnes ont, avec ces terres, des liens nombreux. La *Badische* est rhénane. L'autonomie politique brise cette solidarité, morcelle ce bloc, oriente vers l'Ouest.

* * *

Cette politique rhénane elle-même ne suffisait pas pour rompre d'une manière durable, je ne dis point à jamais, — car jamais et toujours sont des mots vides de sens, dont les hommes se servent pour bercer leurs illusions, — la triple armature de l'impérialisme prussien. Refuser de traiter avec les Hohenzollern ne suffisait même pas. La guerre de 1914 n'est pas l'œuvre d'un homme, mais d'une caste, qui est représentée à tous les degrés de la hiérarchie sociale. Cette caste, il fallait la frapper à mort, — refuser de traiter avec ses mandataires et acheter, au prix de certaines concessions, un renouvellement dans le personnel et un changement dans les mœurs.

Utopie, dira-t-on. — Pourquoi? — Une impulsion venue du dehors, cette atteinte portée à la fierté germanique eussent échoué. — Pourquoi? — Cette initiative était conforme aux traditions politiques du peuple allemand. Il a reçu ses dynasties de l'étranger. Elles ont régné du dehors. Cette intervention était conforme aux caractères du peuple allemand. Il a le sens des réalités tangibles. Il a le don de l'imitation exacte. Il a le culte de la pédagogie armée. — Mais, dira-t-on, pareille tâche était impossible sans un effort allemand. Or, la démocratie allemande n'existe pas. Rien n'est moins exact. Cet effort allemand, il s'est produit. Cette démocratie allemande, elle a tenté de naître.

III

Feuilletez la Constitution du 11 août 1919.

Deux faits prouvent que l'impérialisme politique est, par elle, affaibli.

La féodalité impériale disparaît. La souveraineté popu-

laire ne s'incarne plus ni dans une assemblée de princes confédérés (*Bundesrat*), qui avait des pouvoirs législatifs supérieurs à ceux de l'assemblée des députés élus (*Reichsrat*), — ni dans un monarque héréditaire, qui choisissait le chancelier, assisté de fonctionnaires, pouvait le maintenir contre la volonté du parlement, déclarait la paix ou la guerre, sans son intervention, réglait les affaires militaires, sans contreseing. Aujourd'hui, la souveraineté s'incarne dans le peuple. L'assemblée des États, formée des délégués des gouvernements (une voix par un million d'habitants), n'a plus le droit d'empêcher ni le dépôt, ni la promulgation des lois. Elle participe à l'activité législative et vise les décrets réglementaires. Le président du *Reich*, élu par le peuple, peut être déclaré déchu par le peuple, sur la proposition du parlement. Il est responsable pénalement et civilement. Il ne peut rien signer, sans le contre-seing ministériel. Le droit d'initiative légale et réglementaire est, de par la Constitution, confié au conseil des ministres. Le chancelier est, en droit, renversé par un vote et, en fait, désigné par les « fractions » du parlement.

La Constitution de 1919 réduit l'hégémonie de la Prusse. Dans l'assemblée des princes (*Bundesrat*), elle disposait de 21 voix sur 61. Quatorze suffrages suffisaient à assurer le rejet d'une réforme constitutionnelle. Elle avait le monopole de la présidence et un droit de veto. Elle bénéficiait, en outre, d'un privilège dans les commissions. La loi constitutionnelle de 1919 l'a supprimé : aucun pays ne peut désormais y avoir plus d'une voix. Le président de l'Assemblée des États (*Reichsrat*) a perdu son droit de veto. Et si la Prusse conserve 22 voix sur 55, la moitié de ces 22 voix revient aux administrations provinciales. Berlin devait, avant le 1er juillet 1921, faire voter la loi nécessaire à cette répartition.

Dans le *Reichstag*, la Prusse jadis disposait de 236 sièges sur 397. Certes l'affranchissement de la Posnanie et de l'Alsace-Lorraine a réduit ces chiffres, mais ces libérations ont accentué l'homogénéité d'une délégation, qui conserve la majorité. Seuls des remaniements territoriaux pourraient mettre fin à cette prédominance. Preuss jugeait impossible cette coexistence de deux États et voulait morceler la Prusse. Une transaction intervint. Aucune modification territoriale ne pourrait être imposée par voie de plébiscite, avant

le 11 août 1921 (1). Ni le Hanovre, ni la Rhénanie ne connurent les faveurs accordées au pays de Thuringe et promises à la Silésie, sous la forme d'une large décentralisation.

Et, une fois de plus, nous sommes ramenés à la politique rhénane, — condition et garantie de la libération allemande.

*
* *

La Constitution du 11 août 1919 a voulu détendre l'armature, que l'impérialisme moral faisait peser sur l'esprit allemand.

Elle constitue un acte certain d'affranchissement politique. Certes, le *Reichstag* était jadis élu au suffrage universel. Mais la loi l'étend à tous les électeurs et aux deux sexes ; le réalise sous la forme du scrutin de liste, avec répartition automatique des restes ; le complète par l'institution du referendum et le droit d'initiative. La Constitution engage même le *Reich* dans la voie du gouvernement direct : le peuple est appelé à trancher certains conflits entre les *fractions* du parlement, entre le président et le parlement, entre le Reich et les États.

D'autre part, un idéalisme moral, qui n'a rien de prussien, marque certains chapitres de la charte constitutionnelle. « Les droits fondamentaux ne doivent pas être seulement la pierre de l'édifice : ils doivent être le pain qui fera vivre la Constitution. » Une déclaration des droits est complétée par une déclaration des devoirs. La loi définit le travail, rappelle que « propriété oblige », insiste sur le rôle du foyer familial. Si l'indépendance des fonctionnaires est assurée, leur responsabilité pécuniaire est prévue.

Tout cela est fort intéresssant. Ce code mériterait d'être mieux connu. Mais il est d'une date trop récente, pour ne point conserver quelque fragilité. Un contact plus étroit avec les peuples libres de l'Occident est nécessaire, pour empêcher cette plante délicate d'être étouffée par un soudain réveil du matérialisme prussien. Ici, encore, une Rhénanie affranchie doit servir de lien et assurer le contact.

La loi du 11 août 1919 a-t-elle laissé intact l'impérialisme industriel?

(1) Le délai vient d'être prolongé : voir l'*Opinion* du 26 août 1921.

Avant de répondre, il faut préciser. L'activité industrielle n'est pas toujours une force belliqueuse. Elle l'est, dans la mesure exacte où l'équilibre intérieur est rompu : l'équilibre entre la production agricole et la production industrielle, entre la fabrication et la consommation d'objets ouvrés. Cette double rupture avait été rapide et croissante. Ses conséquences furent d'autant plus violentes, que les industries étaient moins morcelées. Et j'ai dit de quel poids les kartels pesaient sur les décisions de la *Wilhelmstrasse.* La Constitution l'a-t-elle libérée de cette tutelle impérialiste?

Peut-on considérer comme un affranchissement l'article 155 et la loi du 4 février 1920 sur les conseils d'entreprises? La participation des salariés à la gestion des affaires a pour résultat de les associer à l'angoisse périodique des débouchés nécessaires. Pourquoi les angoisses, éveillées par les crises générales et par la concurrence étrangère, exerceraient-elles, au sein du même conseil, une action moins belliqueuse sur les chefs d'industrie que sur la main-d'œuvre? Elle peut, moins que personne, ajourner les bénéfices rémunérateurs et attendre les beaux jours, avec sérénité et sans colère.

D'autre part, l'article 156 et les lois des 22 mars et 19 avril 1920 ont socialisé les mines de houille et de potasse. Cette étatisation n'a rien, outre-Rhin, de révolutionnaire. Elle constitue le terme logique d'une évolution, dont l'institution des kartels et la participation de l'État constituent les deux premiers stades. Cette formule crée une solidarité complète et une centralisation rigide. Elle accroît ainsi les répercussions diplomatiques, qu'entraînent, tôt ou tard, les oscillations du baromètre commercial. Les crises économiques exercent une action psychologique plus profonde, sur une industrie bloquée, que sur une industrie décentralisée.

L'article 156 enfin constitue, au-dessus des conseils économiques de *Cercles*, un conseil national économique. Trois cent vingt-six membres y représentent l'industrie, l'agriculture, les finances, les transports, les carrières libérales. Il pourrait être l'organe qui régularisera la vie économique, le balancier qui maintiendra l'équilibre, l'arbitre qui empêchera toute dictature. S'il continuait l'effort heureusement tenté par l'Allemagne, au cours de la guerre, pour suppléer aux

importations et limiter ses besoins, alimenter ses bouches et ravitailler ses usines, ce conseil économique supprimerait la cause profonde de l'impérialisme industriel. Il ralentirait le rythme des débouchés et les alternances des crises. Un frein jouerait... Mais cette institution n'est que provisoire et son autorité mal définie.

*
* *

Cette œuvre de libération, approuvée, le 31 juillet 1919, par 262 voix centristes, démocratiques et socialistes majoritaires, contre 75 voix nationalistes, populistes, bavaroises et socialistes indépendantes, n'est qu'ébauchée. Pour qu'elle porte ses fruits, elle a besoin, non seulement d'une lente germination, mais encore de circonstances favorables. Or, la politique alliée des ajournements constants, en augmentant le nombre des incidents et la durée des tensions, a encouragé les espoirs et accru les efforts des pangermanistes. L'impérialisme cherche déjà, après deux ans à peine de détente, à resserrer sa triple armature.

D'après l'avis unanime des observateurs compétents, les années 1919 et 1920 ont été caractérisées par de nouveaux progrès vers la concentration industrielle. « Les contrats de communautés d'intérêts » se sont multipliés dans toutes les branches de la vie économique. Quel a été le centre du mouvement? Le syndicat du fer et de l'acier, reconstitué le 31 mars 1919, sous le nom d'*Union économique du fer* (Eisenwirtschaftsbund) : celui-là même qui, en juin 1914, demandait la guerre pour éviter la faillite. Quel a été l'apôtre du mouvement? Stinnes, celui-là même qui a dressé les plans pour la destruction de Lens.

Cette centralisation, qui gagne de proche en proche, dans toute l'industrie, est complétée par la création d'un organisme électoral. La campagne du parti populaire est facilitée par le trust des journaux et par le trust des agences, que réalise Stinnes. Leurs efforts combinés ne tardent pas à exercer, sur les cerveaux malléables et à peine affranchis, une action croissante.

Des élections de juin 1920, le bloc démocratique, qui fit voter la Charte constitutionnelle, sort affaibli numériquement et divisé moralement :

Composition du Reichstag en 1919 *et en* 1920.

	1919		1920	
Nationalistes	42	64	60	122
Populistes	22		62	
Centristes et fédéralistes	98	335	79	236
Démocrates	74		45	
Sociaux démocrates	163		112	
Socialistes indépendants	22		83	

La signification de cet échec est précisée par le succès que remportent les groupes de droite, lors des élections pour le renouvellement des *Landtags*. Dans les parlements provinciaux du Palatinat et du Brunswick, de Saxe (novembre 1920) et de Prusse (février 1921), nationalistes et populistes renforcent leurs effectifs et accroissent leur autorité. Ce succès est assez net pour que le nouveau cabinet prussien, — qui escompte cet appui, — renonce à faire figurer dans sa déclaration ministérielle le mot de République.

Cette restauration rapide et progressive d'une force de guerre et du personnel de la guerre est d'autant plus dangereuse, que la Constitution de 1919 laisse subsister le cadre monarchique et l'armature prussienne.

***

En troisième lecture, l'article qui déclarait inéligibles à la présidence de la République les princes appartenant aux familles qui ont régné sur l'Allemagne, a disparu. Si le Kaiser et son fils aîné restent prudemment tapis en Hollande, d'autres Hohenzollern ont repris contact avec leur peuple. Le 29 mai dernier, le prince Eitel passait une revue à Berlin. La princesse héritière est entourée d'un respect unanime : et son fils aîné est déjà désigné comme le futur souverain. Or, le président du Reich n'est point un soliveau constitutionnel. Et un Hohenzollern pourrait s'asseoir sur son fauteuil sans déchoir : il est presque un trône.

L'article 48 accorde au président le droit exorbitant de proclamer l'état de siège, par simple ordonnance. L'article 73 l'affranchit dans une large mesure de la sujétion parlementaire : il n'est point obligé de promulguer les lois votées et

peut, dans le délai d'un mois, les soumettre au referendum. Le président, d'origine plébiscitaire, pourra faire l'économie d'un 2 Décembre.

Sur un point plus important encore, la Charte a conservé l'armature politique de l'impérialisme prussien.

L'Assemblée s'est trouvée en présence d'un dilemme : plus on augmente les pouvoirs du Reich aux dépens des États, plus on augmente ceux de la Prusse si elle reste intacte.

Or, la Constitution de 1919 a fait œuvre unitaire. La nationalité d'État disparaît. Les pays perdent toute indépendance en matière constitutionnelle : ils doivent copier la *Charte du Reich*. Sa compétence législative a été élargie. Elle est exclusive, pour toutes les questions diplomatiques, militaires, postales et ferroviaires ; concurrente, dans les problèmes d'assistance, de finance et de sécurité ; « normative », quand il s'agit de fixer aux pays des directives générales. La compétence administrative du *Reich* a été étendue. Il accroît ses services et exerce un contrôle. Sa compétence judiciaire a été renforcée : une cour de Cassation complète la haute Cour de justice.

Cette autorité du *Reich* s'incarne dans deux organismes : le *Reichsrat* et le *Reichstag*, où la Prusse conserve la majorité numérique. Cette mainmise ne pourrait cesser que si le timide effort tenté par les auteurs de la Charte constitutionnelle, afin d'échapper au redoutable dilemme, aboutissait, et si les délais ouverts pour la répartition des voix prussiennes dans le *Reichsrat* et pour la modification des frontières prussiennes au sein de l'empire n'étaient point prescrits : 1er juillet 1921, 11 août 1921 (1).

Ici encore, on est ramené à la politique rhénane condition nécessaire d'une politique allemande et d'une rénovation allemande, et partant d'une paix durable.

* * *

Cet effort rhénan vers l'affranchissement politique ne s'est point encore produit.

Les groupements activistes, le *Parti républicain rhénan* et la *Reinische Republik* de J. Smeets, l'*Association populaire rhénane* et la *Reinische warte* de Dorten, fondés en

(1) Les délais ont été prescrits.

janvier 1920 (1), ont été mis à l'index par les sociaux-démocrates et par les centristes. Le 13 avril 1920, à Cologne, une filiale du Centre adoptait un programme fédéraliste : « La reconstitution de l'Empire allemand doit avoir lieu, conformément au principe fédéral. Nous réprouvons un État unitaire allemand, qui centraliserait sans égards toutes les autorités législatives et administratives. Nous réclamons une large autonomie des États confédérés, égaux au point de vue intellectuel, administratif, fiscal et économique. » Le contact fut établi avec les Guelfes hanovriens, les Hessois rhénans et les paysans bavarois. Un congrès fut tenu à Cassel. Mais les élections du *Reichstag*, en juin 1920, enregistrèrent les progrès du pangermanisme et la stagnation du fédéralisme. Certes le courant existe. La *Frankfurter Zeitung*, le 7 janvier 1921, écrivait : « Il est vrai que l'idée de la décentralisation, du développement de l'administration autonome et de la solution tant attendue du problème prusso-allemand, est vivace, et que, précisément, dans ces derniers temps, elle a fait des progrès... Que l'idée de la nécessité d'une réorganisation de l'État prussien et de ses rapports avec l'Empire ait fait des progrès, et que ce qui était et reste sain dans le mouvement rhénan, ait fait des conquêtes morales : ce sont là des faits indéniables. »

Mais ces velléités politiques ont besoin, pour se réaliser, de circonstances favorables. Ni la tension diplomatique, ni la gallophobie bavaroise ne favorisent leur évolution. Il faudrait une action durable et une atmosphère sereine.

Pourquoi en serait-il autrement pour les éléments économiques du problème rhénan? Depuis l'armistice, M. Paul Tirard, en favorisant des initiatives françaises et en créant des *Sections économiques*, avait tenté d'orienter vers l'Ouest les industries des régions occupées. Ces efforts inquiétèrent le Reich, qui, dès la mise en exécution du traité de Versailles, entreprit d'élever une cloison étanche. Elle se dressa au moment même où il eût été possible de spécialiser les usines rhénanes et peut-être les bras rhénans dans la restauration des régions dévastées. Après plus d'un an, cette barrière a disparu. Le contact est rétabli : les transactions reprennent. Et si les sanctions prises en mars 1921 per-

(1) Pour des renseignements complémentaires, voir *De Paris à Spa*. Alcan, p. 260.

mettent, sous une forme ou sous une autre, de maintenir un contrôle interallié et une porte entr'ouverte (1), elles auront été utiles. Mais comment cette orientation vers l'Ouest sera-t-elle efficace et durable? Comment les difficultés et les irritations, provoquées par la création d'une ligne douanière sur la rive droite, seraient-elles oubliées sans une action prolongée et sans une atmosphère sereine?

Il en est de même pour les éléments intellectuels du problème rhénan. Il faut réveiller des traditions séculaires et restaurer la culture occidentale. Sous l'impulsion de M. Paul Tirard, un effort considérable a été fourni. Des cours de français groupent 15 000 élèves. L'Université de Strasbourg a organisé à Mayence, sous la direction de M. Brouilhet, une importante extension. Des contacts ont été établis avec les écoles techniques et avec l'Université de Bonn. Revues, journaux, brochures, conférences, représentations, exposition : tout a été tenté. Et Peter Hartman a pu à Leipzig, en 1921, consacrer, avec colère, tout un volume à l'*Action intellectuelle française sur le Rhin.*

Elle ne se heurte pas moins à une résistance méthodique et croissante (2). A cette infiltration libératrice, les pangermanistes, dont Stinnes subventionne les multiples efforts, ripostent par l'organisation du boycottage et par des mises à l'index. Les contacts deviennent plus difficiles. Des salles restent vides. Des cours échouent. Ici encore, pour réaliser cette interpénétration, politiquement nécessaire et moralement bienfaisante, il faut une action prolongée et une atmosphère sereine.

* * *

Nous pouvons maintenant reprendre et compléter les axiomes posés au début de cette démonstration : pas de paix durable sans une politique allemande ; pas de politique allemande sans une politique rhénane ; pas de politique rhénane sans une détente militaire ; pas de détente militaire sans l'exécution rapide du traité.

Le traité, par ses clauses rhénanes, ouvre dans la forêt

(1) C'est ce qu'a décidé, au mois d'août dernier, le Conseil suprême, sur la proposition de M. Paul Tirard.

(2) « Aux Écoutes de l'Allemagne »... *L'Opinion*, 30 juillet, 7 août 1921.

germanique une clairière. Il faut que les habitants de la forêt y voient briller, — avec l'épée des légions gauloises, — la lumière du génie latin. Une épée droite, loyale et humaine, une lumière nette, pénétrante et ordonnée. Dans cette double image peut être résumée la politique rhénane de la République française.

Il ne suffit point de veiller : il faut agir. Il ne suffit pas d'armer : il faut créer. Certes, une garnison et un commandement sont nécessaires. Une méthode et une politique, des traditions administratives et une action économique, une œuvre gouvernementale et des initiatives privées ne le sont pas moins.

Cette tâche est beaucoup plus difficile qu'une annexion. Elle est aussi beaucoup plus efficace. L'annexion fige. Cette politique transforme. L'annexion dure l'espace d'un matin. Une politique survit aux lauriers des victoires. Les conquêtes allemandes de Napoléon Ier se sont évanouies en quelques mois à jamais. La politique allemande de Napoléon a duré de longues générations.

Les victoires réparatrices de la République seront moins éphémères que les batailles conquérantes de Bonaparte, si la France d'un siècle nouveau, une France plus scientifique et moins bavarde, plus sportive et moins agricole, plus coloniale et moins individualiste, sait être à la fois forte et juste, attentive et habile, sait dicter et plaire, prévoir et attirer.

Ce n'est qu'à ces conditions, — politique allemande et politique rhénane, — que les frontières pourront durer, les peuples oublier et les morts dormir.

JACQUES BARDOUX.

La Chaussée des Géants[1]

CHAPITRE IX

Ypres sur la Liffey.

— Pourrai-je, demanda le baron Idzumi, me procurer des plaques pour mon appareil photographique? J'ai déjà épuisé ma provision,

M. Ralph répondit par un ricanement.

— Les magasins doivent être fermés, à cette heure.

Et il reprit de plus belle la course dans laquelle il nous entraînait.

— Où nous conduisez-vous? demanda le professeur Henriksen, qui avait peine à suivre.

— Où j'ai ordre de le faire.

Je ne parlai pas. Je ne questionnai pas. Mais je m'efforçai, autant que pouvait le permettre la sinistre nuit dans laquelle nous courions, de me rendre compte du chemin ainsi fait, pour pouvoir, au besoin, le refaire en sens inverse.

Les fusils et les mitrailleuses crépitaient sans arrêt à l'est et au sud de la ville. C'était vers le nord-ouest que nous nous dirigions.

Le ciel, au-dessus de nous, du fait des incendies, devenait orange. Le fond des rues n'en était que plus ténébreux.

Le professeur Henriksen ne cessait de grommeler.

— On aurait dû nous prévenir. Je ne manquerai pas, dans mon rapport...

— Silence, je vous prie, fit sèchement M. Ralph.

Nous allâmes encore environ deux cents mètres, au bout desquels nous nous arrêtâmes devant une maison obscure et silencieuse, comme toutes celles de cette rue. M. Ralph, ayant fait jaillir la lumière de sa lampe électrique, murmura :

— C'est bien ici.

En même temps, il heurtait à la porte.

— Où sommes-nous, demanda le colonel Harvey, du côté de *Church Street*, n'est-ce pas?

— Pas loin en effet, monsieur le colonel ; exactement au nº 171 de *North King Street*, répondit M. Ralph, qui avait toujours montré beaucoup de déférence au délégué américain.

On avait bougé dans la maison. Une raie jaune parut sous la porte.

M. Ralph frappa une seconde fois :

— Monsieur Hughes. Hé ! Monsieur Hughes.

— J'ouvre, messieurs, j'ouvre.

Il y eut un bruit de barres de fer enlevées. La porte s'entr'ouvrit. A la suite de M. Ralph, nous pénétrâmes tous les quatre dans un petit magasin.

— Bien le bonsoir, monsieur Hughes. Voici ces messieurs, que je vous amène au nom du gouvernement républicain. Ce n'est pas la peine de remettre vos barres de fer en place. Je ne fais, pour ma part, qu'entrer et sortir.

M. Hughes se grattait le front. On ne savait s'il était honoré par notre venue, ou s'il trouvait cet honneur encombrant. Au demeurant, l'air d'un très brave homme. Il pouvait avoir soixante ans.

— Vous avez été avisé, je pense? demanda M. Ralph.

— Avisé, dit M. Hughes, oui, je l'ai été. Mais...

— Mais quoi?

— Nous ne sommes, ma femme et moi, que de petits commerçants. En outre, il y a huit jours à peine que nous sommes installés ici. J'ai peur qu'il ne manque à ces messieurs bien des choses...

— Je le crains aussi, dit le professeur Henriksen, qui promenait sur la boutique un regard dégoûté.

— Ces messieurs ne sont pas difficiles, fit vertement M. Ralph.

S'arrangeant pour tourner le dos au professeur Henriksen, il nous dit :

— Monsieur le colonel, messieurs, vous êtes ici conformément aux instructions données par M. Pearse, président du gouvernement provisoire. M. Pearse juge inutile de vous laisser exposés aux fluctuations inévitables de la lutte, en vous laissant dans le voisinage

immédiat du quartier général. North King Street n'est pas, pour le moment, dans la zone de combat. M. Michel Hughes, propriétaire de la maison que voici, a été en conséquence prié de vous donner l'hospitalité. Le gouvernement républicain, messieurs, est intéressé à ce que vous soyez constamment en sécurité. Il me charge de vous inviter à ne sortir d'ici que lorsqu'il en aura constaté la possibilité. Demain matin, à huit heures, je viendrai vous chercher et vous conduirai vers les endroits de la bataille où votre rôle de témoins pourra utilement s'exercer. D'ici là, profitez de cette première nuit pour vous reposer. Les autres nuits seront peut-être plus agitées... Monsieur Hughes !

— Monsieur?

— Vous avez, je pense, fait préparer à dîner à ces messieurs?

— Ma femme est en train de mettre le couvert, monsieur.

— Bien. J'ajoute, monsieur Hughes, que ces messieurs ne sont pas affiliés au Sinn-fein. Ils ne sont même pas Irlandais. Aucun désagrément ne peut résulter pour vous de leur présence ici. Au contraire.

— Au contraire, monsieur?

— J'ai bien dit, monsieur Hughes : au contraire. La présence de ces messieurs serait pour vous et les vôtres une garantie, dans le cas — absolument improbable, vous m'entendez bien, monsieur Hughes, absolument improbable — où les choses ne tourneraient pas comme nous voudrions. Je ne vois plus rien à dire. Au revoir donc, messieurs. A demain matin, huit heures.

Il se coula par la porte entre-bâillée et disparut.

Nous suivîmes M. Hughes dans l'arrière-boutique, toute égayée de bibelots touchants, où Mme Hughes achevait de mettre le couvert.

Mme Hughes était une femme de cinquante ans, d'apparence modeste et douce.

— Messieurs, messieurs, dit-elle en nous voyant entrer, il faudra nous excuser. Mon mari a dû vous prévenir. Nous ferons de notre mieux. Le dîner va être prêt. Si vous désirez en attendant voir vos chambres? Vos sacs de voyage vous y attendent. Allons, Michel, conduis ces messieurs à leurs chambres. Denis, reste avec moi pour me donner un coup de main.

Denis était un grand garçon blond, en train de se chauffer devant la cheminée. Il nous jetait des regards curieux et mécontents. Notre venue avait l'air de le troubler dans ses habitudes.

Mme Hughes le présenta :

— Denis, Denis Hughes, neveu de mon mari, messieurs, soldat aux *Irish Guards*, et que nous avons actuellement la satisfaction de posséder pour la durée de sa permission. Il arrive de là-bas. Son régiment est devant Ypres, n'est-ce pas, Denis?

— Oui, fit Denis en maugréant.

— Allons, Denis, sois donc aimable. Il ne faut pas lui en vouloir, messieurs. Vous comprenez : un jeune homme qui sort d'une bataille pour en retrouver une autre, alors qu'il comptait pouvoir se donner un peu de bon temps !

Denis eut un rire bougon.

— Une bataille, ça, ma pauvre tante !

— Eh ! mon enfant, ça tape Dieu merci assez, pour mon bonheur et celui de ton oncle, fit Mme Hughes, l'oreille tendue vers la fusillade.

— Ce n'est pas en tout cas cette bataille-là, dit Denis avec une moue méprisante, qui m'empêchera de sortir tout à l'heure.

— Tu ne feras pas cela, Denis !

— Vous le verrez bien, ma tante.

— Mais songe donc, mon pauvre enfant, que, quoi que tu fasses, une fois dehors, tu auras des ennuis. Si tu sors en civil, les soldats anglais te mettront la main dessus. Si tu es en uniforme, ce seront les sinn-feiners qui te prendront à partie.

Denis ricana.

— Je sortirai comme je suis, dit-il, montrant son costume.

Il avait conservé ses souliers de tranchée, ses culottes et ses molletières kaki, et troqué sa vareuse contre un veston civil.

Le coucou sonna.

— Huit heures ! fit Mme Hughes. Que d'excuses, messieurs, que d'excuses ! A table, si vous le voulez bien, à table.

Le dîner commença dans le silence. Il était visible que M. Hughes n'aimait pas le bruit de la fusillade. Le professeur Henriksen et Denis gardaient leur mine revêche.

— Vous êtes contents de vos chambres, messieurs? demanda la bonne Mme Hughes, qui avait une nature à désirer que tout le monde autour d'elle fût heureux.

— Très contents, madame.

— Vous êtes bien aimables. Encore une fois, il faut nous excuser ; mais vous comprenez, n'est-ce pas? tout tombe à la fois : notre installation ici, la permission de Denis, cette histoire... Quand j'ai entendu, à une heure, les premiers coups de feu, j'ai eu une de ces émotions... Maintenant, je me remets un peu. Mais, messieurs, c'est égal, quelle histoire !

— Les brigands ! murmura M. Hughes.

— Si je les tenais, dit Denis.

— De qui parlez-vous? demanda le colonel Harvey.

— Eh ! de qui voulez-vous que nous parlions, dit Denis, sinon de ces gars maudits du sinn-fein? Puisqu'ils ont tellement envie de s'amuser avec des fusils, ils n'ont qu'à aller là-bas, du côté de Passchendaele ou de Poperinghe... On embauche...

— Je souhaite qu'on les fusille tous, dit M. Hughes.

Le professeur Henriksen eut le petit rire aigre dont il était coutumier.

— En toute impartialité, fit-il, le sinn-fein me paraît moins populaire à Dublin qu'on n'eût désiré nous le faire accroire au château de Kendale. Qu'en pensez-vous, monsieur le colonel?

Le colonel Harvey eut un geste perplexe.

— Qu'on les fusille tous, répétait M. Hughes, je voudrais que pas un seul n'en réchappât.

La bonne Mme Hughes levait les bras au ciel.

— Voyons, Michel, fit-elle ! Toi, un homme si doux ! Comment peux-tu avoir le cœur de dire des choses pareilles !

— Prendrais-tu leur parti, par hasard? fit M. Hughes.

— Il n'est pas question de prendre leur parti, Michel. Je suis d'accord avec toi pour trouver que leur conduite est folle, et que demain, à cause d'eux, beaucoup de braves gens vont être dans le besoin. Mais de là à souhaiter leur mort, il y a loin, Michel. Ces jeunes gens, nous ne pouvons guère l'oublier, sont de notre sang, et ils croient bien faire, ce sont deux choses qui comptent. Ils sont tous, on ne peut le nier, des garçons de cœur et de mérite. Le fils Barnett, pour n'en citer qu'un, est des leurs. Or, tu sais qu'il n'y a pas un jeune homme plus rangé, plus honnête, plus travailleur.

— Eh ! dit M. Hughes qui ne désarmait pas, ce sont toujours ceux-là qui, lorsqu'ils s'en mêlent, causent le plus de désordre.

— Vous êtes hostile au Sinn-Fein, monsieur, fis-je doucement. Et pourtant, vous avez chez vous, à la place d'honneur, cette gravure.

Parlant ainsi, je désignais du doigt, accroché au manteau de la cheminée, un exemplaire tout doré et enluminé de la prophétie du Donegal.

M. Hughes s'embrouilla un peu dans ses explications.

— Cette gravure? Je sais bien, monsieur. Mais enfin, ce sont des choses d'un autre âge. Ce n'est pas que j'aime les Anglais. Mais, il faut vivre avec son époque. Je suis commerçant, monsieur, j'ai des obligations. Si mon magasin reste fermé un mois, ce ne sont pas ces

petits messieurs du Sinn-Fein qui se rendront chez le percepteur pour payer à ma place ma patente, n'est-ce pas?

Sa voix mourut dans sa gorge. Le bruit de la fusillade semblait se rapprocher.

— Ce ne sont pas eux, en tout cas, dit Denis, qui m'empêcheront de me rendre tout à l'heure chez les O'Doherty.

— Il est fou, dit Mme Hughes. Messieurs, je vous assure que ce garçon est fou. Voyons, Michel, tu ne l'entends pas? C'est ton neveu, il me semble. Aller chez les O'Doherty ! Les O'Doherty, messieurs, sont des amis qui l'ont invité le jour de son arrivée à venir manger le pudding en famille le lundi de Pâques, aujourd'hui par conséquent, à 9 heures. Ils ne pouvaient prévoir les événements, n'est-ce pas? Pense comme ils t'attendent, à cette heure, les O'Doherty. Et encore s'ils habitaient par ici ! Mais songez, messieurs, que leur maison est là-bas, à *Hanover Street*, près des Docks, tout au bout de la ville. Tu entends, mon enfant. Tu sais bien que ce n'est pas pour te contrarier. Si Annie O'Doherty était ici, elle serait la première à m'approuver.

Denis avait baissé vers son assiette son front rougissant et buté. On sentait bien que son parti était pris.

Deux petits coups, frappés discrètement au plafond, nous firent lever la tête.

— Mon Dieu, fit Mme Hughes, c'est ce pauvre M. Davis que j'avais oublié. Montre que tu ne me gardes pas rancune, Denis. Va porter son thé à M. Davis ; je ne peux pas abandonner comme cela ces messieurs.

Denis s'exécuta avec assez de bonne grâce.

— M. Davis, expliqua Mme Hughes, est un locataire de la maison. C'est un vieux brave homme qui a eu le grand malheur de perdre la vue. J'ai accepté de prendre soin de lui. Il n'est pas bien exigeant, le pauvre vieux. Il habite la chambre juste au-dessus de nous. Quand il a besoin de quelque chose, il heurte le parquet avec sa canne... Bon, voilà maintenant que c'est à la porte de la rue qu'on frappe. Va voir, Michel.

— Crois-tu que... commença M. Hughes sans enthousiasme.

— Va donc voir, te dis-je. On ne peut laisser comme cela quelqu'un dans la rue. D'autant qu'il me semble bien reconnaître la voix de Mme Walsh. Mais oui, c'est elle.

Sitôt introduite, Mme Walsh donna les signes de la plus grande terreur.

— Qu'y a-t-il? fit Mme Hughes.

— Nous venons, dit Mme Walsh, de recevoir la visite d'un officier de Sinn-Fein. Il nous a donné le conseil, ou l'ordre — c'est tout

un — de partir de chez nous. La bataille s'étend du côté de Church Street. Et, comme je lui demandais de nous indiquer une rue tranquille, il a dit : « Pour le moment, North King Street. » Tout de suite, j'ai pensé à vous. J'ai voulu vous envoyer mon mari. Mais il était comme frappé de stupeur. M. Walsh ne pouvait bouger. C'est étonnant, l'effet que produit le bruit des fusils sur certains hommes. Alors, j'ai jeté un manteau sur mes épaules, et je suis venue. Ma bonne Noémie, vous ne nous laisserez pas dans une pareille situation, n'est-ce pas?

M. Hughes fit entendre une petite toux.

— Évidemment, dit Mme Hughes, évidemment. Je vais vous dire, ma chère Marthe. Nous avons déjà ces messieurs, qui sont quatre, plus le vieux Davis, plus Denis. Je sais bien que Denis est un jeune homme et que...

La toux de M. Hughes s'accentua.

— Nous coucherons dans la remise, fit Mme Walsh d'une voix éplorée.

— Dans la remise, certainement non, vous ne pouvez coucher dans la remise. Enfin, commencez par arriver. On s'arrangera ensuite. Tâchez par exemple d'apporter quelques draps et des traversins.

M. Hughes toussait avec désespoir. Le professeur Henriksen eut son petit rire :

— Ce n'est plus une maison, dit-il, c'est un caravansérail.

Mme Hughes les foudroya l'un et l'autre du regard.

— Pour ceux qui ne se trouveront pas bien ici, fit-elle, il restera toujours de la place à Church Street.

*
* *

Ayant gagné ma chambre un peu après neuf heures, j'entendis les bruits de la maison s'éteindre un à un, tandis qu'au dehors le vacarme du combat se faisait plus intense.

Vers neuf heures et demie, ce que j'attendais se produisit. Des pas firent légèrement crier les marches de l'escalier. J'ouvris ma porte toute grande.

Sur le palier, en pleine lumière, Denis apparut, l'air fort penaud. Il avait ses souliers à la main.

L'ayant saisi par le bras, je l'attirai dans ma chambre.

— Ce n'est pas bien, dis-je en souriant, de manquer ainsi de parole à votre pauvre tante.

— Je n'avais pas donné ma parole, commença-t-il.

J'eus un geste de détachement.

— Pour aller chez les O'Doherty, fis-je, peut-être ne passe-t-on pas très loin de Bachelors Walk?

— Pas très loin, en effet, dit-il, en me regardant avec des yeux méfiants.

— Eh bien! cher monsieur Denis, je suis décidé à fermer les yeux sur votre fugue, à la condition toutefois que, retardant de quelques minutes le plaisir de vous trouver auprès de la toute gracieuse miss O'Doherty, vous consentiez à faire le petit crochet nécessaire pour me déposer en route devant la porte de la maison Kelly. Cette maison fait, si j'ai bonne mémoire, le coin de Bachelors Walk et d'O'Connel Street.

Il parut hésiter.

— Après tout, fit-il, cela vous regarde. Venez. Par exemple, il ne faut pas faire de bruit. Ma tante est dans la boutique, en train d'attendre la famille Walsh.

Cinq minutes plus tard, ayant escaladé le petit mur de la cour intérieure, nous descendions à grandes enjambées *Capel Street*. Bientôt, nous atteignîmes *Grattan Bridge*. La fusillade faisait rage. L'eau du fleuve, pleine de remous noirs, reflétait, jaunes et rouges, les incendies qui dévoraient les maisons des quais.

Machinalement, nous nous étions tous deux arrêtés. Une seconde, nous nous accoudâmes au parapet du pont. Les flammes éclairaient nos visages. J'aperçus celui de mon compagnon, soudain tout contracté de surprise et d'horreur. Je sentis sa main qui saisissait la mienne.

— Ypres! murmura-t-il d'une voix rauque, c'est Ypres sur la Liffey.

Une balle, ricochant tout près de nous, vint nous rappeler à la réalité. Nous reprîmes notre course.

— Monsieur le professeur Gérard, si je ne me trompe.

Je reconnus M. Clarke, un des chefs à qui j'avais été présenté quelques heures plus tôt, dans cette même salle de la maison Kelly.

Il fumait placidement un cigare.

— La situation? demandai-je.

— Bonne, bonne, fit-il. Nous gagnons partout du terrain. Nous n'en perdons nulle part. *Saint Stephens Green*, le Palais de Justice, le *City Hall* sont entre nos mains. Je viens d'avoir, cher monsieur, le grand plaisir de faire vingt-cinq prisonniers. Mais j'y pense, vous avez sans doute quelque chose à me demander. Puis-je de mon côté savoir comment vous êtes ici?

— Je m'ennuyais, dis-je, dans la chambre que je dois aux bons offices du gouvernement provisoire. Je suis venu en Irlande pour voir précisément les choses qui sont en train de se passer. Ce n'est pas le moment de rester couché.

Il sourit.

— C'est mon avis, dit-il.

— Puis-je vous demander où est la comtesse de Kendale?

— De façon précise, je ne saurais le dire. Mais vous n'avez qu'à vous rendre à l'Hôtel des Postes, dans *Sackville Street.* C'est là qu'est le quartier général. La comtesse Antiope doit être certainement auprès de Pearse et de Connolly.

Dans le vestibule, je retrouvai Denis.

— Denis, lui dis-je, je vais à l'Hôtel des Postes. Mais je n'ose vous détourner plus longtemps de votre route. Indiquez-moi seulement...

A mon grand étonnement, Denis refusa de m'abandonner. On aurait dit qu'il avait oublié le pudding et par la même occasion Annie O'Doherty. Je ne tardai pas à avoir l'explication de ce changement d'attitude.

— Il y a parfois de drôles de choses dans la vie, monsieur. Ainsi, savez-vous qui je viens de rencontrer, dans le vestibule de la maison Kelly, tandis que vous causiez en haut, avec le commandant?

— Qui, Denis?

— Eugène et Edward O'Doherty, monsieur, les propres frères d'Annie. Vous pensez comme, ce soir, il peut être question de manger le pudding dans la maison d'Hanover Street. C'est une belle course inutile que vous m'avez évitée, monsieur, en me faisant passer par la maison Kelly.

— J'en suis ravi, Denis. Mais que faisaient les frères d'Annie dans la maison Kelly?

— Ce qu'ils faisaient, monsieur? C'est ici que j'ai failli tomber de stupéfaction. Ils faisaient ce que font les autres. Ils sortaient de se battre, et ils y retournaient. Ils appartiennent au Sinn-Fein, et je n'en savais rien, monsieur. Après tout, ça les regarde, et j'ajoute qu'en un sens, ils ont raison. Où j'ai trouvé qu'ils exagéraient un peu, c'est quand ils m'ont offert un fusil pour aller me battre avec eux. Vous pensez si c'est une plaisanteire à faire à un permissionnaire... Tiens ! Mais...

Denis venait de s'arrêter net.

Nous étions tous deux engagés dans une petite rue parallèle à Sackville Street, petite rue plongée dans l'ombre, petite rue dont le silence contrastait de façon curieuse avec le déchaînement furieux de la lutte, dans les artères avoisinantes.

— Regardez, me souffla à l'oreille le soldat.

Je regardais, et je vis, accroupies devant le rideau de fer d'une devanture, deux ombres. On entendait le grignotement d'un instrument d'acier.

— Ah ! cela, non, non ! hurla Denis.

Il avait bondi. A présent, de chaque main, il tenait un des pillards. Il les cognait l'un contre l'autre en répétant :

— Pas cela, pas cela !

Je lui prêtai main-forte. Mais les deux hommes se ressaisissaient. Ils luttaient en silence, désespérément. Les cris de rage de Denis emplissaient la rue. Bien fin qui eût pu deviner comment ce tournoi imprévu se terminerait.

Il se termina à notre avantage, grâce à l'intervention soudaine d'une patrouille d'insurgés. Ceux-ci devinèrent instantanément de quel côté devaient aller leurs coups de crosse. Ils ne les ménagèrent pas à nos tristes adversaires, tandis que Denis faisait de l'aventure un récit glorieux.

— Flagrant délit de pillage, dit le chef de la patrouille. Deux témoins. Bien ! Mais vous, messieurs, il faut venir témoigner.

— Où?

— A l'Hôtel des Postes.

— Allons.

Dans une pièce enfumée du quartier général, nous dûmes faire un nouveau récit de la scène de pillage. Nous signâmes, Denis et moi, notre déposition. Je ne pouvais me garder d'un sentiment d'admiration pour ces révolutionnaires qui, disposant à peine de deux mille hommes pour s'emparer d'une ville de trois cent mille habitants, trouvaient le moyen, en pleine lutte, de prétendre assurer les devoirs d'un État sûr de son existence.

Les deux pillards sortirent, gardés par six volontaires. Presque immédiatement, une salve éclata. Je sursautai. Devant mes yeux, au bas de la page où l'on venait de me la faire déposer, les jambages de ma signature dansaient.

— Serait-ce déjà?... murmurai-je.

L'officier qui avait interrogé les deux fusillés fit un signe affirmatif.

— Nous sommes tenus, dit-il d'une voix très douce, à la plus grande rigueur. L'honneur de la révolution est entre nos mains. Mais, monsieur, excusez-moi, je crois me rappeler que vous m'avez manifesté le désir d'être conduit auprès de la comtesse de Kendale.

Tandis qu'il donnait des ordres à un soldat, je cherchai des yeux Denis pour le remercier et prendre congé de lui. Mais je ne pus parvenir à le découvrir. Comme il était plus d'onze heures, je me dis

qu'il avait dû rentrer se coucher, et je ne m'en occupai pas davantage.

— Votre Honneur ! Votre Honneur !

Dans le couloir où me conduisait, lanterne à la main, le soldat qui venait de m'être donné pour guide, je vis une forme blanchâtre s'agiter, se soulever.

Un homme était étendu là, sur un matelas. Quand il eut contre son visage la lumière de la lanterne, je le reconnus.

— William !

— Je suis heureux de revoir Votre Honneur ! très heureux.

Il tendait une main vers moi ; je saisis cette main.

— William ! vous avez la fièvre.

— Oui, Votre Honneur, et aussi une balle dans la poitrine.

Je m'agenouillai. Je brûlais de le questionner, et je ne pouvais décemment le faire tout de suite. Il me fallait bien parler d'abord de sa blessure à ce pauvre diable.

De lui-même, il alla au-devant de mon désir.

— Elle va être contente de moi, murmura-t-il? N'est-ce pas?

— Qui, William?

— Sa Seigneurie.

— Oui, William, elle sera contente de vous, quand elle saura.

— Elle saura bientôt, Votre Honneur. Cette porte est la porte de sa chambre. Elle est sortie tout à l'heure, avec le commandant général Connolly et M. Ralph, pour aller voir la bataille et parler aux blessés. Depuis, j'ai été blessé moi-même, j'ai obtenu qu'on me dépose ici, devant sa porte. Elle va rentrer. Elle me verra, elle sera contente de moi.

Je fis signe au soldat qui m'avait amené.

— Laissez-moi avec lui.

Je vis la lanterne décroître, parmi les ombres mouvantes du corridor. L'obscurité m'engloutit, ainsi que William.

Je m'étais assis par terre, la tête contre le mur. Petit à petit, je me sentais gagner par le sommeil. Une première fois, je me réveillai : j'avais ma tête sur l'oreiller du blessé, à côté de la sienne. Je me redressai, pour retomber encore, et me réveiller une fois de plus. Maintenant, William avait le délire. Je l'entendais marmotter d'horribles mots sans suite.

— Un beau jeu, Votre Honneur, deux as et une dame. Ne tirez pas ainsi la langue, mon révérend. Ah ! là, là, là, voilà qu'ils ont laissé la portière ouverte... On ne peut plus, on ne peut plus refermer la portière... Ah ! là là là !...

On dort, pourtant, on dort, tant la fatigue est grande. Quand, pour la troisième fois, je me réveillai, les lueurs d'une aube lépreuse tremblaient sur les murailles du corridor. Antiope était là. Elle avait mis un genou à terre. Son front touchait presque le mien. Elle me regardait.

*
* *

— Entrez avec moi dans ma chambre ! dit-elle.

C'était une grande pièce encombrée de rayons pleins de cartons verts, un bureau, dans lequel avaient été apportés en hâte un lit de camp, une glace, une cuvette, un broc d'eau... Le lit n'était pas défait.

— Vous ne vous êtes pas couchée ! fis-je sur un ton de reproche.

— Ah ! fit-elle, d'un accent où perçait une mortelle lassitude. Il me restera toute la vie pour me reposer.

Elle s'était assise, avait enlevé son feutre. Je vis ses beaux cheveux mordorés. Ils brillaient comme s'il y avait eu du soleil.

— Mais vous, demanda-t-elle. Comment étiez-vous là, étendu à côté du cadavre de William?

— William est mort?

— Oui, dit-elle, en inclinant la tête.

— Je suis venu, murmurai-je, parce qu'on ne sait pas, parce que j'ai voulu vous revoir encore, parce que...

— Parce que?

Simultanément, nos paupières s'abaissèrent...

...Ah ! puisque jamais, jamais, je ne me suis plus trouvé seul avec Antiope, qu'on me laisse, cette seconde de bonheur, essayer de l'éterniser. Au dehors, dans la ville en flammes, pourquoi cet arrêt subit de la fusillade? Mais déjà je l'entends, l'atroce chose, qui recommence ! La seconde passe. Elle est passée... Elle ne reviendra plus jamais, jamais plus.

On frappa à la porte. M. Ralph entra. En nous apercevant, il devint lui-même très pâle.

Je m'aperçus que son front saignait.

— Ralph, s'écria la comtesse de Kendale, vous êtes blessé !

— Ce n'est rien, Votre Seigneurie, dit-il d'une voix dont il essayait de maîtriser l'émotion. Ce n'est rien.

Il ajouta.

— William est mort, Votre Seigneurie.

— Je le savais, fit Antiope.

— James aussi est mort.

Elle baissa la tête.

— Et David aussi.

La tête de la comtesse de Kendale s'inclina plus bas encore.

— Je suis venu, dit M. Ralph avec effort, informer Votre Seigneurie que les membres du gouvernement provisoire sont en bas, pour le rapport. MM. Harvey et Idzumi s'y trouvent également. Je constate, fit-il en me lançant un long regard, que M. le professeur Gérard les a devancés.

— Allons, dit Antiope.

Nous la suivîmes.

Jamais je n'oublierai cette salle. Elle était nue, mais aux murs peints en bleu sur fond blanc, il restait les heures des levées postales, des départs des divers courriers.

Pearse, au centre, se tenait devant une petite table de bois, assis sur un tabouret. Il écrivait fiévreusement. Dans un coin, pareille à un timbre de gare de banlieue, appelait désespérément la sonnerie d'un téléphone. Quelqu'un alla vers elle, décrocha l'appareil, la fit taire.

— Asseyez-vous, messieurs, dit Pearse.

Il n'y avait pas de sièges en nombre suffisant. Alors tout le monde se leva, y compris Pearse, et la comtesse Markievicz, et la comtesse de Kendale.

Près d'une fenêtre, j'aperçus le colonel Harvey et le baron Idzumi, je les rejoignis. Je me mêlai à la conversation qu'ils poursuivaient à voix basse.

Au dehors, de la pluie, du vent par rafale, des fumées fuyant à toute vitesse dans le ciel livide, et toujours le bruit de la fusillade, toujours.

— Nous venons de l'usine Boland, dit le colonel Harvey. Nous avons pu nous entretenir avec des soldats anglais prisonniers. Ils sont unanimes à se féliciter des égards qu'ils ont trouvés chez les insurgés. Il me semble bien difficile que les Anglais puissent refuser à ces gens la qualité de belligérants.

De mon côté, je leur racontai les scènes de la nuit, l'exécution des pillards.

— Chut, fit le baron Idzumi, écoutez.

Pearse, d'un geste, venait de réclamer le silence.

— Je vous dois, messieurs, dit-il, des détails sur la situation. Je ne peux mieux faire que de vous donner lecture de notre premier communiqué, qui va être publié tout à l'heure par le journal officiel de la République, les *Irish War News :*

Dublin, mardi 25 avril, 9 h. 30 du matin. — Les forces républicaines maintiennent toutes leurs positions, et les forces britanniques n'ont nulle part rompu nos lignes. Un combat acharné et continu a duré près de vingt-quatre heures; les pertes de l'ennemi sont beaucoup plus élevées que celles des républicains. Les forces républicaines se battent partout avec une magnifique bravoure. La population de Dublin est nettement favorable à la République, les officiers et les hommes partout sont acclamés quand ils passent dans les rues. Tout le centre de la ville est aux mains de la République, dont le drapeau flotte sur l'Hôtel central des Postes. La plupart des communications avec la province sont coupées, mais les renseignements en main montrent que le pays se soulève.

Pearse, ayant lu, reposa sur la table la feuille de papier et nous regarda. Personne ne dit mot. On ne pouvait avouer de façon plus nette que l'insurrection piétinait, était par avance vaincue.

Le silence qui pesa alors fut rompu par un cri têtu de *Vive la République!* C'était James Connolly qui avait poussé ce cri. Il s'avança vers Pearse. Les deux hommes s'étreignirent.

Jamais comme en cette minute ne m'apparut plus complet le contraste qui les opposait. A un Connolly, il faut l'espoir constant de la victoire. Sa rude complexion plébéienne a besoin de ce cordial. L'effort pour lui doit être accompagné de résultats immédiats et tangibles. Ces résultats, s'ils n'existent pas, il faudra qu'il se les invente. Un Pearse, au contraire, âme d'aristocrate et de poète, peut lutter en sachant qu'il sera vaincu. Son royaume n'est pas de ce monde. Ses yeux vont plus loin que la défaite proche. Il accepte de n'être pas de ceux qui verront germer le grain qu'il vient de semer.

— Messieurs, si vous le voulez bien, nous nous retrouverons ici, ce soir à cinq heures. En attendant, que chacun regagne son poste.

Je me retournai. Antiope n'était plus là. Je n'osai me hâter à sa recherche. Je sortis avec le baron Idzumi et le colonel Harvey.

Par les rues du nord, nous nous dirigeâmes vers North King Street. Nous marchions en silence. A chaque instant, nous croisions des volontaires qui se hâtaient vers le sud de la ville, ou nous dépassions des blessés hâves et taciturnes qui en revenaient.

— Et le professeur Henriksen? fis-je, pour dire quelque chose.

Le colonel Harvey eut un geste d'humeur.

— Il a refusé de nous accompagner, dit-il. Sa conduite est inqualifiable. Le sénateur Barkhilpedro ne nous a pas rejoints. Je ne sais où est le docteur Grütli... La carence de nos trois collègues augmente singulièrement, messieurs, nos obligations. Il est certain que sans abdiquer une impartialité qui doit demeurer entière, nous

devons faire de notre mieux pour accomplir la tâche que nous étions primitivement six à assumer. Que pensez-vous des événements, messieurs?

— Je pense, dit le baron Idzumi, que ces jeunes gens sont braves entre les braves. Mais mon étonnement est qu'ils tiennent encore, à l'heure qu'il est.

— C'est aussi mon avis, dit le colonel Harvey.

— Je pense encore, dit le Japonais, qu'ils peuvent être vaincus : ils auront atteint leur but. Je ne vois plus désormais la possibilité pour un soldat britannique de se promener tête haute dans les rues que nous parcourons présentement. Telle est, messieurs, la conclusion par laquelle j'ai l'intention de terminer mon rapport.

— Les événements, dit le colonel Harvey, vont se précipiter. Il ne faut plus nous quitter, messieurs. Ce matin, monsieur Gérard, nous vous avons cherché, nous ne vous avons pas trouvé. Permettez-moi de vous dire que notre intérêt commun est d'être ensemble. Nous n'aurons pas trop de nos trois voix réunies lorsqu'il s'agira de parler au vainqueur, de nous interposer entre les vaincus et certaines horreurs que je souhaite bien vivement ne pas voir se produire, sans trop l'espérer. J'ai votre parole, messieurs?

*
* *

Dans la maison de North King Street, un spectacle pittoresque et navrant nous attendait. On connaissait à deux milles à la ronde le bon cœur de Mme Hughes. On en avait abusé. Les Walsh avaient eu des imitateurs. Il y avait bien à l'heure actuelle vingt personnes réfugiées là, des gens que l'incendie ou la peur des balles avait chassés des quartiers du midi. Les femmes se lamentaient, les enfants criaient. La pauvre Mme Hughes, dans cette arche de Noé, allait de l'un à l'autre, faisant de son mieux, mais n'arrivait pas à tout.

Quand elle nous vit, elle abandonna ses hôtes d'occasion pour voler au devant de moi.

— Ah ! monsieur, monsieur, m'apportez-vous de ses nouvelles?

— Des nouvelles de qui, madame?

— De Denis, monsieur, de Denis?

— Je dois dire, commençai-je, ne voulant pas abuser la malheureuse femme, qu'il est sorti hier soir avec moi, et que...

— Je le savais, monsieur. Je le savais. C'est lui-même qui me l'a dit, cette nuit, à deux heures, quand il est revenu.

— Vous l'avez donc revu?

— Je l'ai revu. Il avait l'air d'un fou. Il est venu, à deux heures. Il avait encore son pantalon d'uniforme, comme vous savez. Il s'est habillé complètement en civil. Puis il est reparti, sans vouloir me rien dire.

— Ah ! fis-je, madame Hughes, j'ai bien peur qu'il ne soit allé rejoindre ses amis O'Doherty.

— Quoi? dit-elle.

— Oui, madame Hughes, ses amis O'Doherty, dans l'armée révolutionnaire.

Elle poussa un cri.

— Les fils O'Doherty, fit-elle. Eux aussi? Du Sinn-Fein !

— Oui, madame Hughes.

Elle avait ouvert la petite porte donnant sur la cour.

— Michel, tu entends, Michel, ce que dit monsieur. Les fils O'Doherty sont du Sinn-Fein. Et Denis est avec eux.

Elle allait et venait dans la pièce. Elle prit un coin de son tablier, et se mit à frotter machinalement un bougeoir de cuivre.

— Mais ils seront fusillés, monsieur, ils seront fusillés. Tu entends, Michel, toi qui souhaitais hier soir qu'on les fusille.

On entendit au dehors un gémissement, c'était le vieux Michel qui sanglotait.

— Dieu est avec eux, madame, dit gravement le colonel Harvey.

Au plafond, deux petits coups furent frappés timidement, Mme Hughes abandonna son bougeoir.

— M. Davis, maintenant ! Je l'avais oublié. C'était Denis qui lui apportait son thé. Où est-il maintenant? Ah ! le brave, le brave petit...

De ses pauvres mains vacillantes, elle disposait sur un plateau la tasse de l'aveugle.

Insensible à tout ce remue-ménage, le baron Idzumi s'était assis sur une chaise basse, près de la cheminée. Il avait tiré son calepin, son stylographe ; il écrivait.

Soudain, une commotion formidable ébranla la maison. Les piaillements des enfants s'interrompirent une seconde, pour recommencer, mille fois plus aigus et déchirants.

Le baron Idzumi s'était arrêté d'écrire.

— L'artillerie lourde britannique, murmura-t-il.

Une seconde détonation, plus puissante encore, semblait-il, que la première, retentit. Tous les cris s'étaient tus. On n'entendit plus que les aboiements affolés d'un chien, dans une maison voisine.

— C'est la fin, dit le colonel Harvey.

*
* *

— Monsieur le professeur Gérard, qu'y a-t-il pour votre service?

C'était la troisième fois en trois jours que, cherchant à retrouver Antiope à travers la ville en flammes, je me heurtais à M. Ralph. C'était la troisième fois qu'il m'accueillait par cette phrase.

— Je veux parler à la comtesse de Kendale, dis-je violemment, je vous préviens que vous ne m'en empêcherez plus.

Il me regarda avec ironie.

— Vous aurez satisfaction, dit-il. Je me permettrai toutefois de vous faire remarquer qu'on a généralement intérêt à tenir sa parole. Vous aviez donné au colonel Harvey votre parole de ne plus faire cavalier seul. Si vous l'aviez tenue, vous seriez déjà près de Sa Seigneurie.

— Comment cela?

— C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire. Il y a deux heures qu'un soldat a été envoyé par mes soins au 172 de North King Street. Il a ramené le colonel Harvey et le baron Idzumi, et même, en le bousculant un peu, le professeur Henriksen. S'il ne vous a pas trouvé avec ces messieurs, on ne saurait décemment lui en vouloir. J'ai eu alors l'idée que vous auriez sans doute cherché à revoir Sa Seigneurie à l'endroit où vous l'aviez vue mardi dernier. Il paraît que mon raisonnement était juste. Mais nous sommes aujourd'hui samedi, monsieur le professeur, et, en ces trois jours, bien des petites modifications se sont produites. Le quartier général, notamment, a dû changer de local. Permettez-moi de vous conduire à celui où il est installé présentement.

— Faisons vite!

— Faisons vite, en effet, monsieur le professeur. Car, à muser par les rues, nous risquerions d'arriver trop tard.

Jamais encore la lutte ne m'avait paru atteindre une telle intensité, en cet instant où elle touchait pourtant si près de sa fin. La fin? Il y avait quatre jours que le colonel Harvey avait prononcé ce mot. Cette fin, il était normal alors de la prévoir pour le lendemain. Or, pendant cent heures encore, les insurgés avaient tenu. La mère Angleterre avait eu beau déverser sur eux ses tonnes de métal en fusion... Contre les obusiers, contre les mitrailleuses, contre la canonnière *Helga*, monstre de feu virevoltant sur la Liffey noire, contre les mercenaires de tout l'Empire, contre les Basset-Holmer et les Petit-Mildred, à un contre vingt, ils avaient tenu, eux, les petits boutiquiers, les petits professeurs, les petits saute-ruisseau,

toute cette blême tourbe si méprisée des rudes mangeurs de rosbeef. Maintenant, la révolution allait mourir, elle était morte.

— Par ici, monsieur le professeur, par ici. Hé là ! couchez-vous. Bon. Debout. Vite, plus vite encore.

Oh ! la farouche course au milieu de ces rues croulantes, le long de ces barricades où des fantômes accroupis tirent encore, tirent toujours. Les murailles s'effondrent, les cieux s'embrasent.

— Ici, monsieur le professeur, ici ! Là, cette porte. Dépêchez-vous...

Par un couloir tout encombré de blessés qui râlaient, nous marchâmes vers une pièce éclairée. Nous nous arrêtâmes sur le seuil. Un cri de joie avait salué notre arrivée. Antiope était là, devant moi. Elle m'avait saisi la main. Elle allait parler, peut-être...

Une dernière fois, la dure voix de M. Ralph s'interposa.

— Votre Seigneurie ! dit-il simplement.

Du geste, en même temps, il nous désignait la salle.

Je frissonnai devant le tableau qui m'apparut alors, et il est vrai que, de quelques instants, la pensée d'Antiope m'abandonna. Dans les rues sanglantes et bouleversées que nous venions de traverser, j'avais cru toucher au comble de l'horreur tragique. Je m'étais trompé. C'était maintenant que je l'avais devant moi.

Je vis James Connolly, et je vis Pearse. Connolly, blessé, était étendu dans un fauteuil. Pearse, debout, lui faisait lire une feuille de papier. Il tenait à la main un porte-plume. Il s'efforçait de le faire accepter à Connolly. Le blessé le repoussait. Pearse insistait. Mac Donagh, accoudé à une fenêtre, pleurait. D'autres hommes, que je ne connaissais pas, pleuraient aussi.

Dans un coin, les bras croisés, muette et pâle, se tenait la comtesse Markievicz.

— Il faut, James, il faut ! répétait Pearse d'une voix tremblante.

A la fin, vaincu, Connolly signa. Puis, avec un juron de douleur, il jeta loin de lui le porte-plume.

Pearse, humblement, le ramassa. Il vint vers Mac Donagh, qui signa aussi. Alors, il apposa sa signature sous celles de ses camarades.

— Les clairons, maintenant, fit-il d'une voix brisée.

Et, n'en pouvant plus, il s'abattit sur la table, la tête dans ses bras, pleurant comme un enfant.

Il y eut une minute vide, pendant laquelle nous n'entendîmes plus que les sanglots de Pearse. Et puis, de la place, au bas de la fenêtre, dominant le bruit de la fusillade, une sonnerie de clairon monta.

Elle résonnait, froide et sinistre, dans l'horrible soir commençant. Puis, il y en eut deux, puis dix. Le Sinn-Fein avouait sa défaite.

Le tonnerre de l'artillerie semblait se faire plus violent. Mais, aux alentours, on eût dit que le crépitement des fusils fléchissait.

Je sentis une main sur mon bras. Le colonel Harvey était à côté de moi.

— Préparez vos papiers d'identité, murmura-t-il. L'instant approche où nous allons peut-être leur devoir la vie.

Il ajouta :

— Notre rôle va commencer.

Il était, je dois le dire, très beau dans son calme, ainsi que le baron Idzumi. Affalé le long d'une banquette, le professeur Henriksen par contre n'était plus qu'une sorte de loque répugnante à voir.

Au bas de la fenêtre, un grand silence impressionnant avait remplacé le bruit des fusils. Soudain ceux-ci recommencèrent à crépiter de plus belle, là, tout près de nous.

— Cessez le feu, cessez le feu, répétait Pearse, comme si, du dehors, on avait pu entendre sa misérable voix.

Mac Donagh, à la fenêtre, faisait des signes désespérés. Que se passait-il, pour qu'il eût sur son visage une telle expression d'admiration et d'horreur mêlées? Je courus, d'instinct, à la fenêtre, M. Ralph m'avait devancé. Nous poussâmes tous deux une sourde exclamation.

Sur la petite place, un combat extraordinaire était en train de se terminer. D'un côté, des soldats anglais, qui surgissaient de toutes parts ; de l'autre, un homme, un seul.

C'était une espèce de géant manchot. Debout sur le perron d'une maison, il tirait, d'une gibecière pendue à son cou, des grenades ; on le voyait, de sa main valide, armer l'engin maintenu entre ses genoux, puis, avec une adresse et une force incroyables, le lancer sur ses adversaires. Les Britanniques ripostaient à coups de fusil. C'était miracle qu'ils n'eussent pas encore atteint l'homme... En moins de vingt secondes nous vîmes celui-ci lancer à toute volée quatre grenades, dont pas une ne fut perdue.

Enfin, comme il se baissait pour armer la cinquième, une balle l'atteignit. Je vis le grand corps dégringoler le long de l'escalier. J'aperçus, une seconde, le visage du forcené...

Il eût été contraire à toutes les lois de la vraisemblance que M. Térence se fût abstenu de placer un seul accord dans ce farouche concert finissant.

CHAPITRE X

La Chaussée des Géants.

Le printemps semblait être né d'un seul coup. La veille encore, on ne pouvait soupçonner sa venue aussi prochaine, dans le triste jardin aux massifs dénudés le long desquels on m'avait permis de me promener un quart d'heure, le jardin aux allées humides et noires, où de lentes limaces mettaient des taches brique. Maintenant, il était là. Le ciel apparaissait bleu comme un col de ramier, dont la brise ébouriffe les douces plumes d'ardoise. Le jeune soleil riait. De mon lit, j'entendais de frais appels d'oiseaux. Il pouvait être dix heures du matin.

Une infirmière, nurse à lunettes, prisonnière dans une gaine de toile plate, gaine terminée par un col et des manchettes empesés et agrémentée de petites croix rouges et d'épingles de sûreté, s'avançait dignement vers moi. Elle n'avait point à se hâter, elle n'était point surchargée de besogne, puisque, de la douzaine de lits que contenait cette longue salle aux rideaux blancs, le mien seul était occupé.

— Le docteur est venu, dit-elle. Vous dormiez. Il n'a pas cru utile de vous réveiller. C'est vous dire qu'il juge que vous allez tout à fait bien.

— Pourrai-je sortir aujourd'hui?

— Pas dans Dublin, sans doute. Mais vous pourrez vous lever à onze heures et faire un tour dans le jardin. Vous déjeunerez à table. Je pense que, vers le 10 mai, vous serez en état de quitter l'hôpital.

— Ah ! fis-je, encore quatre jours !

— Eh ! riposta-t-elle avec aigreur, on dirait que vous vous êtes trouvé mal soigné. Quand on vous a conduit ici, ce n'est pas douze jours que nous pensions avoir à vous garder, mais un mois.

— Je ne me plains pas, murmurai-je.

Elle eut un geste qui signifiait : il ne manquerait plus que cela ! Elle tira un peu mes couvertures, tapota mon oreiller, et sortit, après avoir donné quelques ordres à un garçon de salle. Celui-ci, grand gaillard barbu, juché sur l'appui d'une fenêtre, était occupé à en laver les carreaux.

Cette fenêtre était précisément celle qui était en face de mon lit. La vue du jardin m'était obstruée par le dos du laveur de vitres. Il

n'en finissait pas, ce laveur de vitres. J'eus l'impression que, depuis un quart d'heure, il frottait toujours le même carreau.

Au bout de dix autres minutes, comme il en était encore à la même victime, je ne pus contenir mon énervement.

— Combien gagnez-vous par jour? demandai-je.

— Dix schellings, monsieur, plus la nourriture.

— Mettons quinze schellings, fis-je. Et pour combien d'heures de travail?

— Dix, en moyenne.

— Eh bien, je pense que cela met pour l'administration la vitre nettoyée à un schelling 6 pence.

— C'est fort possible, dit-il. Mais l'administration a intérêt à ce que le travail soit bien fait. Il y en a pour longtemps.

Parlant ainsi, le garçon de salle avait rangé posément ses petits instruments : éponge, chiffon de laine, terrine. J'eus la stupéfaction de le voir venir vers moi et s'asseoir au pied de mon lit avec la plus parfaite désinvolture.

— Je n'aurais jamais espéré, dit-il, qu'une barbe de huit jours vous transformât autant son homme. Vous ne me reconnaissez donc pas, monsieur le professeur?

Je sursautai.

— Vous, fis-je, vous ici!

M. Ralph mit un doigt sur ses lèvres.

— Chut! ce n'est, comme bien vous pouvez le penser, qu'une situation d'attente, monsieur le professeur. Chut! Parlons bas, je vous le demande comme un service personnel. J'ai l'impression que ma tête ne revient pas à miss Gertie, votre infirmière. Ce n'est pas pour suspecter son désintéressement, mais je préfère la voir continuer à ignorer que cette tête est mise à prix.

M. Ralph s'était agenouillé. Il lavait maintenant avec méthode les dalles blanches du sol, tout près de moi.

— Nous disposons de peu de temps, dit-il. Tâchons de mettre de l'ordre dans les questions que nous pouvons avoir à nous adresser. Comment allez-vous, monsieur le professeur?

— Bien, je crois, maintenant.

— Tant mieux! vous nous avez donné de l'inquiétude.

— Et vous, dis-je, depuis combien de temps êtes-vous ici? On ne savait ce que vous étiez devenu.

— Eh! c'est à cela que je dois d'être encore en vie. Vous avez été apporté dans cet hôpital le 29 au soir, monsieur le professeur. J'y entrai presque en même temps que vous, mais, comme il convient, par l'escalier de service. C'est une situation d'attente, j'ai l'honneur

de vous le répéter. Double avantage : j'économise mes modestes deniers et je reste à la disposition de nos amis.

Il eut un bizarre sourire pour me dire :

— Vous ne me demandez pas de leurs nouvelles?

— J'en ai eu, dis-je avec effort, jusqu'à mardi dernier, par le baron Idzumi et le colonel Harvey.

— Entre parenthèses, fit M. Ralph, ces messieurs ont peut-être omis de vous dire que c'est à eux que vous deviez la vie. Il est équitable que je vous l'apprenne.

— Ils sont aussi modestes que bons, murmurai-je.

— Et braves, monsieur le professeur. Je puis vous dire comment les choses se sont passées. Après l'irruption de ce fâcheux obus dans la maison, presque dans la salle où venait de se signer la capitulation, tout le monde s'est relevé à peu près indemne, sauf vous, monsieur le professeur. Vous aviez été projeté contre la muraille ; votre nuque, est paraît-il, fragile, de sorte que vous gisiez à terre, privé de sentiment. Dame, vous comprenez, le moment était mal choisi pour qu'on pût s'occuper de vous. Ceux, hommes ou femmes, monsieur le professeur, qui l'auraient le plus désiré étaient dans le même instant appréhendés par nos bons amis britanniques.

— Je sais, dis-je, c'est en cet instant que MM. Harvey et Idzumi se sont interposés.

— Leurs papiers en main, monsieur le professeur, ils ont fait un tapage de tous les diables ; dans le même temps que le professeur Henriksen était remis sur ses pieds à coups de crosse par les soldats, non seulement ceux-ci ne vous brutalisaient pas, mais encore, ahuris par les injonctions de l'Américain et du Japonais, ils vous transportaient bien gentiment, colonel Harvey tonnant devant, baron Idzumi tempêtant derrière, vers des lieux plus tranquilles... Je n'en ai pas vu davantage, ayant jugé préférable de différer les explications qu'étaient parfaitement en droit de me demander les fidèles troupes de Sa Majesté Georges V.

— Le baron Idzumi et le colonel Harvey ont quitté Dublin il y a deux jours, dis-je. Je sais qu'avant de partir ils ont fait le nécessaire auprès du général Maxwell pour que, sitôt guéri, je puisse rentrer en France. Jamais je ne leur aurai assez de reconnaissance.

M. Ralph frottait les dalles avec application. Il réitéra sa question.

— Et les autres? Vous ne me demandez pas de leurs nouvelles?

— Pearse?

— Fusillé, monsieur le professeur, mercredi dernier.

— Clarke?

— Fusillé, également mercredi.

— Mac Donagh?

— Fusillé, toujours mercredi dernier.

— Connolly?

— Condamné à mort. Mais on est humain. On attend pour le fusiller qu'il puisse se tenir debout.

— Mac Bride?

— Fusillé, ainsi que Plunkett, Edward Daly, William Pearse, O'Hanrahan, l'un hier, les autres avant-hier.

— Le comte d'Antrim? demandai-je à voix basse.

— Sa Seigneurie, dit M. Ralph, d'un ton détaché sous lequel se percevait un tremblement atroce, Sa Seigneurie a été arrêtée le 26 avril, et enfermée immédiatement à la prison de Tralee. Mais pour un vieillard, de telles émotions, vous comprenez... Ajoutez que, dans cette saison, les cachots sont assez froids... Le comte d'Antrim a été trouvé mort dans le sien le dimanche 30 avril, comme le geôlier venait lui demander s'il aurait plaisir à assister à la messe.

Nous nous tûmes tous deux. M. Ralph exprimait dans la cuvette les gouttes brunes de l'éponge.

— Vous ne voyez personne encore sur le sort de qui, monsieur le professeur, vous désireriez avoir des nouvelles?

— La comtesse, fis-je d'une voix tremblante, la comtesse Markievicz?

M. Ralph, ayant rassemblé son matériel, avait déjà fait un pas pour me quitter.

— La comtesse Markievicz, fit-il. Elle attend en prison que la Cour martiale se soit prononcée sur son cas. L'arrêt ne saurait plus tarder.

Il ajouta avec un sourire :

— C'est bien tout, n'est-ce pas? Vraiment, je ne vois plus personne... Au revoir, monsieur le professeur.

Je me dressai sur mon lit avec un cri d'angoisse.

— Ah ! fis-je, Ralph, arrêtez, pour Dieu, arrêtez.

Il revint vers moi. Il était blême et souriant.

— Cessez, cessez, fis-je, cette abominable comédie. Ne voyez vous donc pas que je ne suis pas de force...

— Vraiment, monsieur le professeur...

— Assez, Ralph, assez. Dites-moi, ah ! dites-moi...

Au même instant, un glissement discret se fit entendre sur les dalles.

La sèche et solennelle miss Gertie, mains croisées sur sa poitrine plate, venait vers nous.

M. Ralph laissa tomber son éponge.

Comme il se baissait pour la ramasser, j'entendis sa voix sifflante murmurer :

— *Elle* aussi, elle attend en prison sa sentence. Elle a du courage. Faisons comme elle.

Il se tut.

Miss Gertie était entre nous.

— Que faites-vous là? fit-elle, soupçonneuse. Ignorez-vous que le règlement interdit aux garçons de salle d'entrer en conversation avec les malades?

M. Ralph serrait d'un air contrit la cuvette contre sa poitrine.

— Je ne l'ignore pas, miss Gertie. Mais c'est monsieur qui m'a appelé.

— Ah ! fit-elle, s'adressant à moi. Est-ce bien vrai? Que désiriez-vous?

— Monsieur, dit M. Ralph, en baissant hypocritement les yeux sur son éponge, monsieur voulait savoir à qui il devait s'adresser ici pour obtenir une Bible. Je me suis permis, miss Gertie, de lui affirmer que vous vous feriez un véritable plaisir de lui en procurer une.

Elle eut un regard à la fois étonné et satisfait.

— Un plaisir, non, fit-elle majestueusement. Dites : un devoir.

*
* *

— *...Alors tout Madian, Amalec et les peuples orientaux se réunirent, et passant le Jourdain ils campèrent dans la vallée de Jezraël. Mais l'esprit du Seigneur remplit Gédéon qui, sonnant de la trompette, convoqua la maison d'Abiézer, afin qu'elle le suivît, et il envoya des messagers à tout Manassé, qui, lui aussi...*

De sa voix monotone, M. Ralph me faisait la lecture du livre sacré, que je m'étais déclaré dans l'impossibilité de lire moi-même, en raison de mes mauvais yeux. Il y avait trois jours qu'il remplissait auprès de moi cet office. Miss Gertie avait bien voulu alléger son service de salle, afin que le soin de mon âme fût mené parallèlement avec celui de mon corps. La digne infirmière, affligée d'une surdité assez accentuée, assistait généralement à nos pieux exercices. Pour l'instant, elle tricotait, la pieuse fille, ne s'interrompant que pour rajuster ses lunettes et nous couver d'un regard approbateur.

— *...Or Madian et Amalec, et tous les peuples orientaux, étaient couchés épars dans la vallée, comme une multitude de sauterelles...*

— Rien de nouveau? demandai-je à voix basse.

— *...Les chameaux aussi étaient innombrables comme le sable qui est sur le rivage de la mer...* continua imperturbablement M. Ralph.

Sur le même ton, sans avoir l'air d'interrompre sa lecture, il dit :

— Si, il y a du nouveau.

— Quoi?

— ...*Et lorsque Gédéon se fut avancé, quelqu'un racontait ainsi à son voisin un songe qu'il avait eu*... Vous quittez l'hôpital demain matin jeudi, 11 mai. C'est bien ce qui avait été prévu... *Je voyais comme un pain d'orge cuit sous la cendre rouler, et descendre dans le camp de Madian*...

— Et... elle?

— ...*Cela n'est pas autre chose que le glaive de Gédéon, fils de Joas, homme d'Israël*... Elle? La Cour martiale ne s'est pas encore prononcée à son sujet... Ce sera pour demain, ou pour samedi.

— Je ne veux pas quitter Dublin avant de savoir...

— Vous dites : je veux. Mais on ne vous demandera pas votre avis. Il est décidé que vous quitterez Dublin demain soir... *Quand la trompette sonnera dans ma main, vous aussi, sonnez autour du camp, et criez ensemble : au Seigneur et à Gédéon!*... Les relations par mer ne sont pas encore reprises entre Dublin et l'Angleterre. C'est pour Belfast que demain soir vous prendrez le train. Inutile de secouer la tête, cela ne servirait qu'à attirer l'attention de miss Gertie qui est sourde, mais point tout à fait idiote... *Alors le Seigneur envoya le glaive dans tout le camp, et ils se tuaient les uns les autres, fuyant jusqu'à Bethsetta et au bord d'Abelméhula en Cebbath*... Cette histoire est réellement pleine d'intérêt.

— Oh! fis-je, je ne pourrai donc rien pour elle!

— Vous lirez les journaux, fit sèchement M. Ralph. Et vous songerez que je suis là. *Ayant pris deux hommes de Madian, Oreb et Zeb, ils tuèrent Oreb au rocher d'Oreb, et Zeb au pressoir de Zeb, et ils poursuivirent Madian*... Par exemple, monsieur le professeur, peut-être pourrez-vous quelque chose pour votre serviteur.

— Pour vous?

— Pour moi. Vous quittez demain soir Dublin, je le répète. Vous arriverez vers minuit à Belfast. Le bateau pour Liverpool ne part que le dimanche 14 mai. C'est donc toute la journée de samedi que vous allez avoir disponible. Or, Belfast, je vous en donne ma parole, n'est pas ce qu'on appelle une ville à mourir de rire. Quand vous aurez tourné une petite heure autour de la *Thompson Memorial Fountain*...

— Eh bien?

— ...*Une grappe de raisin d'Ephraïm ne vaut-elle pas mieux que les vendanges d'Abiézer*... Je vous demande, monsieur le professeur, de

prendre le train à Midland station. En deux heures, il vous mènera à Coleraine et à Portrush. De là, un tramway électrique vous conduira au château de Dunmore. Vous savez sans doute, monsieur le professeur, que c'est à Dunmore qu'habitaient Leurs Seigneuries, avant de venir à Kendale.

— Je sais, Ralph.

— *...Lors donc que le Seigneur aura livré Zébée et Salmuna en mes mains, je déchirerai votre chair avec les épines et les ronces du désert...* Arrivé devant la grande porte du château, vous verrez, enchâssée dans la muraille, une sonnette de fer. Vous la tirerez deux fois, sans vous inquiéter de ne pas entendre résonner la cloche, qui est assez loin, à l'intérieur des bâtiments. Vous attendrez qu'on vienne vous ouvrir. Ce sera une vieille femme qui viendra. Ma mère, monsieur le professeur.

— J'irai, Ralph.

— Merci, monsieur le professeur. Ma mère n'a jamais quitté Dunmore, dont elle doit être à l'heure actuelle l'unique gardienne. J'ai bien peur que là aussi, ces derniers jours, il n'y ait eu des histoires, du fait de la police. On aura sûrement perquisitionné, peut-être fait des dégâts... *Et Gédéon montant par la voie de ceux qui demeuraient dans les tentes, vers la partie orientale de Nobé et de Zegbaa...* Mais enfin, je ne peux croire qu'ils aient inquiété ma mère... Elle a soixante-douze ans, monsieur le professeur.

— Que faudra-t-il lui dire, Ralph?

— Ce qui s'est passé, que je suis vivant, et que, dès que je le pourrai, j'irai l'embrasser. Vous lui expliquerez que, pour l'instant, c'est impossible, et que d'ailleurs ma besogne n'est pas terminée ici. Vous tâcherez de bien la rassurer, la pauvre vieille. Par avance, je vous remercie... *Et revenant du combat avant le lever du soleil, il prit un jeune garçon d'entre les hommes de Soccoth...* Vous serez à Dunmore vers onze heures. Le train pour Belfast ne repart qu'à six heures. Ma mère vous fera à déjeuner. Et peut-être tiendrez-vous à lui demander de visiter le château, le cimetière où reposent Leurs Seigneuries, et d'où l'on a, que le temps soit calme ou que le vent souffle en tempête, une bien belle vue sur la mer... *Gether ne tira pas son glaive, Gédéon se leva et tua Zébée et Salmana. Il prit ensuite les ornements et les bulles dont on a coutume d'orner le cou des chameaux des rois.*

L'infirmière s'était levée et, penchée sur l'épaule de M. Ralph, elle aussi, maintenant, elle lisait.

— Vous n'en êtes encore que là, dit-elle.

— Effectivement, miss Gertie. Cela tient à ce que M. le professeur

Gérard interrompt de temps à autre, par quelques commentaires appropriés, la lecture du divin texte.

*
* *

Ma bible d'une main, mon petit bagage de l'autre, je franchis le lendemain matin vers dix heures la porte de l'hôpital, j'étais accompagné des vœux de miss Gertie, mais je n'avais pu parvenir à revoir M. Ralph.

A midi, j'étais en règle avec l'autorité britannique. On m'avait remis, accompagné de quelques paroles sans bienveillance, mon passeport pour Belfast, où je devais le faire viser à nouveau par l'autorité militaire, l'état de siège n'étant pas sur le point de cesser.

Je déjeunai rapidement dans une malheureuse taverne qui venait de faire sa réouverture. J'y étais seul. Une jeune fille tremblante me servait maladroitement.

Par des rues effondrées, que je ne reconnaissais pas, j'essayai de gagner les endroits où j'avais passé quelques heures auprès d'Antiope, je ne pus y parvenir. Il n'y avait plus que des décombres, gardés par des sentinelles, baïonnette au canon, qui, de loin, faisaient signe de ne pas approcher.

Alors, tournant le dos aux quartiers où la lutte s'était déroulée avec le plus d'atrocité, je me dirigeai vers North King Street.

— Madame Hughes !

— Monsieur, c'est vous !

J'étais venu pour avoir des nouvelles de ces pauvres gens, qui avaient fait pour nous de leur mieux. Maintenant, je restais muet devant Mme Hughes, toute de noir vêtue.

— Asseyez-vous, monsieur, je vous prie. Je suis contente de vous voir en bonne santé, après de si terribles choses.

Elle était devenue en ces douze jours une vieille, très vieille femme, avec de tristes mains tremblantes et une voix cassée.

Je parvins enfin à prononcer un mot.

— Denis?

Mme Hughes eut un geste.

— Ils ne l'ont pas eu, monsieur, grâce au ciel. Il doit être quelque part, sur les routes, à l'intérieur du pays. Il ne pouvait plus être question pour lui, n'est-ce pas, de rejoindre son régiment, dans les Flandres... Je n'ai pas trop de souci pour lui, parce que, maintenant, vous comprenez, après ce qui s'est passé, toute l'Irlande est avec eux. Où qu'il soit, on le cachera, on le soignera. Il a trouvé déjà moyen, en une semaine, de me faire parvenir deux fois de ses nou-

velles. Ce n'est pas à lui que je songe, monsieur, c'est aux morts.

— Aux morts, madame Hughes?

— Oui, monsieur, à mon mari, qu'ils m'ont tué.

— M. Hughes a été tué !

— Oui, monsieur, vous l'avez vu. Un homme pareil, qui, de toute sa vie, n'a fait de mal à personne... Et M. Walsh aussi, ils l'ont tué.

Elle restait debout, sans larmes, ses mains exsangues croisées sur son tablier noir tout neuf.

— C'est le samedi que ça s'est passé, peu de temps après le départ de vos amis.

Elle parlait d'une voix sans nuances, sans émotion presque, comme font les gens fatigués d'avoir pleuré.

— Les soldats sont entrés par la porte du devant, monsieur, et par celle du vestibule. Ils se précipitèrent vers nous en criant : « Levez les mains. » Ils coururent dans toute la maison, fouillant la boutique, la cuisine et les chambres en haut. Nous avons dit que nous n'avions rien à faire avec le sinn-fein. Les soldats fouillèrent les hommes. Mon mari avait quelques bijoux à nous que je lui avais confiés pour plus de sûreté. Les soldats les prirent dans ses poches et ils ne me furent jamais rendus. Ensuite ils nous ont ordonné, à nous les femmes et les enfants, de descendre au sous-sol, et emmenèrent mon mari en haut. M. Walsh fut conduit dans la chambre du devant au premier étage que nous venions de quitter. Quelque temps après, j'entendis en haut la voix de quelqu'un qui disait : « Pourquoi faites-vous cela? Nous ne vous avons rien fait. » Après il y eut un bruit sourd qui nous fit tressauter, comme si les soldats avaient remué ou renversé un gros meuble, comme une armoire. Je ne pensais guère que c'était l'un des deux hommes qui venait de tomber. Nous avons entendu des soldats aller et venir toute la nuit au-dessus de nous. Un soldat blessé fut apporté dans le vestibule, je l'ai veillé et j'ai fait tout ce que j'ai pu pour lui.

— Et puis, madame Hughes?

— Dans la journée, j'ai été porter une tasse de thé au vieil aveugle, vous savez. Comme je montais les escaliers, un soldat me cria : « Vous ne devez pas monter là. » Je commençai à devenir nerveuse et inquiète. En passant devant la porte du salon sur le devant, je m'arrêtai pour regarder par le trou de la serrure. Quelle horreur ! il y avait un homme mort qui gisait près de la cheminée. Je demandai au soldat : « Qui est-ce? » Il répondit : « Un rebelle de l'une des maisons. » Je n'étais pas encore sûre. Je suis redescendue toute tremblante et j'ai demandé à Mme Walsh de quelle couleur étaient les chaussettes de son mari, comme j'avais pu voir distinctement les

jambes de l'homme qui gisait en haut. Elle vit que j'étais terrifiée et elle commença à s'alarmer aussi. Mais je la rassurai pour quelque temps. Après cela, j'ai commencé à soupçonner la vérité et j'ai demandé plusieurs fois aux soldats : « Où est mon mari? » Ils ont répondu : « Il a été conduit prisonnier à la caserne. » J'ai insisté pour en savoir davantage et quelques-uns des soldats dirent que je devrais voir un officier. A la fin, vers dix heures du soir, un officier vint. Après une longue attente, il me permit de monter voir. Auparavant, il nous demanda une terrine d'eau et un linge et monta le premier. Certainement il voulait laver le sang qui était sur les cadavres, car plus tard nous les avons trouvés les vêtements mouillés. Quand il eut fini, l'officier redescendit, et, portant une bougie, il m'accompagna jusqu'à la chambre en haut, où je trouvai le cadavre de mon mari.

— Écrivez cela, madame Hughes, sans omettre aucun détail. Et peut-être ainsi la mort du pauvre M. Hughes n'aura pas été absolument inutile à son pays (1).

Vers sept heures du soir, dans la sinistre gare *d'Amiens Street*, toute grouillante de troupes obscures, j'eus une défaillance. Je résolus brusquement de rester, coûte que coûte, dans cette ville où le sort d'Antiope allait se décider. Déjà les portières du train qui allait partir se fermaient l'une après l'autre. Je demeurais sur un banc du quai, prostré, grelottant de fièvre. Deux ombres surgirent alors devant moi. En quelques mots brefs, je fus invité à prendre place dans un compartiment vers lequel ces hommes me guidèrent, me traînèrent presque. L'un d'eux monta avec moi. Après de telles heures, on ne redoute plus grand'chose de la vie.

*
* *

Le cœur battant, je tirai la vieille sonnette rouillée dont M. Ralph m'avait parlé. Deux minutes interminables s'écoulèrent. L'énorme porte s'ouvrit pesamment.

— Madame Macgregor, n'est-ce pas?

J'avais devant moi une petite, toute petite vieille. Ses yeux m'interrogeaient avec une sorte d'effroi douloureux. Deux yeux d'un bleu

(1) Mme Hughes a suivi le conseil qui lui a été donné. Sa déposition devant la Commission d'enquête reproduit textuellement les termes du récit ci-dessus (Cf. *les Massacres de Dublin*. Traduit de l'anglais pour la Société de Documentation internationale. Paris. Déposition de Mme S. Hughes, veuve de Michel Hughes, n° 172, North King Street.)

pâle, presque aussi pâle que le ciel surplombant, à travers lequel de grands nuages blancs naviguaient avec majesté.

— Je viens de la part de votre fils Ralph. Il vit. Et il est libre.

Elle joignit sur son cœur ses mains qui émergeaient à peine de mitaines de laine noire.

— De la part de Ralph? Ah! Monsieur, entrez, entrez.

La porte se referma derrière nous avec un bruit sourd.

— Venez, monsieur, venez.

Nous traversâmes une cour dominée par de gigantesques murailles grises. Près d'un perron de grande allure, mais vieux, mais laissant pousser des herbes entre chacune de ses pierres usées et disjointes, il y avait une niche au bord de laquelle un dogue à la chaîne sommeillait. Il devait lui aussi être très vieux. Quand je passai près de lui, il n'eut même pas l'air de m'entendre.

Le château de Kendale, je m'en rendais compte maintenant, était d'aspect presque folâtre auprès de celui de Dunmore.

Dans une pièce voûtée, aux murailles desquelles l'antique peinture primitive s'effritait, je m'assis devant un feu clair, qui flambait entre de luisants chenets de fer.

— Asseyez-vous, madame, je vous en prie.

Mais elle n'y consentit jamais. Elle restait là, debout, humble forme noire. On ne pouvait comprendre comment le colosse qu'était M. Ralph avait pu tenir la vie de cette petite chose-là.

Elle écoutait, avec des exclamations qu'elle s'efforçait de réprimer, les détails que je lui donnais. Je faisais de mon mieux pour ne rien oublier, sentant bien que la craintive petite femme n'aurait jamais osé m'interroger.

Quand je lui eus appris la mort du comte d'Antrim et la captivité de la comtesse de Kendale, elle sembla se ratatiner davantage encore. Elle ne pleura pas. Seulement sa main droite s'écarta de sa poitrine, pour un furtif signe de croix.

— Et ici? demandai-je, pour rompre le silence qui avait suivi la fin de mon récit.

Elle eut un geste vague.

— Des messieurs sont venus de Belfast, dit-elle, avec des soldats et des hommes de la police. Ils ont passé un jour entier à fouiller le château. Ils sont repartis en emportant une grande malle pleine de papiers. On n'a rien abîmé.

— Vous êtes seule ici, madame?

— Oui, monsieur.

— Ralph m'a dit, repris-je après m'être tu un instant, Ralph m'a dit que vous auriez la bonté de me faire voir le château. J'ai

connu autrefois, alors qu'elle était toute petite fille, la comtesse Antiope. Elle me parlait souvent de Dunmore. Je serais heureux, vraiment...

— Mais, monsieur, tout ce que vous voudrez.

Elle secouait à sa ceinture un gros trousseau de clefs.

— Ralph m'a dit aussi, fis-je en souriant, que ce ne serait pas indiscret à moi de vous demander à partager votre repas.

Elle joignit les mains.

— Oh, monsieur, je vous demande pardon. Je suis une pauvre vieille femme, voyez-vous, à qui les événements ont enlevé le peu d'idées qui lui restait. Il faut tout me dire.

Elle eut dans ses yeux la seule lueur que j'y vis de toute la journée.

— Ralph, dit-elle, lui, il pense à tout. Il a toujours pensé à tout.

En même temps, elle me tendait son trousseau de clefs. Et, comme j'avais un geste de refus discret.

— Oh! dit-elle avec une naïveté désarmante, ces messieurs de Belfast me les ont bien prises. Un ami de mon fils a ici autant de droits, je pense, que les policiers anglais.

Une heure durant, j'errai dans le château. Mes pas résonnaient à travers les escaliers et les corridors déserts. Parvenu au second étage, j'ouvris une fenêtre. Je m'y accoudai. La mer s'étendait à perte de vue, une mer de printemps, d'un lilas très pur, à la surface de laquelle les courants, en teintes plus foncées, dessinaient leurs fleuves.

Je refermai la fenêtre. Avec, au cœur, une émotion immense, je me mis à ouvrir des portes. C'étaient toujours les mêmes sortes de pièces, en forme de nefs renversées, solennelles comme des chapelles, austèrement boisées de chêne. Au mur, des portraits. La longue suite des gentilhommes qui avaient mené au cours des âges le tragique combat contre le Saxon. Des glaces, parfois, dans lesquelles je me voyais venir de très loin, augmentaient encore les dimensions fantastiques de ces salles. Cette demeure, on l'avait quittée depuis moins de deux ans, et elle semblait inhabitée depuis des siècles.

Soudain, je tressaillis, ayant poussé une porte. A n'en pas douter, je venais d'entrer dans la chambre d'Antiope.

J'allai droit à une petite console de bois de rose. Dans les cadres vieillots, il y avait quelques photographies. C'étaient des portraits d'Antiope enfant. Une de ces photographies la représentait avec sa jupe courte, sa blouse, son col marin, je la retirai de son cadre. Au

dos, je lus le nom du photographe, son adresse : *Grande rue, Aix-les-Bains*, et la date, 1894.

Je glissai le mince portrait dans mon portefeuille, et, doucement, je sortis sur la pointe des pieds.

Des pas légers s'entendaient dans l'escalier. C'était la petite vieille, ce ne pouvait être qu'elle. Mais quel malaise m'étreignait ! Il ne cessa que lorsque je la vis surgir sur le palier et s'avancer vers moi en trottinant.

— Votre déjeuner est prêt, monsieur, dit-elle.

Je dus, malgré mes protestations, m'attabler seul dans l'énorme salle à manger où elle avait dressé mon couvert. Une buire de cristal et d'argent, remplie de vin clair, projetait sur la nappe son ombre rose et diaprée. Je mangeais rapidement, en évitant de heurter entre eux les objets dont je me servais.

— Et maintenant, dit la petite vieille, si monsieur veut bien me suivre.

J'obéis. Nous descendîmes tous deux dans la cour d'honneur. Elle ouvrit la porte d'entrée, s'effaçant pour me laisser passer. Je m'aperçus qu'elle avait à la main un bouquet de fleurs.

— Monsieur, dit-elle, ne m'en voudra pas de l'amener là.

Nous venions de traverser la route rocheuse qui serpente au pied du château de Dunmore. De l'autre côté de cette route, il y avait une muraille haute d'environ six pieds avec, en son milieu, une grille de fer surmontée d'une croix.

La mère de Ralph poussa cette grille qui s'ouvrit en grinçant. A ce grincement répondit un concert de cris rauques. Des mouettes s'étaient mises à tourbillonner autour de nous.

Nous nous trouvions dans une sorte d'enclos taillé dans le sommet de la roche. De trois côtés, c'était l'immensité bleue et blanche du ciel et de la mer ; derrière nous, s'érigeait l'âpre et majestueuse silhouette du château.

Dans cet enclos, rangés sur deux files, comme un énorme jeu de dominos, une vingtaine de tables de pierre se dressaient.

— Les tombes de Leurs Seigneuries, dit la petite vieille.

Et elle s'engagea dans l'allée que faisaient, de part et d'autre, les lourds rectangles gris.

Des inscriptions étaient gravées sur toutes ces pierres. Les premières étaient effacées, à peu près indéchiffrables. Au fur et à mesure que nous avancions, que nous descendions avec elle le cours des temps, elles devenaient plus lisibles.

La petite vieille alla vers la dernière, qui était ornée d'un bouquet

de fleurs fanées. Elle enleva ce bouquet, et le remplaça par le bouquet de fleurs fraîches qu'elle avait apporté. S'étant agenouillée quelques minutes, elle pria.

Autour de nous, le vol des mouettes se rétrécissait. Rassurées, quelques-unes se posèrent.

Debout, derrière la mère de Ralph prosternée, je laissais mes regards flotter entre le ciel et l'océan. Puis, je les sentis se fixer sur la pierre tombale que nous avions devant nous. Elle était séparée en deux parties égales par une barre noire. Dans la partie gauche, je lus :

HENRY BAXTER

COMTE DE KENDALE

22 *novembre* 1878-6 *juin* 1914.

Dans la partie à droite de la barre noire, il n'y avait rien.

Bientôt, la petite vieille se releva.

— Monsieur, dit-elle, a encore deux heures avant le départ de son train. Au lieu de rentrer au château, où il n'a plus maintenant grand'chose à voir, il sera peut-être heureux de prendre le petit sentier qui descend vers la mer. Sa Seigneurie la comtesse Antiope, depuis qu'elle a su marcher, faisait chaque jour cette promenade. Et mon fils, s'il était ici, ne manquerait pas, j'en suis sûr, de conseiller à monsieur d'employer le temps qui lui reste à aller voir la *Chaussée des Géants.*

Elle dit encore :

— Je m'excuse de ne pas conduire moi-même monsieur, mais je n'ai pas le droit de rester plus longtemps absente du château. D'ailleurs, monsieur ne peut pas se tromper. Le sentier que voici mène tout droit à la Chaussée. Il n'y a pas pour dix minutes de chemin.

*
* *

Et la Chaussée des Géants verra, avec la victoire de Finn Mac Coul, la fuite de l'envahisseur.

Finn Mac Coul, le géant, premier comte au pays d'Antrim, le pays des cavernes, s'est vu défié en combat singulier par son rival anglais, le géant Ballendoner. Finn Mac Coul ne craint pas Ballendoner ; non seulement il ne le craint pas, mais même, pour permettre à Ballendoner de venir à lui, il a poussé la condescendance et la courtoisie jusqu'à relier par une chaussée construite de sa main l'Écosse et l'Irlande. Ainsi Ballendoner pourra venir sans se mouiller les pieds. Ballendoner est venu, et Finn Mac Coul l'a vaincu. On pouvait

espérer que Ballendoner accepterait d'un cœur loyal sa défaite. Il n'en a rien été. L'ère des guerres est ouverte entre la descendance des deux hommes, et quelles guerres !

Attaquée pendant des siècles et des siècles avec une rage infernale, on a pu croire que la postérité de Finn Mac Coul serait anéantie. Aura-t-il donc été répandu vainement, le sang des martyrs de Pâques? Ballendoner chante victoire. Mais, en même temps, il tend la perche de la réconciliation. Du moment qu'il fait ce geste, le bon apôtre, c'est que c'est lui qui est vaincu, et bien vaincu. Allez-vous, fils de Finn Mac Coul, en acceptant cette perche, aider vous-mêmes Ballendoner à demeurer sur votre terre, à laquelle il se raccroche avec une énergie désespérée?

Irlandais, maintenant va s'ouvrir pour vous une bataille nouvelle, où le courage et le sang prodigués ne suffisent plus pour donner la victoire. Vous qu'on a vus sans peur et souriants devant la potence et les mitrailleuses, méfiez-vous, méfiez-vous surtout du courtier sournois qui vous offre aujourd'hui la main avec laquelle, hier encore, il cherchait à vous assommer. La force ne vous a pas abattus. En avant donc, les bills hypocrites, et les équivoques projets de *settlement*. Irlandais, rappelez-vous des traités ainsi maquignonnés, et dont toujours « les considérants ont été dictés par la force, les clauses payées par la corruption et les signatures données par la lâcheté ».

Ce que votre ennemi a de plus loyal, ce sont encore ses balles. Oui, mille fois plutôt Strongbow que Nicolas Breakspere, Cromwell soudard que Cromwell apôtre, Cornwallis que Castlereagh. Ceux qui négocient avec les seconds risquent des embûches plus hideuses que ceux qui luttent contre les premiers. De ce genre de conversations, ils sont sortis toujours bernés, et bien souvent déshonorés.

Oui, la Chaussée des Géants verra la débâcle de l'envahisseur, mais à la condition que ses fûts de basalte, qui ont jadis hâté la venue des Ballendoner de la guerre, rentrent à tout jamais dans les flots plutôt que de servir de passerelle aux Ballendoner de la fausse paix. Au maréchal rogomme vient de succéder le négociateur mielleux. Regardez-le, reconnaissez-le, avec ses dignes cheveux blancs, sa face rose de bon père de famille, son ombrelle d'alpaga gris, son honnête redingote de quaker. Qu'y a-t-il, dans les balances que tripatouille sa main grasse? Oh ! presque rien : sept siècles de tortures et d'iniquités. Ah ! le sang de Pearse, le sang de Mac Bride, le sang de Clarke, le sang de Mac Donagh, vous allez voir, mes bons agneaux, comme on va bien vous le financer... Passez,

muscades ! on conclut, entre deux tasses de thé, deux versets de Bible, deux parties de golf, un petit accord bien anodin : « Signez, mes amis, signez ! Quoi, la confiance aurait-elle disparu de ce monde?... Là, voilà qui est fait. » Et soudain, le bonhomme se redresse ; sa patelinerie, il la rejette comme une fausse barbe :

La maison est à moi. C'est à vous d'en sortir.

Quand je remontai le sentier, le crépuscule faisait pleuvoir sur les majestueuses orgues basaltiques de la Chaussée son uniforme poussière mauve. Les eaux grondantes de la marée gagnaient les fûts des colonnes géantes, recouvraient celles qui gisaient à terre, disloquées. Au loin, à l'infini, s'étendait la grande mer grise, la mer à travers les brumes de laquelle les soldats de César, dans l'angoisse et la fierté de se sentir parvenus aux confins du monde, avaient cru entrevoir Thulé.

Comme une sentinelle qui fait les cent pas, un contre-torpilleur allait et venait sur l'eau obscure. A mesure que les ténèbres devenaient plus denses, on voyait des lueurs rouges se mêler aux épais tourbillons noirs que vomissaient ses cheminées.

* * *

En attendant dans une taverne de Coleraine, l'heure du train qui devait me ramener à Belfast, je lus dans un journal du soir les nouvelles de la journée. James Connoly et Sean Mac Diarmada avaient été exécutés à Dublin le matin même. Le journal donnait en outre une liste de rebelles condamnés par la Cour martiale aux travaux forcés à perpétuité.

Dans cette liste, je relevai le nom de M. de Valera, et ceux des comtesses Markievicz et de Kendale.

ÉPILOGUE

— Monsieur Gérard, déjà. Nous ne vous attendions que demain.

Ainsi m'accueillait, sur le seuil de la Maison de la Presse, le jeune Laboulbène.

Il avait raison : comme les permissionnaires qui ne se sentent pas la conscience très tranquille, j'étais rentré un jour en avance.

— Et qu'est-ce qu'il y a de nouveau, ici? demandai-je, avec un peu d'oppression.

— Oh ! rien. C'est toujours le même petit train-train, vous savez. Ah ! mais, que je vous dise, votre malle est arrivée depuis trois jours. J'ai été un peu surpris, parce que vous ne m'aviez pas prévenu. Mais je n'allais pas la refuser, vous pensez bien. Je l'ai fait porter au garage, rue Montaigne. Vous l'y prendrez quand vous voudrez. Elle ne gêne pas.

— Je vous remercie. C'est tout?

— Quoi encore? Vraiment, je ne vois rien d'autre.

Il baissa un peu la voix.

— Savez-vous qu'on parle sérieusement d'une troisième campagne d'hiver?

Dans mon bureau, je trouvai trois ou quatre lettres, qui m'attendaient là depuis un mois. Des choses sans importance.

Je jetai les yeux sur un journal. Je parcourus distraitement un article intitulé : *Préparons dès maintenant l'après-guerre*. A côté, il y avait des informations sur les événements d'Irlande. Je lus un sous-titre : *Des officiers allemands parmi les rebelles*. Est-ce que tout était aussi vrai, mon Dieu !

Brusquement, je pris mon chapeau et je sortis.

Vers deux heures de l'après-midi, je me trouvai square Lagarde, devant la maison du professeur Gérard. Je montai l'escalier. Je sonnai.

— Je vais voir si monsieur est là, dit la bonne qui prit ma carte.

Ah ! s'il avait pu être absent. Mais non, ne valait-il pas mieux en avoir fini tout de suite.

Déjà la bonne revenait.

— Si monsieur veut bien se donner la peine d'entrer.

Le bureau du professeur était sombre. Je crois qu'en pleine lumière je n'aurais pas pu parler.

Mon récit dura une dizaine de minutes. J'avais sans doute préparé inconsciemment, depuis quelques jours, ce que je dirais, quand ce moment serait venu, car je trouvai sans trop de peine les mots qu'il fallait. Ma gorge était seulement un peu sèche.

Je terminai même avec une certaine désinvolture.

— Peut-être, monsieur, n'auriez-vous jamais connu cette histoire, si je n'étais venu moi-même m'accuser. Mais c'est alors véritablement que ma conduite eût été sans excuses. J'ai vu et entendu des choses qui ne doivent pas être perdues. Ma mémoire est bonne, j'ai pris quelques notes. Je reste à votre entière disposition pour...

Tandis que je parlais, il faisait tourner son lorgnon entre le pouce

et l'index de la main droite. Pas une fois, il ne m'avait interrompu : c'était certain, il jugeait sans ménagements ma conduite, mais je sentais en lui plus d'étonnement encore que de sévérité.

Je m'arrêtai, pour lui permettre de dire quelque chose, n'importe quoi. Mais il continuait à se taire.

Je commençai à perdre un peu de mon assurance.

— Quant aux raisons, dis-je, qui m'ont poussé à entrer dans une telle aventure...

Il avait levé la main.

— Inutile, fit-il. Peut-être, ces raisons, je les connais.

Parlant ainsi, il avait ouvert un tiroir, il fouilla dans des papiers.

— Voici deux lettres qui vous sont adressées.

— Des lettres qui me sont adressées?...

— Eh oui ! fit-il avec une nuance d'ironie dans le regard. Il est assez naturel qu'une partie de votre courrier soit venue au Collège de France. Je m'excuse d'avoir ouvert ces deux lettres. Mais, n'est-ce pas, je ne pouvais me douter...

Il avait quitté son fauteuil.

— Je vous demande pardon, je vais avoir à sortir.

Je me levai également. Il m'accompagna jusqu'à la porte d'entrée.

— Au revoir, monsieur. Vous me trouverez tous les jours chez moi à cette heure-ci. Ne me faites pas trop attendre une nouvelle visite. J'aurai en effet probablement à faire état des renseignements que vous avez bien voulu vous charger de recueillir à ma place.

Il était quatre heures. Les enfants sortaient des écoles en se bousculant. A pas lents, je remontai la rue Claude Bernard. Puis je descendis la rue Gay-Lussac. J'avais mes deux lettres à la main. Je cherchai un endroit où m'installer pour les lire. La journée qui finissait était une adorable journée de mai, tiède, bleue, déjà pleine des effluves de l'été.

Au coin de la rue Soufflot et du boulevard Saint-Michel, je m'assis à la terrasse de la Taverne du Panthéon. J'ouvris la première des lettres.

Une élégante carte de correspondance de bristol, avec, gravée au coin gauche, une petite couronne d'or. Je lus ces quelques phrases, qui n'avaient pas dû manquer d'apporter une certaine perturbation dans l'esprit du professeur Gérard :

Chelsea, 14 *mai* 1916.

J'ai appris avec un réel plaisir, cher ami, que vous étiez sorti sain et sauf de l'équipée dans laquelle vous vous étiez un peu imprudemment engagé. Vous n'avez peut-être pas été avec moi tout à fait correct,

mais qu'importe! je serai heureuse de vous revoir. Dans quinze jours, j'arriverai à Paris, pour voir les modes d'été. Faites-moi donc l'amitié de venir déjeuner avec moi, au Ritz, en camarades.

Votre

Flora Arbukle.

P.-S. — Reginald, qui se rappelle à votre souvenir, me charge de vous dire qu'il serait heureux d'avoir une carte pour assister, au Collège de France, à l'un de vos cours.

Je mis cette lettre dans ma poche. J'ouvris l'autre en frissonnant : je venais de reconnaître l'écriture d'Antiope.

C'était une pauvre feuille de grossier papier quadrillé. Au coin gauche, à l'endroit où le bristol de lady Flora avait sa petite couronne d'or, cette lettre portait un numéro, qui était sans doute un numéro d'écrou.

Prison de Portland, 15 *mai* 1916.

Je viens d'apprendre que vous êtes désormais en sûreté, sauvé. Une personne amie se charge de vous faire parvenir cette lettre. J'espère que vous la recevrez.

Vous avez peut-être su que la Cour martiale m'a condamnée aux travaux forcés à perpétuité. Je ne me plains pas. J'ai du courage. Mais pour en avoir tout à fait, il faut que je me sente libérée envers vous de la dette que j'ai involontairement contractée.

Rappelez-vous : il y a trois semaines, le jour où nous sommes revenus de cette promenade faite ensemble au bord de la mer, je vous ai supplié de ne jamais m'en vouloir, quelles que fussent les choses que vous apprendriez un jour sur moi. Ces choses, je veux moi-même vous les dire.

Vous avez été abusé. Je ne suis pas la petite fille que vous avez jadis connue en France. Je ne suis pas la comtesse de Kendale. La comtesse Antiope est morte le 6 *juin* 1914, *dans le même accident qui a coûté la vie à son mari, et où j'ai failli moi-même trouver la mort. La comtesse Antiope repose dans le cimetière de Dunmore, et je sais que l'autre jour, sans vous en douter, vous avez prié sur sa tombe.*

Je ne suis qu'une pauvre fille qui a dû, après l'accident, accepter de prendre la place de sa maîtresse. Nous avons quitté Dunmore où nous étions connus. Nous sommes venus à Kendale. Il y avait la prophétie du Donegal dont il fallait sauvegarder l'accomplissement. Peut-être que des choses qui vous auront semblé obscures vous paraissent maintenant claires.

J'ai obéi. Je l'ai fait, sans difficulté, jusqu'à votre arrivée à Kendale.

A partir de ce moment, souvent j'ai pensé devenir folle. Cette lettre, si je l'écris, n'est-ce pas, c'est pour dire toute la vérité : j'ai cru que j'allais vous aimer. Mais, en même temps, je sentais que vous, vous n'aimeriez jamais que la comtesse de Kendale. C'est son souvenir que je vous voyais essayer de retrouver en moi. J'ai bien souffert.

Tout est fini. Je ne sortirai d'ici, si j'en sors un jour, que pour devenir la femme de Ralph Macgregor, à qui j'étais fiancée en 1914, quand s'est produite la catastrophe de Dunmore. Vous savez qu'il est bon et brave. Il m'aime, et je crois que, de nouveau, je l'aimerai.

Adieu.

Edith STEWART.

Avec lenteur, je repliai cette lettre. Comme dans un brouillard, les promeneurs passaient et repassaient devant moi : des ouvrières, des étudiants, des permissionnaires.

— François Gérard !

Machinalement, je tournai la tête du côté où avait retenti cet appel. Je reconnus Clotilde, une jeune femme, avec qui, vers 1913, je m'étais assez souvent promené la nuit dans les bars.

— Garçon, portez ma consommation à la table de monsieur.

Sans façon, elle s'était installée à côté de moi. Elle était vêtue de pauvres choses, voyantes et à bon marché. Elle aussi, à sa manière, elle avait souffert.

— Que je suis contente de vous retrouver ! Avec cette guerre, n'est-ce pas, on ne peut jamais savoir...

Elle continuait :

— Il n'est pas question de se plaindre, quand les soldats sont dans les tranchées. C'est égal, tout le monde a bien du mal.

Elle baissa la voix pour demander :

— Il paraît que les Japonais vont arriver. L'avez-vous entendu dire?

— Clotilde, on dit tant de choses.

— Surville a été tué. Le saviez-vous?

— Non.

Je lui répondais à peine. Elle ne se rebutait pas. Elle continuait à me parler de nos camarades de 1914, de ceux que la terre des champs de bataille avait engloutis, de Ribeyre, de Surville, de Mouton-Massé, de Vignerte, tandis qu'en face de nous les arbres du Luxembourg accueillaient le soleil mourant entre leurs grands bras verts et rouges.

PIERRE BENOIT.

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES GRANDES TÂCHES DE LA PAPAUTÉ

On eût bien étonné les hommes du dix-huitième siècle, à commencer par Voltaire, en leur prophétisant quelle place allait bientôt tenir la papauté dans les préoccupations les plus *mondaines* des hommes et la technique mondiale. Sans remonter si haut, relisons les journaux, français principalement, de 1915, 1916, 1917, et comparons leur ton, vis-à-vis de Benoît XV vivant et débutant, à leur ton vis-à-vis du Pontife mort en plein travail, ou de son successeur à peine intronisé.

Il y a quelque part un idéologue, pour qui ce changement doit marquer d'autant plus qu'il l'a subi de son côté, mais à rebours. Vers 1917, un écrivain, quelque peu parlementaire, touchant d'assez près au Comité de guerre, me disait, avec une nuance de regret dans la voix, regret teinté lui-même d'une incertitude que voulait démentir, sans y arriver, l'accent autoritaire : « Tout de même, Benoît XV, comme il se laisse damer le pion par Wilson. Quand on pense à cette partie mondiale que la papauté est en train de perdre ! »

La partie a bien été jouée, mais peut-on dire que la papauté l'ait perdue? Le grand vaincu intellectuel, n'a-t-il pas été M. Woodrow Wilson? Par un retour extraordinaire, à mesure que l'on sortait de la zone artificielle, truquée, camouflée où l'on s'était réfugié durant la lutte, pour reprendre contact avec les réalités éternelles, le successeur de Pierre gagnait en consistance et en prestige tout ce que perdait le successeur emphatique de l'abbé de Saint-Pierre — et d'Emmanuel Kant.

Ni la Société des Nations, ni le traité de Versailles ne faisaient mention du pape. Mais une fois la Société des Nations constituée, je veux dire escamotée, une fois le traité de Versailles signé, c'est-à-dire entré dans le dépérissement, la chaire de l'Apôtre se détacha soudain sur le ciel avec une force inattendue. Quelques semaines après avoir écarté le pape des conseils suprêmes, l'Italie elle-même était submergée par son influence et, à l'heure qu'il est, la question de la réconciliation du Quirinal et du Vatican se pose en termes que ni Wilson ni Sonnino, ni Clemenceau ni Lloyd George n'auraient pressentis, au moment des accords secrets dirigés contre le Souverain Pontife.

On peut se demander, en tout cas, si jamais concours de circonstances s'est trouvé pour imposer comme aujourd'hui au successeur de Pie IX, de Léon XIII, de Pie X et Benoît XV tant de besognes gigantesques. La révolution qui bouleverse le monde bouleverse la papauté, mais ce qui frappe jusqu'à présent, c'est la sûreté des démarches pontificales en face de l'incertitude séculière. Un essayiste non seulement remarquable, mais curieux, M. Hilaire Belloc, a prétendu récemment que la notion d'Europe se ramenant à une réalité consubstantielle au catholicisme et à sa croissance, seuls les catholiques pouvaient voir clair dans le chaos et trouver, dans leur trésor personnel, les moyens de faire face à la destruction, car on ne conserve guère par d'autres mesures que celles qui ont servi à créer.

Quoi qu'il en soit, l'issue de la Grande Guerre n'a pas trop desservi la politique — c'est-à-dire les anticipations intellectuelles — de Benoît XV. Tout considéré, il lègue à son remplaçant un patrimoine plus considérable que celui qu'il avait reçu. Peut-être sur certains points le défunt pape s'était-il trop découvert. Peut-être la solution des cultuelles, l'attitude et le recrutement du *Partito popolare* vont-ils se trouver — dirons-nous dérangés, dirons-nous rectifiés? — par sa mort. L'avenir nous l'apprendra. Les croyants savent que Dieu mène son Église par des voies diverses où figurent en bonne place la raison et l'intelligence. Des hommes de foi, qui sont en même temps des hommes de flair, estiment que Benoît XV, dont l'horizon fut si vaste et le coup d'œil généralement sûr, consciencieux et fécond, avait peut-être dosé trop fort du côté social et politique, ces deux mots pris dans leur sens le moins favorable. Cela ôté, il reste un grand pape, un des plus grands parmi les bons, de l'aveu universel.

Quand on considère l'énormité des problèmes à résoudre du haut de la réclusion vaticane, leur complexité, leur diversité, on exigerait pour le moins du génie de la part du vicaire divin. Sachons recon-

naître en passant dans le « coutumier » pontifical des avantages dont les autres chefs de peuples sont privés : le pape ne perd pas de temps à voyager ; quand un pompier se foule la cheville en tombant de son échelle, il n'est pas tenu, par métier, d'aller lui serrer la main dans son lit, corvée ridicule qui ravale, par exemple, nos présidents à un rôle subalterne ; il n'a pas de députés, pas de sénateurs dont l'élection, l'interpellation le fassent trembler ; il choisit ses ministres et les garde ; il lui est permis, il lui est enjoint de faire acception de compétences ; bref, il vit dans une atmosphère de durée, de cohésion, d'intelligence, de travail.

La tâche qu'il doit mener à bien de nos jours a particulièrement besoin de ce recueillement méthodique. Sans doute, en 1274 comme en 1517, en 1684 comme en 1798, en 1870 comme en 1906, le fond du Pontificat reste le même. Néanmoins, l'urgence ne tend pas toujours du même côté, l'ordre du jour, si l'on peut dire, n'offre pas toujours le même encombrement, la Barque mystique ne frôle pas toujours de si redoutables écueils, et si péremptoires.

Il ne suffit pas, en effet, de maintenir la foi et de sauver l'Église, ou plutôt pour la maintenir et la sauver il convient d'agir sur tant de causes éloignées de l'effet qu'on veut obtenir ! Et, même réduit au bercail primitif, c'est une terrible, une écrasante responsabilité d'en devenir le Pasteur suprême.

Garantir la foi et les mœurs, protéger la hiérarchie, le patrimoine, veiller sur l'indépendance ecclésiastique, défendre l'unité, le catholicat, tout cela se traduit de nos jours par des excursions harassantes dans les domaines de l'intrigue et de l'idéologie. Ne suffit-il pas, pour s'en rendre compte, de jeter un regard sur les récents pontificats?

Et d'abord, quoi qu'on dise, l'esprit d'hérésie reste vivace. Qu'il s'appelle Donat ou Romolo Mursi, son résultat ne change guère. Léon XIII a dû reprendre l'américanisme, Pie X a tonné contre le modernisme. Sous nos yeux, le spiritisme contamine parfois en bloc le troupeau des fidèles. Par certaines de ses variétés, c'est une hérésie très accusée, très pernicieuse, très répandue. En démocratisant le mystère et la révélation, elle flatte des instincts excessivement actuels.

Les questions de législation, de rite, de discipline fournissent, d'autre part, aujourd'hui comme hier, matière à des discussions passionnées. Le récent code canonique a modifié plus d'usages qu'il n'apparaît, notamment dans la vie religieuse. L'écroulement oriental, par ailleurs, généralise de plus en plus, au sein de l'Église, des formes liturgiques exorbitantes à la latinité ; la coexistence ou le départ

des deux modes de cultes et d'oraisons ne s'opèrent pas sans heurts. Et n'est-ce pas avant-hier que la question du mariage de prêtres sud-américains donna lieu à tant de controverses? Qu'ils vivent au neuvième ou au vingtième siècle, au premier ou au seizième, les papes à cet égard ont donc les mêmes soucis, permanents, presque identiques. Mais il y a autre chose.

La querelle du sacerdoce et de l'Empire ne s'est pas éteinte avec les Hohenstaufen ; elle se perpétue sous mille formes, tantôt menues, éventées et comme égrenées, tantôt obscures et massives : la brèche de la Porta Pia, les discussions autour des cultuelles, le compromis brésilien attestent la persistance du vieil esprit. Qu'on ne croie pas à je ne sais quelle évolution de lassitude et de torpeur : le Kulturkampf et ses violences, la révolution portugaise et ses ignominies, les violences ou les exclusives sud-américaines, les aberrations balkaniques et tchéco-slovaques, les spoliations françaises, italiennes, tout cela nous prouve que le ruisseau de sang parti du Calvaire et du tumulus de saint Étienne peut paraître s'arrêter : il ne tarit jamais. Supposons que la guerre eût mal tourné, que fût-il advenu en 1918 des hôtes du Vatican? Or, qui oserait affirmer que le fléau, ou un fléau pire, n'éclatera pas demain. et avec quelle issue? Le problème de la paix, sociale et internationale, se pose tragiquement pour un pape désarmé.

Et cette remarque nous amène à envisager les tâches les plus modernes du Pontificat. Le cataclysme de 1914 les met en pleine lumière.

En affaiblissant le luthéranisme — sinon le protestantisme — et en ruinant l'orthodoxie, en ranimant l'Irlande et la Pologne, en mettant de très fortes minorités catholiques (plus d'un million en Roumanie) dans des pays orientaux qui en étaient pour ainsi dire dépourvus, la guerre a conféré au catholicisme un relief sans précédent et lui ménage des perspectives extraordinaires.

On sait combien de veilles et de travaux la réunion des Églises a coûté à Benoît XV. Léon XIII avant lui s'en était déjà soucié au plus haut point ; malheureusement la question des ordinations anglicanes (c'est-à-dire la non-apostolicité de l'Église d'Henri VIII et d'Élisabeth) empêcha d'aboutir un mouvement qui, par certains côtés, s'annonçait comme très prometteur. Mais l'ajournement n'est pas définitif en dépit des obstacles.

Les difficultés paraissent moindres du côté russe et oriental. En Pologne, en Russie-Blanche, en Ukraine, d'immenses populations hésitent entre le schisme et la romanité, ou plutôt n'attendent qu'un signe d'encouragement pour tendre leurs bras vers Rome.

Serbes, Bulgares, Grecs, Roumains, ne sont pas de taille à reprendre l'obstruction tsariste, qui seule a retardé sérieusement le geste libérateur. Mais, pour le provoquer, il faut réunir et préparer des apôtres, il faut manœuvrer des politiciens. Un tact suprême, une science absolue, un grand esprit de sainteté doivent guider les démarches romaines dans ce milieu où l'Église peut tripler ses forces. A cet égard, la stratégie de Benoît XV fut souverainement avisée, mais encore faut-il la poursuivre pour lui permettre de porter ses fruits.

En Amérique, en Occident, la tâche est d'autre sorte. Comment s'adapter opportunément aux révolutions politico-sociales produites par l'industrialisme, comment surtout tracer une route suffisamment romaine au milieu des nationalités trépidantes? La Tchéco-Slovaquie a failli renouveler en 1919 à la fois Jean Huss et Photius.

Les rivalités de peuple à peuple semblent rechercher, à chaque conclave, plutôt des occasions que des terrains où s'exercer, car en fait on ne peut accuser aucun des élus depuis un siècle et davantage d'avoir favorisé, par promesse ou par action, tel État aux dépens de tel autre. Cette impartialité pourra-t-elle subsister intégralement? Le processus nationalitaire est si intense qu'on peut parfois redouter que non. Certains cardinaux italiens, anglo-saxons, allemands, au sein des conclaves, semblent parfois agir plutôt en ambassadeurs de puissances étrangères qu'en électeurs indigènes et responsables.

C'est de ce côté-là, bien plutôt que du côté social, voire socialiste, que provient le pire danger pour la papauté. Il est d'autant plus redoutable qu'il emprunte la figure des bienfaits certains et que, créant une atmosphère plutôt qu'une volonté politique déterminée, il échappe au contrôle du Pontife lui-même.

Jusqu'à présent, les bureaux du Vatican ont à peu près réussi à maintenir leur âme romaine au-dessus de leur italianité. La formation du *Partito popolare*, avec les possibilités de front commun qu'elle ménage au Vatican et au Quirinal, pourrait parfois faire craindre une nationalisation excessive de l'organe de la catholicité.

S'il n'y a pas de danger que le roi d'Italie devienne le champion du pape, le risque reste ouvert de voir un jour les héritiers lointains de Pie IX devenir, à certains égards, et malgré eux, quelque chose comme les aumôniers extraordinaires de la maison de Savoie, à raison de l'italianisation automatique de leurs services.

Pie X craignait-il obscurément ce péril? En tout cas, il a orienté le Sacré Collège vers une internationalisation plus accentuée. C'est sous son règne, je crois, que pour la première fois, le nombre des cardinaux étrangers a dépassé le nombre des cardinaux italiens. La

grande abondance de ces derniers ne nuisait à rien lorsqu'ils sortaient, les uns de Toscane, d'autres de Sardaigne, d'autres des Deux-Siciles. L'existence d'une Italie une, puissante, rayonnante, modifie du tout au tout l'équilibre de cette heureuse combinaison, apte à maintenir l'unité de l'esprit sans menacer l'impartialité des décisions.

La disparition de l'Autriche, qui, depuis 1815, fut, somme toute, le bras diplomatique séculier de la papauté, rend la difficulté plus aiguë. Qui remplacera l'Autriche? Ce ne peut être l'Italie, sera-ce la France? Trouvera-t-on la solution rêvée dans une revision internationale des lois de garantie qui, en réalité, ne garantissent rien? On comprend à cet égard l'angoisse de Benoît XV agonisant.

En tout cas, le moment est solennel, au seuil de ce vingtième siècle qui peut être, comme le treizième ou le dix-septième, un des plus grands siècles catholiques de l'histoire.

René Johannet.

Les sous-marins et la limitation des armements.

La Conférence de Washington aura-t-elle marqué la fin de notre souveraineté nationale? Question redoutable et qu'il ne faut pas hésiter à poser. Si désormais nous ne devions plus être juges de nos programmes maritimes, notre indépendance ne serait plus qu'une illusion.

Que l'Angleterre tienne à conserver la maîtrise de la mer, rien de plus sage. L'étendue de son immense empire lui en fait une nécessité. Cet empire est comme sa raison d'être. Le prince Lichnowski, dernier ambassadeur d'Allemagne à Londres, donnait aux ambitions anglaises leur expression la plus juste en appliquant à l'Angleterre les vers où Virgile définit le génie de Rome : *Tu regere imperio populos, Romane, memento...*

Mais pour considérables que soient les succès coloniaux anglais, il ne faudrait pourtant pas qu'ils fassent oublier les nôtres. L'Afrique, notre Afrique française ne témoigne pas moins haut de notre génie colonisateur. Mieux qu'ailleurs, on y peut apprécier la différence de nos méthodes et des méthodes anglaises. Partout où l'Anglo-Saxon a colonisé, il s'est substitué à l'indigène. Le colon français, au contraire, s'est appliqué à l'élever à notre niveau, sans dédaigner de s'adapter lui-même au sien. Nous faisons bon ménage avec lui. Il nous procure cette main-d'œuvre que les Anglais ont dû trop souvent chercher dans l'institution du coolisme, parfois plus horrible

que l'esclavage. Et les résultats sont là. Nous avons trouvé chez les indigènes de nos colonies des qualités de loyauté qui ne le cèdent en rien à celles des indigènes plus nombreux des colonies britanniques. L'incapacité de coloniser que l'on attribue souvent au peuple français est un préjugé dangereux. Si nous savons persévérer, il n'est pas de succès que l'avenir ne puisse nous réserver.

Et telle est précisément la raison qui nous oblige, comme l'Angleterre, à avoir une marine forte. Voulons-nous conserver nos colonies? Il faut que nous puissions communiquer avec elles, et, le cas échéant, les défendre. La liberté des mers est, pour nous, une nécessité vitale, et si la surface des eaux est incertaine, il faut que nous ayons le droit de naviguer sous l'eau à notre guise.

Pendant la guerre, les Anglais ont déploré l'existence des sous-marins. Cela se comprend. Plus des deux tiers des pertes causées par les sous-marins ennemis furent supportées par leur marine. De là à penser qu'une décision, même internationale, puisse suffire à supprimer les sous-marins, il y a loin. L'humanité n'apprend pas à oublier. Du moment que le sous-marin existe, comme la télégraphie sans fil ou l'aviation, le plus sage est de s'en accommoder.

Ce qui est significatif, c'est que l'on veuille supprimer le sous-marin au moment où personne ne sait à quel type de bâtiment de surface accorder sa confiance. Aucun navire de surface ne peut être protégé à la fois contre le canon, les gaz asphyxiants, les bombes aériennes et les torpilles. Peut-être demain une ingénieuse invention changera-t-elle l'ordre des choses. Aujourd'hui le seul bâtiment dont la guerre ait prouvé la supériorité, c'est le sous-marin.

Car c'est une erreur de croire que le sous-marin n'a pas entravé nos opérations militaires sur mer. Cela a été vrai jusqu'au printemps de 1916. Le passage de nos troupes africaines, le blocus de l'Adriatique, le débarquement des Dardanelles ont eu lieu avant que son action ne se fît pleinement sentir. A partir de cette date, dans des parages où la grosse mer ne s'oppose pas à la navigation des petits navires, nous aurions eu cruellement à souffrir. Si le débarquement des troupes américaines n'en fut pas entravé, c'est que les sous-marins allemands étaient trop petits pour affronter en croisière les grosses mers des parages de Brest ou de Saint-Nazaire. Les Allemands le reconnurent si bien qu'ils établirent un type de sous-marin de 1 800 tonnes dont le premier, l'*U*-139, croyons-nous, ne put encore résister aux grosses mers et rentra au port avec des avaries de machines, après avoir failli couler. Mais, à la fin de la guerre, ils avaient établi un projet de sous-marin de 3 000 à 4 000 tonnes.

L'on objecte également que les sous-marins allemands redoutaient l'attaque de navires ou de convois bien organisés et bien armés, et l'on ajoute qu'ils ne jouèrent aucun rôle marquant à la bataille de Jutland. Mais à cette date encore, le 31 mai 1917, l'Allemagne

n'avait guère plus de 140 sous-marins en service. On ne put en distraire plus de dix de la guerre de course à laquelle l'amiral von Scheer attachait une importance primordiale. Huit furent placés devant Rosyth, les deux autres devant la flotte anglaise. Ils devaient participer à l'action et servir d'éclaireurs. En fait, ils ne coulèrent que deux grands contre-torpilleurs anglais.

Quant à la crainte d'attaquer une grande unité ou une escadre, elle est illusoire. Une escadre comme un convoi bien organisé sont évidemment plus difficiles à attaquer qu'un bâtiment isolé. Si un cuirassé naviguait isolément, ce qui ne s'est guère vu, un sous-marin aurait-il plus à s'en effrayer que d'un paquebot? Qu'il attaque de jour ou de nuit, le sous-marin a peu de chances d'être atteint. Si les sous-marins n'ont pas coulé plus de cuirassés, c'est parce que les cuirassés restaient le plus souvent à l'abri.

Que l'on en juge. Nous avons coulé 200 sous-marins allemands, 175 nous ont été livrés. Depuis le premier trimestre de 1916 où ils commencèrent leur guerre, jusqu'à l'armistice, ils avaient coulé 15 millions et demi de tonnes de navires, et cela à une époque où les cuirassés n'appareillaient qu'exceptionnellement.

Lors de l'armistice, combien de temps cette guerre maritime aurait-elle encore pu continuer? Que serait-il arrivé si les sous-marins de 1 800 tonnes que les Allemands n'eurent pas le temps de faire entrer en service avaient été prêts à l'époque où l'Amérique nous envoyait son armée? Que serait-il arrivé si, en 1905, Tirpitz, qui partageait alors l'aveuglement de la plupart des grands chefs maritimes de tous les pays, n'avait pas déclaré que la construction des sous-marins n'était pas intéressante, si, au moment de la déclaration de guerre, la marine allemande avait eu plus de 30 petits sous-marins? En 1914, Tirpitz était revenu de son erreur de 1905. Il demandait une campagne sous-marine immédiate. Que serait-il advenu si l'Allemagne l'avait écouté?

Ce qui serait arrivé, les Anglais le savent, eux qui ont perdu les deux tiers du tonnage coulé par les sous-marins. Aujourd'hui, ils voudraient voir disparaître cette « peste des mers » qui leur a dérobé une victoire dont ils se croyaient assurés.

Dans ces conditions, il serait contraire au bon sens de mettre en chantiers une unité cuirassée quelconque, cuirassé ou croiseur. Ce serait de l'argent perdu. On peut aller plus loin et se demander si le *Capital Ship* ou cuirassé de l'avenir ne sera pas lui-même submersible. La plongée est une solution plus facile que la cuirasse. Déjà, avant la fin de la guerre, les Anglais avaient mis en service un groupe de sous-marins de 2 500 tonnes portant un canon géant de 12 pouces et 45 calibres (305 millimètres). C'est le type de canon des fameux dreadnoughts. Ce sous-marin plonge aussi vite que les autres et peut lancer des torpilles. Nous n'avons pas à discuter ici l'opportunité d'un tel calibre, ni à reprendre la vieille discussion du bateau-canon.

On peut trouver des avantages à employer de pareils navires comme croiseurs à grand rayon d'action, ou en faire des transports de personnel ou de matériel. Ne retenons que le fait : le sous-marin de 2 500 tonnes existe. Il porte un canon de grand cuirassé, n'a coûté que 25 millions pendant la guerre. Rien ne s'oppose à la construction de sous-marins plus grands encore.

Devant la faillite du cuirassé, le sous-marin ne va-t-il pas se substituer de plus en plus au *Capital Ship?* Ne pourrait-il remplacer de même certains croiseurs? Des sous-marins allemands de 1 000 tonnes pouvaient naviguer pendant trois mois. Si le *Capital Ship* devenait un submersible, que deviendraient les limitations envisagées?

Et maintenant quelles indications l'expérience passée nous fournit-elle pour établir un programme naval?

Les Allemands ont eu environ 225 000 tonnes de sous-marins pendant la guerre. Si la guerre s'était prolongée jusqu'à l'entrée en service des unités commandées, ce tonnage aurait atteint plus de 500 000 tonnes, soit un nombre de 810 sous-marins en y comprenant les 375 que nous avons mentionnés.

Voilà ce que les Allemands ont jugé nécessaire. Nous n'exagérerons rien, en disant qu'il faut à la France 200 sous-marins. Les plus vieux pourront garder les côtes, les plus récents devront maintenir la France en contact avec tous les points de son empire colonial. Quel sera le tonnage de ces croiseurs ou de ces transports sous-marins? Auront-ils 2 500 tonnes ou même davantage? Nul ne le sait, mais il faut prévoir que le minimum de tonnage nécessaire dépasse de beaucoup le maximum envisagé à la Conférence de Washington.

Avec 150 000 tonnes de sous-marins de fort tonnage et 150 000 autres de sous-marins plus petits, il nous suffirait d'avoir à la mer une douzaine de mille hommes. Les autres navires passeraient au second plan. L'économie serait énorme, économie de tonnage, de construction, d'entretien, de personnel enfin. Et il semble que la vie utile du sous-marin doive être plus longue que celle des navires de surface qui sont toujours démodés avant d'avoir été lancés.

Nous n'avons voulu qu'indiquer les directives qui nous semblaient s'imposer après l'enseignement de la guerre. De quelle manière il sera le plus avantageux de les réaliser, l'expérience seule pourra le dire.

L'essentiel, on ne saurait trop le répéter, est que nous ayons les mains libres. Si nous étions obligés de dépenser nos maigres ressources à construire des unités sans valeur réelle, la Conférence de Washington aurait été la pire des catastrophes que nous ayons subies depuis l'armistice et le traité de paix. Si la voie est encore libre, si le public

français a été informé des actes accomplis en son nom, s'il n'existe pas de conventions secrètes, nos alliés ne seront pas surpris de notre attitude. Que nous refusions d'abdiquer notre souveraineté en matière militaire, quoi de plus naturel? Nous ne sommes pas des vaincus. Les États-Unis ont bien refusé de signer le traité de Versailles pour ne pas s'engager dans la Société des Nations.

Ce refus, se souvient-on des termes dans lesquels le docteur Nicholas Murray Butler, président de l'Université de Colombie, le justifiait en juillet 1921 devant notre Cour de cassation? « Jamais il ne sera possible de faire adhérer l'Amérique à un système qui érigerait une puissance ou une abstraction politique au-dessus du gouvernement ou de la constitution du pays, ou qui exercerait un droit quelconque de direction ou de contrôle sur la politique ou sur l'armée. Soyons justes, ajoutait-il, qui ne comprendrait cette susceptibilité, qui oserait en faire un grief à l'Amérique? Ce n'est pas un renoncement d'égoïstes ou de solitaires, c'est un acte légitime d'indépendance nationale. » Nous pourrions reprendre ces derniers mots sans en changer un seul. Que sont-ils, sinon la paraphrase de la parole de Washington qui est restée la base de la diplomatie américaine? *No entangling treaties.* Pas de traités qui nous lient les mains.

Quant aux Anglais, ils sont trop nos amis pour ignorer que nous n'armons pas contre eux, que nos sous-marins n'auront jamais à les combattre puisqu'ils sont décidés à ne jamais opposer leur force à nos droits. Ils savent aussi qu'ils auraient simplifié la question s'ils avaient bien voulu souscrire à des garanties de sécurité. Craignaient-ils que ces garanties ne compromissent leur indépendance et leur souveraineté? Souveraineté pour souveraineté, pourquoi abandonnerions-nous la nôtre pour sauvegarder la leur? S'ils s'étonnaient pourtant de nous voir reculer devant un pareil abandon et que des discours comme celui de M. Balfour fussent encore prononcés, notre histoire nous fournirait la réponse : « Ce que nous pouvons faire de mieux..., c'est de n'avoir pas écouté ce que nous venons d'entendre. »

Commandant JEAN DES A...

LES LETTRES

LE ROMAN HISTORIQUE : A PROPOS DU « VITRIOL DE LUNE »

Des critiques annoncent déjà que le roman historique va supplanter le roman d'aventures dans la faveur des foules. On dirait à les lire que les deux genres ne sauraient subsister à la fois, et que l'état d'esprit du lecteur qui demande l'oubli du présent à un roman évocateur du passé est fort différent de celui qui le fait se plaire à des récits d'aventures variées se déroulant en des milieux différents du sien.

D'ailleurs ne considère-t-on pas, le plus souvent, comme historiques, les romans dont les aventures sont tout simplement situées dans le passé? Il arrive alors que leurs auteurs ont été conduits à mettre à contribution, comme dans n'importe quel roman d'aujourd'hui, les coutumes, les lois, tous les éléments de l'histoire d'un moment d'autrefois, afin de mieux montrer les personnages en action, en vertu de cette loi de technique littéraire, si heureusement formulée par M. Paul Bourget : ne jamais séparer le cas individuel des conditions qui l'ont rendu possible. Précieuse formule qui a conduit naturellement ce maître à distinguer entre les romans vraiment historiques et ceux qui ne le sont qu'en apparence. C'est ainsi qu'il veut nous éviter de confondre les romans où le cas individuel du héros a le plus d'importance et ceux, au contraire, où les éléments historiques occupent la première place, comme si les aventures n'y servaient qu'à donner à ceux-ci l'occasion d'être produits. Ces

derniers romans seulement sont, à proprement parler, des romans historiques.

M. Paul Bourget a vu, dans *la Princesse de Clèves*, un exemple du roman qui ne saurait être considéré comme appartenant à cette dernière catégorie, bien que Mme de La Fayette ait cru devoir placer l'amour romanesque de son héroïne à la cour du roi Henri II, et que nous sachions, depuis une intéressante étude de Mlle Valentine Poizat, que la duchesse de Guise lui a, très vraisemblablement, servi de modèle. Ce n'en est pas moins l'aventure individuelle de la princesse de Clèves qui dans le roman nous intéresse le plus ; l'élément historique y est relégué au second plan.

Si *la Princesse de Clèves* ne continuait pas à captiver l'esprit par l'analyse aiguë des sentiments et des passions autant que par la peinture des caractères, nous ne lui prêterions d'ailleurs aujourd'hui guère plus d'attention qu'aux romans de certaines femmes charmantes du dix-huitième siècle qui n'entreprirent de « romancer » les données de l'histoire que pour s'épargner la peine d'inventer des sujets. Nous n'y trouvons pas, en effet, ce que nous aimons à rencontrer de nos jours dans toute œuvre romanesque. Il faudrait dire, en déformant à peine la formule de M. Paul Bourget, que le cas individuel ne s'y trouve pas entouré à notre gré de toutes les conditions qui l'ont rendu possible. Nous ne pouvons plus nous passer complètement de « la couleur locale » et même de ce que nous pourrions appeler « la sensibilité locale ». C'est une des conséquences du romantisme dont le seul tort fut d'abuser souvent de cette acquisition nouvelle, quand il n'en mésusa pas. D'ailleurs un roman comme *Gil Blas*, qui nous transporte dans l'Espagne de Philippe II et réussit même à nous donner la saveur de la terre espagnole, venait déjà au-devant de ce désir. Il s'en faudrait même de peu que nous n'eussions déjà avec l'œuvre de Le Sage presque un roman historique, si nous n'étions séduits d'abord par des intentions comiques et satiriques qui en font une œuvre d'un genre supérieur en lui permettant d'intéresser d'abord notre intelligence.

Il a fallu attendre Walter Scott pour trouver des romans qui se soient assigné comme fin l'évocation du passé par la mise en valeur de tous les détails qui peuvent contribuer à restituer sa vie. On peut même considérer les romans de Walter Scott comme de véritables romans historiques. De ce point de vue, leur influence a été considérable. C'est d'eux, au moins autant que du roman exotique dont *Paul et Virginie* fut le premier spécimen, que nous est venue la conception de notre roman de mœurs. En effet, dès qu'il fut démontré qu'un romancier pouvait parvenir à ressusciter le passé et

à nous évoquer des terres lointaines avec leur pittoresque particulier, s'il ne négligeait pas les détails réalistes, il devint naturel que d'autres songeassent, un jour, à user du réalisme pour représenter le présent le plus ordinaire, d'une façon non moins vivante. Ainsi le roman historique et le roman exotique ont abouti naturellement à permettre le roman de mœurs. Pour ce qui est du roman d'analyse, comment un romancier aurait-il pu concevoir désormais une analyse vivante des sentiments, en dehors des conditions et du milieu de leur naissance? Voilà comment on ne put bientôt plus trouver de roman d'analyse qui ne tînt en quelque manière du roman de mœurs et non plus de roman de mœurs qui n'eût, d'une certaine façon, le caractère d'un roman historique. Les frères Goncourt purent dire avec raison : « L'histoire est du roman qui a été ; le roman est de l'histoire qui aurait pu être. »

Tout cela suffit à montrer combien sont appelées à devenir de plus en plus artificielles toutes les distinctions que l'on peut encore établir aujourd'hui entre le roman historique, le roman psychologique, le roman de mœurs, le roman d'aventures. Par exemple, il nous faut bien reconnaître qu'un bon roman d'aventures ne pourra jamais négliger complètement la psychologie de ses personnages ; il ne pourra pas davantage négliger les mœurs et il touchera par là d'une certaine manière au roman historique. La vérité est que nous aspirons de plus en plus au roman complet qui seul pourrait nous satisfaire vraiment aujourd'hui.

Des romans n'en continuent pas moins de paraître dans lesquels les éléments historiques entendent occuper le premier plan. C'est le cas, par exemple, d'un roman récent de M. Henri Béraud : *le Vitriol de Lune*, dont l'action est située à la fin du règne de Louis XV. C'est un ouvrage qui appelle précisément d'utiles réflexions sur ce qu'on doit attendre du roman historique. Ce que nous pouvons attendre de mieux d'un récit de ce genre, c'est qu'il nous fasse pénétrer l'esprit de l'époque où se meuvent ses personnages. Nous désirons que son auteur nous montre qu'il ne connaît pas seulement celle-ci à la manière d'un historien érudit, mais qu'il est aussi imprégné de sa sensibilité que pouvait l'être un honnête homme du même temps ; c'est d'ailleurs pourquoi il nous paraît impossible qu'un écrivain de nos jours puisse jamais écrire un bon roman antique ; nous sommes séparés de l'antiquité par trop de siècles de christianisme. Par contre, on peut encore rencontrer des hommes de nos jours qui soient très proches de ceux du dix-huitième, ou du dix-septième ou même du seizième siècle. On a cité souvent le cas de Maurice Maindron qui apparut à tous ceux qui le

connurent comme un homme de la fin du seizième siècle ou du commencement du dix-septième revenu parmi nous ; aussi a-t-il écrit des romans historiques comme *le Tournoi de Vauplassans*, *Saint-Cendre*, *Blancador l'avantageux*, qui mériteraient qu'on employât, à leur sujet, cette belle expression d'*hallucination copiée* dont s'est servi M. Paul Bourget, à propos de la *Chronique de Charles IX* de Mérimée. Ce qui fait le mérite évident d'un roman comme *le Voyage de Shakespeare* de M. Léon Daudet, c'est qu'il aurait pu n'être qu'un roman historique, tandis qu'il est un roman complet dont les aventures extraordinaires se trouvent seulement embellies par la couleur, si l'on peut dire, du temps où elles se déroulent. Mais un des plus beaux romans historiques que nous ayons, c'est sans contredit *les Dieux ont soif* de M. Anatole France. Nous avons là réunies toutes les qualités que nous pouvons demander à ce genre de roman. Voilà une œuvre qui nous initie à la terrible vie quotidienne des Parisiens honorables pendant la Révolution. La fiction romanesque y occupe une place assez mince, si bien qu'elle demeure en fin de compte au second plan du tableau ; loin d'avoir besoin de l'histoire pour lui permettre d'acquérir un minimum de vraisemblance de couleur ou de vie, elle l'aide au contraire à apparaître ; et surtout nous n'y voyons pas de grands événements modifiés, transformés, interprétés pour servir une thèse ou une hypothèse. Voilà bien l'erreur que doit éviter par-dessus tout ce genre d'ouvrages ; aussi ne répétera-t-on jamais assez après M. Jacques Boulenger : « Un bon roman historique doit avoir pour héros des personnages non seulement entièrement inconnus ou inventés, mais dont les actions se puissent intercaler dans ce que nous connaissons des événements sans rien changer à ceux-ci ; et l'on sent que les personnages célèbres n'y peuvent jouer que des rôles de figurants, tel Louis XIV dans *le Bon plaisir*, par exemple. »

M. Henri Béraud n'a évidemment pas songé à ces écueils, sinon il n'eût pas imaginé son *Vitriol de Lune* qui est, par excellence, le type de roman historique dont un romancier doit se garder. M. Henri Béraud n'a-t-il pas, par exemple, utilisé la légende qui veut que les Jésuites aient poussé Damiens à attenter à la vie de Louis XV? Mais il a fait mieux encore. Il nous a représenté son héros Blaise Cornillon versant dans le verre de Louis XV, au cours d'une orgie, un poison subtil, le vitriol de lune. Ainsi Louis XV ne serait pas mort de la petite vérole. Ce Blaise Cornillon avait assisté, encore presque enfant, à l'effroyable supplice de Damiens, et sous l'influence de son oncle, l'Italien Giambattista, il

n'avait plus vécu depuis qu'avec la pensée de venger le malheureux fou. Quant à Giambattista, c'est une sorte de révolutionnaire italien qui a mis sa haine du roi au service des Pères, en découvrant autrefois en Damiens le meurtrier nécessaire.

Voilà où le roman soulève une question assez délicate ; c'est que le roman historique est peut-être le seul genre de roman où le romancier ne soit pas complètement maître de son sujet. Personne n'est plus libre qu'un romancier de choisir la matière de ses romans ; et cependant cette liberté s'arrête à l'histoire, qu'il ne lui appartient pas de transformer à sa guise, parce qu'elle a son existence propre. Si des découvertes nouvelles permettent de la modifier, ce n'est point l'affaire du romancier de s'y essayer, mais celle de l'historien. En admettant, ce qui est peu problable, que M. Henri Béraud ait des documents sérieux permettant d'incriminer des Pères jésuites dans la tentative de meurtre de Damiens, et qu'il en ait aussi prouvant que Louis XV a été, en effet, empoisonné, ce n'est pas d'un roman que nous attendrons jamais qu'ils soient produits. Qu'il nous écrive un ou plusieurs volumes d'histoire sur la question, et il appartiendra à des historiens de discuter sa thèse !

Je ne m'arrêterais pas ici sur un tel livre, en même temps qu'il appelle ces réflexions, il ne valait pas par de nombreuses qualités dont on voudrait que M. Henri Béraud eût fait un meilleur usage. Il avait le talent nécessaire pour écrire un excellent roman nous donnant toutes les satisfactions que nous attendons d'un roman historique, qui nous eût montré l'aspect, nous eût évoqué l'esprit d'une époque qu'il paraît assez bien connaître pour n'avoir pas besoin d'essayer de nous intéresser par des moyens de romancier populaire. Il sait dresser des types, qualité si rare. On se rappelle, quand on a fermé son livre, M. Farge, et aussi Giambattista. Il sait faire grouiller une foule, animer une taverne. Les pages où il décrit le supplice de Damiens sont presque d'un maître. Tous les à-côtés de l'histoire qui suffiraient à mettre debout un bon roman historique, à la faveur d'une légère fiction romanesque, sont admirablement traités dans son œuvre, viciée malheureusement par le sujet lui-même. On sent d'ailleurs, en plus d'une page, l'auteur gêné, et il semble alors qu'une vie conventionnelle anime cet ouvrage qui n'en contient pas moins de nombreuses pages frémissantes de vie. Nous avons avec *Vitriol de Lune* l'exemple d'un roman dont l'artifice est dans le sujet s'il n'est pas dans la manière dont celui-ci est traité.

GEORGES LE CARDONNEL.

L'HISTOIRE

LA RUINE DE LA CIVILISATION ANTIQUE

M. Guglielmo Ferrero a réuni en un volume une série de réflexions sur la chute de l'Empire romain qui, si je ne me trompe, avaient déjà paru pour la plupart sous forme d'articles. Nous avons pris grand plaisir à la lecture de ce petit livre rempli de réflexions ingénieuses. Cependant, si le détail est séduisant, l'idée maîtresse de l'ouvrage appelle de sérieuses réserves. C'est, au fond, un rapprochement continu entre le troisième siècle et le vingtième. Comment peut-on trouver des analogies historiques entre des époques aussi différentes?

Au troisième siècle, nous sommes en présence d'un immense empire cosmopolite, qui ne voit pas, dans tout son horizon, de puissance avec laquelle il ait à traiter d'égal à égal, et dans l'intérieur duquel, même en considérant chaque région isolément, le mélange des éléments ethniques est intense et intime. Au vingtième, nous avons une multitude, on dirait presque une poussière d'États, dont la plupart reposent déjà, et qui tous cherchent de plus en plus à reposer, sur une base strictement nationale.

Là-bas, au troisième siècle, nous sommes en présence d'une civilisation qui décline, car enfin tout le passage où M. Ferrero esquisse un tableau de la civilisation gréco-latine de l'Empire pourrait et devrait être retourné. Il écrit, par exemple :

Les beaux-arts — sculpture, peinture, architecture — florissaient, bien que, pour satisfaire aux goûts d'un public trop vaste et cosmopolite, ils eussent perdu la simplicité et la pureté des grandes époques. La philosophie et la littérature étaient cultivées avec zèle, quoique sans grande

originalité, par une foule croissante d'hommes et de femmes, dans les classes moyennes et les classes supérieures (p. 11).

Et il faudrait écrire :

Les beaux-arts, bien qu'ils fussent encore d'apparence florissante, avaient, pour satisfaire aux goûts d'un public trop vaste et cosmopolite, perdu la simplicité et la pureté des grandes époques. La philosophie et la littérature, quoiqu'elles fussent cultivées avec zèle, l'étaient sans aucune originalité, par une foule croissante d'hommes et de femmes, dans les classes moyennes et les classes supérieures, etc., etc.

Au troisième siècle, depuis longtemps, la période créatrice de la civilisation païenne est close. Dès le temps des Antonins, on n'avait plus que des imitations ou des compilations. Au quatrième siècle, on n'a même plus cela : des compilateurs, nous allons tomber aux bibliothécaires. M. Ferrero connaît, aussi bien que personne, saint Augustin. Il rappelle lui-même l'impression trop justifiée qu'a faite sur le saint l'enseignement profane du temps :

Mais l'homme de génie [saint Augustin] nous a laissé la description inoubliable de l'existence misérable qu'il mena en faisant son métier de professeur à Carthage, à Rome, à Milan, l'inquiet mécontentement qui le rongeait en ce temps-là ; la furieuse agitation de son grand talent dans le vide de cette culture désormais épuisée et schématisée dans le cadre conventionnel d'un enseignement officiel... Un jour, dans un village près de Milan, la lumière se fit dans cette grande âme, dégoûtée par le vil métier auquel une civilisation mourante voulait le condamner (p. 210).

Au vingtième siècle, bien que la civilisation européenne ait reçu déjà quelques coups sensibles, il ne semble pas que l'esprit créateur qui s'est soutenu depuis le quinzième ou le seizième siècle soit encore à bout de souffle. Il ne paraît pas l'être dans l'ordre des sciences de la matière. Et l'effort des recherches historiques et géographiques, qui a élargi si considérablement la base de toutes les sciences anthropologiques, ne fait probablement que commencer.

En présence de ces différences colossales et évidentes, on se demande quelle est l'analogie de détail qui a obsédé l'auteur. On la trouve dans la « crise du principe d'autorité ». Mais l'autorité qui périclitait au troisième siècle, M. Ferrero lui-même nous l'a montré longuement, était une autorité mi-républicaine, mi-monarchique, et il n'apparaît vraiment pas que, ni dans l'empire d'Orient, ni dans les États germaniques, elle ait fait place à des républiques démocratiques, tandis que les autorités dont la chute ou l'affaiblissement inquiète M. Ferrero sont incontestablement des monarchies se réclamant du droit divin, en tout cas héréditaires, continuations directes de celles qui brillaient au temps de Louis XIV et de Frédéric II. En vérité, je préfère encore les rapprochements souvent faits par les historiens allemands entre l'époque contemporaine et

l'époque hellénistique, avec ses royaumes s'écroulant peu à peu devant la République romaine et son activité remarquable dans le domaine des sciences exactes. Mais on pensera bien plutôt encore à la chute ou à l'exténuation des monarchies absolues dans le monde grec du sixième et du cinquième siècle, à cet écroulement presque général, couronné par la défaite du roi des Perses.

J'ai dit ici même avec quelles restrictions il fallait utiliser ces rapprochements, qui hantent et hanteront toujours ceux qui se livrent à l'étude du passé. Mais enfin c'est bien à l'époque dont nous venons de parler, à l'époque des sophistes, bien plus qu'à l'époque des juristes stoïciens ou de saint Augustin, que M. Ferrero trouvera cette crise « d'anarchie intellectuelle » dont le retour l'effraie à juste titre : C'est là qu'il trouvera une quantité d'États civilisés tentant simultanément de prendre l'élection comme base du droit public.

Il est intéressant d'ailleurs, puisque nous avons là une évolution complètement achevée, achevée depuis des siècles, de voir ce qu'y a donné l'application du nouveau principe. L'élection avait fonctionné longtemps comme machine de guerre contre les élites traditionnelles. Elle avait modifié peu à peu les législations, dissociant la grande famille, démembrant la propriété foncière, démocratisant la société. Mais, par cela même, elle a fini par démocratiser, si l'on peut dire, les tendances conservatrices et même réactionnaires. Dans un grand nombre d'États grecs, le principe majoritaire a fini par profiter à une classe très nombreuse et assez homogène de moyens et petits propriétaires, les hoplites, classe qui s'est montrée, naturellement, plus âpre encore dans la défense de ses prérogatives que les antiques aristocraties. Dans une autre série d'États, où l'industrie et le commerce maritime avaient fini par tenir la place principale dans la vie sociale, on a eu la dictature de la plèbe urbaine, avec, heureusement, des crises éphémères de gouvernement personnel (Périclès). Partout, il y a eu scission brutale, au sein d'un État commun, entre deux sociétés à peu près équivalentes en nombre et en force : état social déplorable, d'ailleurs, essentiellement instable, continuellement générateur d'illusions absurdes, d'espérances malsaines et d'inquiétudes paralysantes. Il n'a pas duré longtemps, un siècle ou guère plus, mais il a détruit ou galvaudé, dans ce court intervalle, nombre de valeurs précieuses. Je n'en recommanderai certes pas l'étude à M. Ferrero comme plus consolante que celle des invasions barbares. Mais il y trouverait certainement matière à des comparaisons et à des réflexions qui ne seraient pas, je crois, de purs jeux d'esprit.

Eugène Cavaignac.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

PIE XI

Nous avons eu un jour l'occasion de voir assis à la même table le cardinal Achille Ratti et M. Filippo Meda : deux Milanais, solides et volontaires, tous deux remarquables, au premier abord, par la simplicité et la cordialité de leur allure. L'un est devenu pape; on ne serait pas surpris que l'autre devînt un jour président du Conseil. Ils avaient l'habitude de se rencontrer; le monde sera-t-il alors témoin d'une rencontre, plus grave et solennelle, entre le chef de l'Église et le représentant du Quirinal? C'est le secret de l'avenir. Mais beaucoup de ceux qui ont acclamé, le 6 février, les résultats du Conclave, caressaient sans doute cette espérance. « Il faut un pape italien et qui fasse de la politique italienne », avait signifié dom Sturzo, l'inspirateur du Parti populaire. Et n'est-ce pas de Milan que, deux semaines après l'armistice, dom Sturzo lançait son discours-programme sur les problèmes issus de la guerre? Ainsi Milan aurait conquis Rome pour s'élancer vers une autre conquête et mettre fin à ce « provisoire » qui dure depuis un quart de siècle...

Mais le nouveau pape ne tardera pas à nous éclairer. Ses premiers actes révèlent un homme qui sait où il va et ce qu'il veut. La bénédiction donnée du balcon extérieur de la Basilique est un symptôme, assurément; le nom de Pie XI en est un autre. Pape moderne et conciliateur, soit, mais qui n'ignore ni la doctrine ni les lois de la continuité. Les augustes pontifes qui ont porté ce nom, Pie VII, Pie IX, Pie X, ont incarné

admirablement l'Église militante, qui ne sacrifie point le spirituel au temporel, et dont la préoccupation essentielle est la gloire de Dieu.

Pour ceux qui croient à la prédestination, la carrière de Pie XI est bien curieuse à observer. Jusqu'à soixante ans, il se confine dans les palimpsestes et dans les livres. A l'Ambrosienne de Milan, plus tard à la Bibliothèque vaticane, ce prêtre affable, studieux, renseigné, dirige avec amour un royaume purement intellectuel. Il s'est taillé un domaine dans la science et l'érudition. Léon XIII, Pie X, Benoît XV ont tour à tour apprécié ses services et rendu hommage aux facultés d'organisation, à la compétence de l'infatigable travailleur, qui tient dignement le flambeau hérité des Angelo Maï, des Pitra, des Isidoro Carini. Tout permet de supposer qu'il ne sortira point d'une voie où l'ont engagé ses aptitudes et où le succès lui sourit. Et voilà soudain une bifurcation inattendue. Le 25 *avril* 1918, *Benoît XV le désigne comme visiteur apostolique en Pologne.*

Mystérieux appel de la Providence! Il semble qu'elle lui dise : « J'ai besoin de toi. Quitte la poussière des manuscrits pour te mêler à la vie extérieure et apprendre ce que les livres n'enseignent point. » La diplomatie pontificale est une grande école. Elle est aussi un sacerdoce, et qui exige de bons prêtres. Elle demande par surcroît une aménité naturelle, une intelligence déliée, une information étendue. Ces qualités, Mgr Ratti les avait, et Benoît XV fut un juge perspicace en l'envoyant aux écoutes du monde slave. Mgr Ratti reçut un chaleureux accueil, et, en peu de mois, accomplit un labeur considérable, qui lui vaut le titre de nonce, avec l'archevêché de Lépante. Il réorganise le clergé, institue dix évêchés, obtient le chapeau de cardinal pour Mgr Dalbor et Mgr Katrowski. Mais l'homme d'action qu'il est devenu n'a pas tué en lui l'homme de haute culture. Il s'emploie à relever l'Université de Varsovie. La détresse est immense, et d'autres hésiteraient; sa foi intrépide n'admet point d'obstacles. Il faut de l'argent, beaucoup d'argent; on recrute vingt-trois millions! La Pologne a repris sa place dans l'Europe; un grand foyer de catholicisme et de civilisation est définitivement rallumé.

Mgr Ratti eut ses joies. Il eut également sa part d'épreuves. Les intrigues de Berlin, l'assaut des armées rouges le trouvèrent à la hauteur de sa tâche. Il gênait l'Allemagne, qui essaya de l'entraver sans y réussir; il ne se laissa pas davantage intimider par les bolchevistes, et, quand l'invasion menaça les portes de la capitale, il était à son poste, partageant la confiance des soldats de Weygand et de Pilsudski, et assuré que Dieu n'avait pas ressuscité la Pologne pour la faire mourir sous les coups d'une nouvelle barbarie.

Après la victoire, des heures paisibles succèdent aux heures de tempête. Mais il reste à Mgr Ratti comme un dernier stade à parcourir

avant de ceindre la tiare. Bibliothécaire et diplomate, théologien, lettré, politique, que lui manquait-il encore? L'exercice du gouvernement. L'année 1921 *voit disparaître le cardinal Ferrari qui occupait depuis* 1894 *le siège de Milan. Une voix unanime réclame Mgr Ratti. Benoît XV prête une oreille favorable à la supplique des Milanais, et Mgr Ratti, rentré à Rome au printemps, recueille la double succession du vieux prélat : le chapeau cardinalice et l'archevêché. Ce fut, dans la ville lombarde, une intense allégresse. On avait retrouvé le concitoyen et l'ami, on ne se flattait pas de le garder toujours, car les Milanais vous murmuraient avec orgueil, à son passage : « Le futur pape! » Mais qui eût deviné la mort si prompte de Benoît XV? Et l'on avait si grande hâte de le posséder qu'on lui eût presque fait un affectueux grief de ne pas se presser davantage; car, nommé en juin, il ne voulut s'installer à Milan que le* 8 *septembre, pour faire coïncider son avènement avec la fête de la Nativité. Il tenait à débuter sous les auspices de la Vierge et même à effectuer auparavant le pèlerinage de Lourdes. Les Français qui l'ont rencontré dans notre village pyrénéen n'ont pas moins été séduits par sa bonne grâce, qu'édifiés par son ardente piété.*

Il ne devait donc séjourner à Milan que quatre mois. Mais son court passage aura laissé une trace durable : l'inauguration de l'Université catholique. M. Maurice Vaussard a raconté, dans son livre sur l'Intelligence catholique dans l'Italie du vingtième siècle, *les longs et patients efforts du Comité qui avait conçu cette grande entreprise. Le Père Gemelli, un de ces religieux que rien n'arrête ni ne déconcerte, avait commencé la campagne, en* 1918, *avec cinquante francs dans sa poche. Bientôt le comte Lombardo apportait deux millions; les millions ont une singulière force d'attraction, et d'autres ont suivi... Bref, au mois de décembre dernier, la jeune Université ouvrait ses portes, avec* 53 *chaires, plus de* 40 *professeurs et une bibliothèque de* 50 000 *volumes. Elle fut inaugurée par le cardinal Ratti qui avait à ses côtés un membre du cabinet Bonomi, M. Antonio Anile, sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction publique, et qui résuma dans une formule saisissante la règle du véritable intellectualisme. « La science pour la science, et la science pour la vie. » Dom Sturzo était présent, lui aussi, et encore M. Egilberto Martire, « le premier député catholique de Rome »... L'Église, le gouvernement, les « populaires »... Mais le catholicisme est universel, et le cardinal-archevêque de Milan, devenu Pie XI, ne donnera pas de gages au Parti qui rêve de transformer le pape en évêque italien.*

***

Les dessous du Congrès de Gênes.

Il n'est pas aventureux de prétendre que la conférence de Gênes est issue d'une initiative russo-allemande, chaperonnée par l'Angleterre ; tout semble, au contraire, le prouver !

Le président Harding ayant tenu la Russie soviétique à l'écart de la conférence de Washington et Lloyd George n'y étant pas allé, Tchitcherine demandait, le 28 octobre dernier, au gouvernement anglais de provoquer une conférence mondiale destinée à apaiser définitivement l'univers. Effectivement, quarante-cinq États sont invités à se rendre à Gênes.

Les liens, relations et collusions de toutes sortes abondent trop entre Russie et Allemagne pour qu'il soit nécessaire d'établir longuement leur complicité. Depuis toujours, Lénine est pro-allemand, et depuis l'armistice, le plan germano-bolchevik fut de se liguer contre nous, pour nous assaillir sur le Rhin, comme s'en vanta maintes fois Trotsky. Dès 1917, l'étude commerciale du russe est énergiquement organisée en Allemagne. Récemment, le fils de Tolstoï écrivait :

Savez-vous que, dans chaque ville allemande, on étudie avec acharnement la langue russe? Toutes les classes où s'enseigne notre langue y sont, chaque jour, bondées ; jeunes gens et personnes d'âge, hommes et femmes, tous apprennent la langue du peuple avec lequel ils veulent s'unir. C'est nous, déclarent les Allemands, qui allons faire de la Russie *la grande puissance de l'avenir.* C'est à nous qu'elle devra son salut et c'est par elle que nous vaincrons le monde.

Et Curtius, le professeur de Marbourg, déclare que toute la jeunesse de Germanie, abandonnant l'Occident, a les yeux tournés vers l'Est. Cet état d'esprit se traduit pareillement dans les propos du nouveau directeur de l'immense firme *Allgemeine Elektricität Gesellschaft,* Félix Deutsch, au *Neues Wiener Tageblatt :* ce serait « un grand malheur pour le monde, dit-il, si, par suite d'un événement imprévu, les gouvernants actuels de la Russie ne conservaient pas le pouvoir ». A Radek qui désirait faire sa connaissance, le Dr Deutsch accorda deux entretiens de plusieurs heures, au cours desquels « je lui signalai, poursuit-il, qu'une reconstruction de l'Europe sans la Russie était, à mon avis, impossible, et j'en arrivai à la conclusion qu'on devait demander au gouvernement des soviets d'entrer en négociations. Lui-même était d'avis que de telles conversations pourraient aboutir à des résultats satisfaisants ». Cela se passait en janvier 1921.

La collusion russo-allemande est donc évidente, et celui que Stinnes appelle un francophile, le chancelier Wirth, reconnaît sans hésiter que « notre intérêt est de travailler au relèvement économique de la Russie ».

D'autre part, *pour durer*, les chefs bolcheviks ont absolument besoin de ressusciter, s'il est possible, l'économie russe. Après avoir tout détruit, il est bien temps de songer à rebâtir ! Voici longtemps déjà que, s'adressant à Mechtchevsky, Lénine a dit : « Je donnerais un pot-de-vin d'un demi-milliard au capitaliste qui nous apprendrait à réorganiser l'industrie » ! Vaines paroles.

Arrivés au pouvoir, les chefs bolcheviks n'eurent rien de plus pressé que de supprimer — c'est-à-dire de nationaliser — la banque d'État. Cela leur a réussi politiquement, puisque toute tractation en dehors de l'État était supprimée. Les immenses richesses naturelles de la Russie suffiraient un jour, pensaient-ils, à réamorcer le commerce extérieur ! La dette étrangère était alors de 12 750 millions de roubles or, dont 5 000 pour la France. Qu'à cela ne tienne ! Un trait de plume annulera les dettes. En novembre dernier, la banque d'État fut reconstituée théoriquement, sous forme de dépendance du commissariat aux finances. Le capital initial est de 2 000 milliards de roubles ; mais tout ce papier équivaut à 70 millions de roubles or. C'est bien peu pour faire figure devant l'univers. Et cependant, dès le 6 janvier, après un arrêt de plus de sept années, la banque d'État russe renoue avec la *Deutsche Bank*, d'abord.

On n'a pas encore assez « réalisé » l'épouvantable fléau qu'est la famine russe actuelle. Il y a là-bas — tous les récits concordent — *trente millions* d'êtres humains à sauver. Dans des régions entières, chez les Tchouvaches et les Kirghiz, par exemple, les mères, en masse, *noient leurs enfants*, pour mettre fin à leurs souffrances. Dans le district de Bousoulouk qui fait partie du gouvernement de Samara, les affamés dévorent des chiens, des chats, volent la nuit les cadavres humains dans les morgues ! La situation de la Russie est donc *intolérable* et les chefs redoutent constamment de nouvelles révoltes. Celle de Cronstadt, au printemps dernier, leur fut un dur réveil.

A ce sujet, Boukharine, le principal théoricien du bolchevisme, a écrit ces propos révélateurs :

Vous savez qu'en cette occurrence nous n'avons pas eu froid aux yeux. Nous avons mobilisé immédiatement le tiers des membres du congrès panrusse du parti, nous les avons lancés sur Cronstadt et, au prix de grandes pertes, le soulèvement fut liquidé. Mais cette victoire n'apportait pas la solution du problème. Il fallait à tout prix prendre des mesures. Si nous avions eu à notre disposition une révolution allemande (1), nous y aurions puisé des éléments prolétariens qui nous auraient aidés à entreprendre chez nous une petite opération chirurgicale. Malheureusement, nous ne pouvions compter que sur nos propres forces. *La préoccupation essentielle était la sécurité de la dictature, à tout prix.* Il était évident pour

(1) Boukharine fait allusion au *putsch* communiste allemand de mars 1921, contemporain du soulèvement de Cronstadt. Des milliers d'ouvriers allemands furent tués. Paul Lévi, désabusé et indigné, quitta à ce moment le communisme.

nous que, si nous ne faisions aucune concession au paysan, nous aurions à subir le sort de la république hongroise... Or, *si nous faisons des concessions économiques, c'est justement pour ne pas avoir à en faire de politiques.*

Est-ce clair? Cronstadt fut la cloche d'alarme qui provoqua la prétendue nouvelle orientation économique des soviets, soit au dedans, soit au dehors. Il faut vivre, et vivre en communauté avec l'Allemagne.

Ayant également besoin de « se relever », Russie et Allemagne ont donc juré de se relever de conserve. « La détresse du gouvernement allemand est absolue », opine Radek. C'est pourquoi, stylé par l'ambassadeur anglais à Berlin, lord d'Abernon, Hugo Stinnes allait à Londres s'entendre directement avec Lloyd George, qui, si l'on en croit une circulaire confidentielle du magnat germanique, avait décidé de lâcher délibérément la France.

Verrons-nous donc à Gênes s'étaler, à la face du monde, une entente anglo-germano-soviétique? Contre qui? Contre la France, évidemment.

*
* *

Ainsi se présente la première face des origines diplomatiques du Congrès de Gênes. Il en est une autre, encore masquée plus perfidement.

Le 17 février 1921, la fédération française du bâtiment et le *Deutscher Bauarbeitsverband* signaient, à Genève, un accord relatif aux réparations. En avril, se réunissaient à Amsterdam les délégués de trois internationales : syndicale, n° 2 et n° 2 et demi, afin de créer un office international des réparations, au moyen d'un emprunt mondial et d'une entente directe avec l'Allemagne au sein de la Société des Nations.

Or, le 18 décembre dernier, les délégués des trois mêmes internationales se rendaient à Francfort-sur-le-Mein, pour discuter des mêmes sujets. Parmi eux : Adler, Wallhead, Ledebour, Crispien, Grimm, Jean Longuet, Bracke, etc. Jouhaux et Laurent y représentaient la C. G. T. française. Des sinistrés du secteur de Chaulnes y figuraient, ainsi que les grandes associations allemandes : C. G. T. et *Butab* (1). Le *Labour party* fut chargé d'organiser une conférence prolétarienne universelle qui étudierait la situation économique de l'Europe et les réparations.

Le parallélisme des préoccupations de ces « internationalistes » et des gouvernants russo-allemands est flagrant. Les deux courants aboutissaient uniformément à Londres, à Lloyd George qui applaudissait au plan travailliste.

(1) *Bund der Technischen Angelstellten und Beamten*, Union des employés et fonctionnaires techniques.

Mais voici que Moscou veut profiter de cette convergence heureuse. Tchitcherine a lancé son radio le 28 octobre. Le 4 décembre, devant l'Exécutif de la IIIe internationale, Zinovief émet l'idée du *front prolétarien unique*. Dans tous les pays, les communistes devront s'entendre avec les masses ouvrières, à quelque parti, à quelque centrale syndicale qu'elles appartiennent, pour être prêts à défendre la Russie des soviets.

Le 28 décembre, le *Times* faisait pressentir les invitations pour Gênes. Le 1er janvier, Moscou envoyait le mot d'ordre suivant aux prolétaires de tous les pays :

Tant que la Russie ne reparaîtra pas sur le marché à la fois en qualité de client pour l'exportation et de fournisseur de matières premières, l'économie mondiale restera mutilée. Tant que la Russie soviétiste ne sera pas garantie contre de nouvelles agressions, elle devra entretenir sous les armes *une puissante armée rouge*... Les exigences du capital mondial tendent à amener le gouvernement des soviets à abdiquer, pour être reconnu, sa souveraineté en faveur d'un consortium financier international qui se conduirait en Russie, comme en Chine ou en Turquie... *Les capitalistes de tous les pays se liguent pour prendre l'offensive contre la classe ouvrière...* Vous n'osez pas encore engager une nouvelle bataille, vous n'osez pas encore prendre les armes pour la dictature du prolétariat et donner l'assaut aux forteresses de la réaction mondiale... Unissez-vous donc, travailleurs, pour exiger l'annulation des dettes de guerre, *pour résister à l'égorgement de l'Allemagne*, pour que les conditions de reconnaissance de la Russie des soviets soient conformes aux intérêts du prolétariat international.

Voilà donc dans quel état d'esprit les délégués bolcheviks se présenteront à Gênes. L'invitation est « notre victoire », clame la *Pravda*. Mais, pour que cette victoire ne soit pas trop chèrement payée, ils prétendent incarner là-bas la *solidarité ouvrière universelle*. Reculade? ont dit certains. Que non pas. En mars 1921, Lénine le déclarait :

Oui, nous reculons, mais en même temps nous préparons une offensive générale contre le monde capitaliste.

Pendant que Trotsky déclare aux jeunes ouvriers et paysans qu'ils « doivent se pénétrer de l'idée qu'il n'existe aucune force au monde qui, si elle attaquait la république des soviets, ne pourrait être brisée », la *Pravda*, commentant l'invitation à Gênes, écrit :

Les puissances capitalistes de l'Europe emploient tous les moyens pour atteindre leur but, qui est d'*asservir* la république des soviets. C'est pourquoi les masses ouvrières et paysannes doivent se serrer plus fortement, plus étroitement encore autour du gouvernement des soviets... Le devoir du parti est clair, il est de faire *l'unité morale des masses* et de leur faire comprendre la signification de l'heure présente.

C'est pourquoi, le grand maître de la propagande bolchevique, Karl Radek, écrivait, en décembre, à des communistes allemands :

La pensée fondamentale [de Moscou] est de proposer à Amsterdam, aux internationales 2 et 2 et demie, d'organiser une démonstration commune... Elles ont même écrit : Plus jamais de guerre. *Voudraient-elles y renoncer?* Les gens de Scheidemann auront intérêt à une démonstration contre les Shylocks des réparations. Lloyd George verra avec intérêt une démonstration contre la France...

Quelle puissance de mystification !

Puis, le 19 janvier, à Berlin, devant les représentants des sections communistes allemande, française et italienne, le même Radek disait :

La question des réparations ne pourra être résolue définitivement *qu'après la révolution.* Mais nous ne sommes pas encore assez forts pour renverser Poincaré. L'attitude des camarades allemands nous montre dans quelle situation difficile ils se trouvent, mais nous ferons tout pour les soutenir dans leur lutte, par notre lutte contre nos oppresseurs.

Mais voici où le jeu se complique et se resserre. Le 21 décembre déjà, d'après les avis de Radek, le comité central du parti communiste allemand avait accepté l'invitation de l'Union des partis socialistes de Vienne. *Le front prolétarien tendait ainsi à devenir une réalité;* l'union des extrémistes semble faite aujourd'hui. L'internationale 2 et demie, en effet, a décidé, dans une réunion tenue à Berlin les 14 et 15 janvier, de convoquer une réunion mondiale révolutionnaire, où « seront admis tous les partis prolétariens qui se placent sur le terrain de la lutte de classes, qui poursuivent l'abolition du capitalisme et qui reconnaissent la nécessité d'une action internationale commune du prolétariat pour atteindre ce but ». Voilà donc *l'union socialiste* qui se reforme par-dessus les scissions en plusieurs internationales rivales et ennemies ! Et Moscou appelle ses fidèles pour le 10 février, afin d'adopter une tactique définitive, unique et cohérente, relative au « front prolétarien ». Car les bolchevistes français résistent et Dumoulin y voit « une macabre fumisterie ».

Telle est, dans sa complexité simpliste, la combinaison politico-diplomatique que le soviétisme défendra à Gênes. Mais l'Amérique semble voir clair, et Gompers plus que Harding. Mais Mussolini, le père du fascisme, a compris. Mais les créanciers anglais commencent à ouvrir les yeux et sont inquiets.

La France ne doit pas aller à Gênes. Allemagne et Russie veulent annuler Versailles et l'invitation officielle porte qu'aucune atteinte (*injury*) ne sera portée aux traités existants. Comment s'entendre? A tout le moins peut-on ne pas tomber dans le piège. Il suffit de le voir.

JEAN MAXE.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LE PACTE DE GARANTIE ET LES PAIEMENTS DE L'ALLEMAGNE. — *Les conférences franco-britanniques commencées à Paris entre M. Poincaré, M. Lloyd George et lord Curzon se poursuivent entre les deux chancelleries.*

Notre ambassadeur à Londres, M. de Saint-Aulaire, a reçu de Paris des instructions en vue de lui permettre de préciser au Foreign Office le point de vue français en ce qui concerne les modifications à apporter au projet de pacte de garantie anglo-français.

Le gouvernement anglais accepte certaines clauses du contre-projet français (réciprocité et durée du pacte), mais réserve son acceptation sur la question de la convention militaire et des accords précis à conclure entre les états-majors, ainsi que sur la question de la définition du casus belli.

En réponse à la note anglaise du 24 janvier, M. de Saint-Aulaire dépose, le 28, au Foreign Office, un aide-mémoire résumant les grandes lignes du contre-projet français.

En Allemagne, le chancelier Wirth se heurte à de graves difficultés pour faire adhérer la majorité du Reichstag au plan de réformes fiscales qu'il a élaboré.

Cependant, comme approche l'expiration du délai accordé à l'Allemagne par la Commission des réparations pour fournir son état de paiements, les partis bourgeois et social-démocrate se mettent d'accord sur la base d'un compromis : un emprunt forcé d'un milliard de marks or sera émis à un taux très bas, dont le montant sera affecté au paiement des réparations (déclarations du chancelier au Reichstag, le 26 janvier).

Le 27, le gouvernement du Reich remet à la Commission des réparations le plan établissant un état de paiements pour l'année 1922 et des propositions de nature, d'après lui, à équilibrer le budget de l'empire. Ce plan n'indique toutefois aucune somme précise que l'Allemagne soit en état de payer et renvoie aux déclarations vagues de M. Rathenau à Cannes sur la faculté de payer de l'Allemagne. Celle-ci ne pourra dire quelque chose de définitif que lorsque l'ensemble des problèmes des réparations sera réglé. La Commission des réparations décide de transmettre immédiatement les propositions allemandes aux gouvernements alliés qui seront ainsi dans la situation ou de traiter la question eux-mêmes ou de la renvoyer à la Commission des réparations pour être résolue par celle-ci (30 janvier).

Les 18 et 28 janvier, l'Allemagne a effectué les versements décadaires prescrits de 31 millions de marks or en devises étrangères, conformément à la décision de la Commission des réparations du 13 janvier.

LA PAPAUTÉ. — *S. S. le pape Benoît XV meurt le 22 janvier. Le conclave se réunira le 2 février, pour l'élection du nouveau pape.*

France. — *Le maréchal Pétain est nommé inspecteur général de l'armée* (19 *janvier*).

M. Poincaré donne lecture à la Chambre de la déclaration ministérielle et répond à plusieurs interpellations : les traités, dit-il, doivent être appliqués. L'Allemagne doit réparer, désarmer et punir les coupables. Quant au Congrès de Gênes, la France demandera avant toute discussion que les conditions fixées au protocole soient acceptées ou refusées. Sinon, elle reprendra sa liberté d'action. M. Poincaré obtient 350 *voix de majorité* (19 *janvier*).

Allemagne. — *La commission de gouvernement de Haute-Silésie décide d'accorder différentes indemnités à la famille du commandant Montalègre, assassiné par un Allemand :* 112 500 *francs à la veuve, et une somme égale aux enfants* (25 *janvier*).

Empire britannique. — *La conférence de Bombay entre les chefs du parti modéré et du parti extrémiste hindous fait disparaître les espoirs qu'on avait formés à Londres. Les modérés jugent inacceptables les conditions de M. Ghandi comportant le retrait des troupes britanniques de l'Inde* (21 *janvier*).

Une note officielle anglaise déclare que le gouvernement britannique se montre disposé à recommander au Parlement de mettre fin au protectorat institué en Égypte en 1914 *et de reconnaître l'indépendance de ce pays, mais sous certaines réserves* (29 *janvier*).

Autriche et Tchéco-Slovaquie. — *Un accord est conclu à Lana entre l'Autriche et la Tchéco-Slovaquie. D'autres accords suivront entre l'Autriche et la Hongrie. La force des choses et les nécessités reconstituent l'ancien État habsbourgeois* (16 *janvier*).

Les difficultés économiques s'aggravent en Autriche. Elles amènent la démission du chancelier Schober et de son cabinet.

M. Schober accepte toutefois, le 27 *janvier, de reconstituer un nouveau ministère.*

Espagne. — *Le cabinet Maura, démissionnaire à la suite du conflit avec les juntes militaires, reste au pouvoir, sur les instances du roi* (16 *janvier*).

Roumanie. — *Après la démission de M. Take Jonesco, M. Bratiano, chef du parti libéral, est chargé par le roi de constituer le nouveau cabinet* (19 *janvier*). *Le Parlement roumain est dissous; de nouvelles élections pour une assemblée constituante auront lieu en mars* (24 *janvier*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 27455.